

# COURANT **ALTERNATIF** ★ **courant** ★ **alternatif**

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE

N°296

JANVIER 2020

3 €

▶ **MOUVEMENT SOCIAL : HÔPITAL**

▶ **DOSSIER : OÙ VA LE FÉMINISME ?**

▶ **GROS LOT POUR BURE  
EN ATTENDANT CIGÉO**

## La planète se réchauffe ...



## Le prolétariat aussi !

## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une commission-journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de

l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liasons, contacts, etc.), et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après. Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Egrégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Lyon

La maquette à Moulins

La commission journal du numéro de mars aura lieu à Paris en janvier

## POUR S'ABONNER

### ABONNEMENT 1 AN

- 10 numéros + hors séries 30 euros
- Sans les hors séries 25 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"  
OCL égrégore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

Ou payez par internet sur notre site !

## CONTACTER LOCALEMENT

### l'Organisation Communiste Libertaire

**ALSACE**  
oclstrasbourg@gmail.com

**AUVERGNE**  
ocl-moulins@orange.fr

**BRETAGNE**  
ocnantes@free.fr

**CHAMPAGNE-  
ARDENNES**  
OCL c/o égrégore BP 81213  
51058 Reims cedex  
lechatnoir@clubinternet.fr

**ÎLE DE FRANCE**  
oclidf@riseup.net

**LIMOUSIN**  
ocl.limoges@laposte.net

**MIDI-PYRENNES**  
OCL c/o canal sud,  
40 rue Alfred Dumeril,  
31400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

**NORD**  
• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403  
62206 Boulogne s/Mer cedex  
lamouette.enragee@wanadoo.fr  
• Lille : oclille@gmail.com

**NORMANDIE**  
ocl-caen@orange.fr

**PAYS BASQUE**  
ocl-eh@orange.fr

**POITOU-CHARENTES**  
• ocl-poitou@Orange.fr  
• oclcognac@ymail.com

**RHÔNE-ALPES**  
• Lyon : "courant alternatif"  
c/o Maison de l'écologie  
4 rue Bodin 69001 Lyon  
ocl-lyon@laposte.fr  
• Valence :  
ocl-valence@riseup.net

**SUD-EST**  
Grasse : ocl.sudest@gmail.com

**CONTACTS**  
Figeac, passer par  
oclibertaire@hotmail.com

## SOMMAIRE



**EDITO** ►PAGE 3

**MOUVEMENT SOCIAL :**  
►PAGES 4/17 Dossier  
►PAGES 18/19 Hôpital

**BIG BROTHER**  
►PAGES 20/21

**DOSSIER : OÙ VA LE FÉMINISME ?**  
►PAGES 22/23 L'oppression féminine n'est pas une donnée culturelle  
►PAGES 24/27 Pas de libération des femmes sans révolution sociale !

**VERTEMENT ECOLO**  
►PAGES 28/30

**NUCLÉAIRE**  
►PAGES 30/31 Gros lot pour Bure en attendant Cigéo

**SANS FRONTIÈRE**  
►PAGES 32/33

**IMMIGRATION**  
►PAGE 34 L'opération "Shikandra", c'est quoi ?

**L'ÉCONOMIE EN BRÈVES**  
►PAGES 35

**CULTURE**  
►PAGES 36 Livre : Plaidoyer pour le Rojava

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egrégore  
BP 81213 - 51058 Reims cedex  
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'information, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF  
janvier 2020

Mensuel anarchiste-communiste  
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales  
DIR. PUBLICATION  
Nathalie Federico  
Imprimerie des moissons, Reims  
Imprimé sur papier recyclé  
Mise en page avec Scribus



## 2020, QUE PEUVONS-NOUS EN ATTENDRE ?

L'année qui s'achève sera l'une des plus chaudes jamais enregistrées, peut-être même la plus chaude de toutes, d'après les températures relevées par divers moyens. Certes, il est agréable d'avoir un temps plus doux dans les saisons froides, et la perspective de faire baisser les factures de chauffages est réjouissante (mais cela est en réalité annulé par les augmentations régulières des prix et taxes). Mais cette hausse très rapide des températures contribue fortement à la sixième grande extinction dans laquelle les êtres vivants se trouve en ce moment, et dont les effets sont de plus en plus visibles : disparition des insectes et des oiseaux, les océans se « vident » (et de plus en plus de zones marines sont peuplés essentiellement de méduses comme il y a des centaines de millions d'années), la biodiversité régresse partout, les événements climatiques dits « extrêmes » se multiplient et causent beaucoup de dégâts aux installations humaines. Le réchauffement n'est évidemment pas seul en cause dans cette catastrophe, la pollution, l'acidification des océans, la fragilisation de la couche d'ozone, etc, portent aussi une grande responsabilité dans la destruction de la vie.

Heureusement, il n'y a pas que la planète qui se monte en température, en ce mois de décembre les luttes sociales ont pris un coup de chaud. S'inscrivant dans la continuité de la lutte enclenchée par les exploités contre la loi « El Khomri » (dite aussi « loi travail ») et des dynamiques offensives qui ont traversé les gilets jaunes, ce mouvement est très divers dans ses formes. Il recherche également un maximum d'autonomie dans ses actions, afin de ne pas tomber dans le travers de la lutte contre la précédente réforme des retraites en 2010 : à cette époque, les bureaucraties syndicales avaient globalement bien contrôlé le mouvement, et avaient réussi de cette façon à canaliser les plus motivés. En

dehors de la question de la retraite, et au-delà de la sphère du travail, d'autres frémissements se font sentir. Les étudiants et lycéens, bien que globalement peu investis dans le mouvement, ont de nombreuses raisons de se révolter. De même, la solidarité avec les migrants est toujours là, alors que l'Europe forteresse continue de se renforcer.

En dehors de l'Hexagone, des luttes violentes et massives secouent plusieurs pays. A Hong-Kong, le mouvement est toujours là, même si il n'est visiblement plus à son firmament. Mais la raison première de son déclenchement a disparu, ce qui constitue sans doute une victoire (au départ, les hong-kongais refusaient que l'État chinois puisse mettre les prisonniers de la cité dans des prisons chinoises du continent). Au Chili, les manifestations massives qui ont dépassé le million de personnes à l'échelle du pays continuent malgré les tortures, viols et meurtres perpétrés par les assassins en uniformes et que l'on compte déjà en dizaines, voire centaines. Plus de 28 000 arrestations ont déjà eu lieu, et il y a encore entre 1000 et 2000 personnes détenues en attente de jugement. En Iran, la répression est aussi féroce, avec des centaines de morts (d'après des partis d'opposition, plus d'un millier) et un grand nombre d'arrestation difficile à chiffrer (des gens disparaissent également hors de tout cadre « légal »). Cela a pour but de distiller la terreur dans la population, mais on verra combien de temps le couvercle tient avant une autre révolte...

L'année 2019 a établi un triste record dans le nombre de feux de forêts, qui ont eu lieu sur tout les continents (Ouganda, Brésil, Sibérie, etc). Espérons qu'en 2020 ce soit le prolétariat qui s'enflamme tout autour de la terre !

Lyon, le 26/12/2019





# Dossier spécial : Mouvement des retraites (mais pas que !)

Depuis la lutte offensive contre la « loi Travail », en passant par la quête de justice sociale qui a émergé de la mobilisation des gilets jaunes, et au travers de luttes diverses et variées dans la société actuelle, notamment dans les entreprises où depuis quelques années les grèves et autres conflits sociaux sont en hausse, une colère s'exprime. Elle n'a pas encore atteint une dimension explosive, mais le mouvement actuel tire en partie sa force des mobilisations passées, et on pourrait même remonter jusqu'au mouvement de 2010 (contre la baisse des retraites, déjà !) qui, quoique important, avait été complètement encadré par les grands syndicats. Outre la colère contre l'extension de la précarité générali-

sée et l'accroissement des inégalités, une volonté réelle de changer favorablement la situation pour la majorité « en bas » de la pyramide sociale cherche sa voie. Ca n'est évidemment pas nouveau, mais peut-être un peu plus visible aujourd'hui.

Nous avons choisi ici de présenter des comptes-rendus par villes et/ou par régions des mobilisations en cours et de la forme que prend le mouvement. Ceci afin de faire ressortir bien sûr les orientations générales qui se dessinent au niveau de l'hexagone, mais aussi les spécificités locales, et de montrer les initiatives singulières qui peuvent servir à donner des idées -sans imposer de formule magique !-

à adapter en fonction des situations. Une volonté de prise en main autonome de la lutte, au moins par les factions les plus impliquées, semble se dessiner un peu partout, tout en cherchant à inclure également un maximum de secteurs mobilisés. L'objectif est d'être indépendant des bureaucraties syndicales, qui ont leurs propres objectifs (pas dans notre intérêt en général !). Comme cela se démontre à chaque fois, c'est par des assemblées « à la base » que les gens en mouvement prennent et conservent au mieux le contrôle de leurs luttes. Souhaitons que l'auto-organisation se généralise et renforce ce mouvement pour la nouvelle année qui vient.



Pour le département de l'Allier, l'intersyndicale est à la manœuvre, c'est à dire la CGT. Comme pour la loi « travail », la main d'œuvre qui était les « nuitdeboutistes » est aujourd'hui les GJ, du moins ceux et celles qui restent et dans l'attente depuis longtemps de cette « fumeuse » convergence des luttes. Les réseaux actions qui avaient cours pendant la loi travail se sont remis en service, réseaux où les décisions sont prises par quelques uns et répercutées par téléphone pour recherche de « mains d'œuvre », un an de GJ n'ont pas porté leurs fruits, puisque pour les GJ toutes les décisions sont prises en commun et précèdent les actions.

Des choses ont pourtant changé, sur le tract de l'intersyndicale le logo GJ est apparu le 17/12, mais les copains GJ présents lors des AG syndicales ont été écoutés avec politesse mais point entendu. Les actions menées par les GJ ne sont pas suivies par les syndicats, mais l'inverse se produit.

Les actions menées par l'intersyndicale, tel le blocage à Cusset près de Vichy, d'un

dépôt de carburant, a été un bis repetita de celle effectuée en 2016. A savoir, en 2016 le blocage avait été levé sans intervention policière à 11h30 en accord avec la préfecture (de source officielle), alors qu'en 2019, l'intervention policière a eu lieu, une vingtaine de péquins en bleu avec 3 boucliers non casqués et sans cuirasses ont repoussé victorieusement 120 radicaux bloqueurs enragés. Bon tout cela pour dire que les temps ont changé, aujourd'hui pour faire passer la pilule, il faut une intervention de la maréchaussée pour faire sérieux.

Le fonctionnement qui se produit ailleurs, entre AG de luttes et AG syndicales n'est pas encore arrivée dans l'Allier. Les collectifs GJ en contact avec les départements limitrophes sont très amoindris, mais existent encore. Leurs revendications sur le mieux vivre sont en décalage avec le monde de ceux et celles qui ont un travail continu, soit dans les grandes entreprises, soit dans les administrations, opposé aux travailleurs et travailleuses précaires et/ou travaillant dans les TPE, ceux là même qui ont déjà subit tous les affres des restructurations du capitalisme. Ce qui ne s'est pas produit en un an, a peu de chance de se produire pour notre département, c'est à dire cette cause qui devrait être commune, l'amélioration collective des besoins vitaux et non pas corporative.

La revendication première est basée sur la « réforme » des retraites et la relation avec les autres réformes n'est pas abordée par l'intersyndicale. Donc deux mondes

forts différents entre structures syndicales et GJ.

Comme cela avait été dit lors de la loi travail, par des syndicalistes et des partis politiques de gauche, « notre revanche se fera par l'élection », cette stratégie ressort avec la mise en place de liste citoyenne pour les élections municipales, seule solution radicale envisagée pour le département de l'Allier.

Pour mettre en perspective, les manifestations syndicales pour les trois villes ont additionné 8000 personnes le 5/12/19 et le 17/12/19, alors que le 17/11/18 étaient répertoriées 3500 personnes GJ sur les ronds point, avec péages gratuits, blocages de centres commerciaux. Au mois de décembre 2019, les seuls blocages, pour Montluçon, ont été effectués par les GJ, un avec 100 personnes et l'autre avec 60 personnes et rien pour les syndicats.

Les actions syndicales connues sont l'envahissement du conseil général, le blocage de la plateforme logistique de Leclerc, le blocage du dépôt des bus, toutes à Moulins et pour finir le blocage du dépôt de carburant à Cusset, plus des actions publicitaires qu'une réelle envie d'un blocage de l'économie. La CGT revendique 3500 adhérents/adhérentes, mais les participants ne sont jamais plus d'une cinquantaine par action, renforcés par des GJ et des militants politiques ou d'autres syndicats. (Mis à part le conseil général toutes les autres actions ont été réalisées déjà en 2016, bonjour l'imagination).

## Vu.... du Bourbonnais



# Notes sur les mouvements sociaux à Limoges



Avant de parler du mouvement contre la réforme des retraites, je tiens à citer trois actions qui l'ont précédé.

Mercredi 20/11 : Le collectif *Chabatz d'entrer* organisait un petit rassemblement et tractage devant le CHU contre les tests osseux sur les mineurs étrangers mais il a été impossible de vraiment causer de ce problème avec les hospitaliers en grève.

Samedi 23/11 : La manif contre les violences faites aux femmes a rassemblé environ 300 personnes, dans une ambiance bordélique et sympa.

Samedi 30/11 : On avait une manif pour les trains de proximité (Limousin + Dordogne), avec une partie des manifestants venus en train sans payer. Convergence entre gilets jaunes, usagers et quelques responsables cheminots. Environ 250 personnes. On est parti en manif pour rejoindre les hospitaliers qui occupaient un rond-point du centre-ville mais ceux-ci se sont dispersés à notre approche !!! Il n'en est resté qu'une poignée qui voulaient bien discuter des convergences des luttes, mais c'était plutôt mauvais signe pour élargir les thèmes de revendication. Il faut dire que si le CHU est en grève depuis plusieurs mois, ils ne bougent vraiment pas beaucoup. A ma connaissance c'était leur première action hors des murs. S'il n'y avait pas les banderoles accrochées aux entrées du CHU, on n'en saurait rien.

Le mardi 5 décembre, c'était vraiment la grosse manif : environ 20 000 personnes. Assez dynamique, on a fait un grand tour. Un secteur était animé par 4 chorales révolutionnaires, avec la Confédération paysanne et les sans papiers (vente de gâteaux pour alimenter la solidarité). Beaucoup de diversité. Les cheminots, les

enseignants et les pompiers étaient en force, mais les gens se mélangeaient allègrement. Là, on pouvait espérer que les luttes convergent, même à de petits détails marrants, comme un groupe de cadres CFE-CGC (bon, c'étaient des métallos quand même) qui reprenait les chansons des gilets jaunes lancées par un militant FSU & NPA bien connu.

L'après-midi, un groupe de 300 manifestants ont continué à se balader en ville pendant 4 heures, provoquant la fermeture de certains magasins dès qu'ils approchaient. Ça c'est terminé en soirée par un petit gazage pour finir de disperser ces trublions. Un gars en GAV relâché un peu plus tard. Il y a eu 2 AG : une enseignante dans une salle municipale et une autre plus agitée et diverse à la Maison du peuple, mais il n'en est pas sorti grand chose.

Depuis le 5 décembre et jusqu'au 21, il y eu une manif chaque jour de semaine à partir 10h30 et les samedi à 14h ou 15h. Les petites manifs ordinaires ne rassemblent que quelques centaines de personnes mais maintiennent la visibilité de la lutte. Je ne vais citer que celles qui ont été plus importantes.

Environ 2000 personnes le samedi 7 avec un blocage (qui n'a pas duré) d'une entrée de ville importante.

Par contre celle du mardi 10 était encore assez massive : entre 12 000 et 15 000. Pendant cette manif, la CGT énergie a coupé le courant sur le secteur « Libération » comprenant la Préfecture, la FNAC et quelques grosses banques. Pas mal de discussions informelles au moment de la dissolution qui a traîné en longueur. Une AG a eu lieu sur la fac de lettres qui a amené quelques étudiants (une bonne centaine) à la manif du 12.

Le jeudi 12, bien qu'on ait été seulement 4000, a été très dynamique. Parcours inhabituel : la CGT a négocié avec les flics un tour sur l'autoroute A20 (à Limoges, l'autoroute est gratuite et a de nombreuses entrées). Par contre, on a en cours de route modifié les règles : on a occupé les deux côtés de l'autoroute et au lieu de sortir à la sortie suivante, on a fait demi-tour pour repartir sur le centre. Au lieu de sortir en suivant la CGT, quelques centaines de personnes ont continué à occuper le terrain. Là les flics commençaient à en avoir marre (ça faisait bien deux heures qu'on bloquait) et ont appelé quelques baqueux en renfort. L'autoroute a été bloquée pendant deux bonnes heures mais on a fini par décrocher

avant que les flics ne chargent.

Le 17 décembre c'était encore une belle manif à Limoges. Certains disent un peu moins que le 5/12 mais certainement plus que le 10/12. En étant raisonnable, on peut dire environ 18 000. Cortège animé et déterminé. Alors que l'intersyndicale avait prévu de terminer par un pique-nique (que la CGT a organisé seule), une partie du cortège (500 personnes) a continué vers l'autoroute pour rééditer le blocage. Comme la CGT ne l'avait pas négocié, ce coup-là les flics ont fait barrage... Ca bloquait donc la principale sortie et entrée autoroutière (Limoges centre). Face-à-face pendant près d'une heure qu'on a animé avec les quelques chanteuses qui étaient restées : *Allez les gars, Ode aux casseurs, Semaine sanglante, Rue des bons enfants...* Et puis on a appris que les pompiers qui assuraient la queue de manif (une vingtaine de véhicules) étaient allés prendre l'autoroute par le sud de Limoges et faisaient une opération escargot en remontant : ça se complétait bien. Quand on a senti que les keuf allaient nous dégager, on est reparti sur un autre objectif: un petit blocage de l'ARS avec discours explicatif en soutien aux hospitaliers. Il faut dire que ceux-ci n'étaient pas présents à la manif (sauf quelques un.es) parce qu'ils manifestaient dans et autour du CHU, avec en particulier blocage des services administratifs. Après l'ARS, une partie de cette mini manif a continué sur le centre-ville : Galeries Lafayette...

Quelques précisions ces quelques centaines de personnes qui participent à ces fins de manif non conformes au programme décidé par la CGT et ses alliés : c'est assez divers. Il y a bien sûr les gilets jaunes (les quelques dizaines qui restent de Limoges mais aussi ceux de la Montagne Limousine), pas mal de syndicalistes de base de diverses chapelles (principalement CGT, SUD et FSU), quelques gauchistes (NPA, LO), des anars (aucun groupe organisé), quelques étudiant.es et aussi pas mal de manifestant.es lambda qui ne veulent pas se satisfaire du minimum syndical. Par contre ce qui manque vraiment c'est de faire des AG avec tout ce petit monde pour construire la suite.

Niveau convergence des luttes, c'est pas terrible : la manif de mercredi 18 au soir pour les sans papiers - réfugiés - sans toit, a rassemblé environ 250 personnes soit notre effectif habituel, et ce malgré les tractages dans les manifs retraites. Le seul syn-



## Mouvement social : DOSSIER



dicat affiché officiellement étant l'UL CGT Limoges nord qui soutient depuis le début...

La manif du 19 décembre était une petite manif, environ 1500 - 1800 personnes, avec surtout des syndicats : cheminots, énergie et quelques grosses boîtes en tête, les hospitaliers plus visibles qu'au début (le CHS vient de rejoindre les autres hôpi-

taux dans la grève, mais sur des revendications moins corporatistes: des moyens pour les hôpitaux mais aussi contre la réforme des retraites), peu d'enseignants ou d'autres secteur public, et heureusement une poignée de GJ et quelques étudiantes FSE pour mettre de l'animation.

L'intersyndicale CGT-FO-FSU-SUD-FSE a programmé des mobilisations ponctuelles

pour le début des fêtes. Les manifs du samedi 21 et du mardi 24 n'ont rassemblé que quelques centaines de personnes. Pendant la manif du 24, l'intersyndicale avait décidé de mettre les parcmètres du centre-ville « en grève », par sabotage ou emballage, ce qui était assez sympa et fut réalisé sans problème. Par contre, de plus en plus de personnes sont dans l'attente d'AG permettant de dépasser le programme des directions syndicales. La prochaine manif aura lieu devant la CARSAT (en plein cœur d'une ZUP!) le 26/12.

En conclusion, on peut dire que ce mouvement avec des phases massives, quelques actions sympathiques et une volonté de s'inscrire dans la durée pourrait être une occasion de construire un véritable mouvement social s'il était possible de dépasser les corporatismes, les revendications ponctuelles et le poids des appareils syndicaux. Pour cela, il faudrait que se tiennent de véritables AG de luttes.

**Alain, Limoges le 24 décembre**

## Dans le sud-ouest : Impression de campagne !

N'étant pas présente au cœur des grèves ou blocages dans la métropole toulousaine, j'exprime ici plutôt un ressenti du mouvement au ras des champs. Les Gilets Jaunes persistent à tenir les rond-point organisés depuis plus d'un an avec cabanes solides par des permanences sur place avec repas chaud une à deux fois par semaine, avec réunion briefing des diverses infos et projets possibles d'actions à venir : cela se passe à Foix, St Gaudens, St Girons mais aussi Boussens, Capens, Carbonne, Muret et tant d'autres villes et villages des départements du Sud-Ouest (Tarn, Tarn et Garonne, Aude ...) donc même si les médias ne voient pas plus loin que Paris le mécontentement est général et persistant. Les grèves SNCF touchent très directement la région, le réseau TER déjà bien mal en point suite à des suppressions de train -définitives ou provisoires pour cause de travaux- est quasiment à l'arrêt, remplacé par de rares services auto-

car. Les manifestations à Toulouse sont régulières depuis plus d'un an tous les samedis et en ce moment il faut ajouter les mardis et jeudis avec pas mal de fréquentation et de provocations policières ! Les débats GJ portent sur l'attitude des syndicats pas toujours exemplaires et qui acceptent là aussi le renfort des GJ mais sans contrepartie ; sur la nécessité d'agir fort : grève générale, blocages, actions contre les grosses boîtes ou les institutions, etc. mais pour cela il faut du monde, soit présent soit solidaire, et si la communication passe bien par les réseaux elle est en panne localement entre les groupes, est-ce par défiance quand on ne se connaît pas ? De même L'AdA (Assemblée des Assemblées) qui doit se dérouler à Toulouse dans un mois ne fait pas recette sur les rond-point, trop intello pour certains, pas assez GJ et trop politique abstraite pour d'autres.

### *Petit aparté*

C'est bien connu les provinciaux vont à Paris parfois et l'ambiance de ces derniers jours fut assez chaude dans Paris intra muros. Des foules qui prennent d'assaut un bus (porte d'Orléans le 92) sans égard les uns envers les autres, des centaines voire des milliers de trottinettes, patinettes, vélos, motos qui slaloment dangereusement dans des embouteillages monstres : voitures éraflées mais aussi piétons blessés. Et à côté de cela une police qui délaisse les vendeurs à la sauvette, trop occupée par les manifs et occupations : notamment celle de l'Opéra très impressionnante avec plusieurs centaines de grévistes sur les escaliers.

En résumé tout l'hexagone est en mouvement et cela risque de durer !

**Chantal, OCL, Toulouse**







Bayonne - Blocage dépôt de bus chronoplus

## Pays Basque

# Etat des lieux de la lutte contre la « réforme » des retraites

Les grévistes se comptent essentiellement dans les rangs des salarié.es du secteur public : écoles et lycées, hôpital, territoriaux auxquels s'ajoutent dockers, salarié.es du commerce, du transport aérien, de Dassault, de la métallurgie, mais en nombre faible.

Les GJ sont présents mais peu nombreux et sans grandes initiatives propres ; une tentative pour bloquer l'autoroute vers l'Espagne lors de la manifestation du 10 décembre a avorté, contenue par des barrages policiers ; le même jour, un essai de prolonger la manif après sa dissolution pour se rendre à la prison de Bayonne, puis devant des centres commerciaux n'a pas réussi à entraîner grand monde.

Les syndicats ont les choses en main ; la CGT surtout, dominante sur l'échiquier syndical, du moins pour sa branche cheminots, extrêmement active et dynamique. Suivie par LAB (syndicat basque, toujours exclu de l'Intersyndicale, non plus comme il y a deux ans à cause de la CGT locale, mais à cause de FO...) et Solidaires, très peu représenté mais « militant ».

Ce sont les « temps forts », 5 et 7 décembre, 10 et 12, puis 17 et 19, qui rythment les grèves et les manifestations ; le 5 ayant été la journée qui a connu la plus forte mobilisation (10 000 personnes).

Celle du 17 aussi, qui a suivi les annonces de Philippe et les tentatives de désamorçage de Blanquer, a également vu un nombre important de grévistes et de manifestant.es (7500). La manifestation du 19 décembre n'a réuni que 2000 personnes, témoin d'un fléchissement important de la mobilisation ; comme quoi le fait que la CFDT a appelé à agir n'apporte aucun renforcement sur le terrain... Pour la première fois quelques lycéens ont rallié le cortège, malgré les bâtons dans les roues mis par les chefs d'établissement (élèves consignés, menacés d'être exclus de l'inter-nat...) et l'absence de solidarité des personnels.

Entre ces « temps forts » orchestrés par les centrales syndicales, pour tenter de maintenir un peu la pression ... et le moral, des actions ont été faites :

- initiées par les abertzale (LAB, Aintzina - collectif politique de jeunes, Bizi -écolo altermondialiste), pour bloquer l'ouverture, le dimanche 15, d'un Leader Price aux caisses automatisées ; ce qui a obligé la direction à fermer le magasin ; pour organiser un rassemblement à Saint-Jean-Pied-de-Port, le lendemain, contre la menace de fermeture de la ligne de chemin de fer entre cette petite ville de l'intérieur du Pays Basque et Bayonne.

- initiées par la CGT cheminots, avec les renforts de LAB et de Solidaires, devant des grandes surfaces commerciales, le 12 ; pour bloquer pendant deux heures le départ des bus urbains dans leur dépôt, au matin du 17.

### **La mise en place d'une AG des grévistes Quelque chose d'un peu nouveau dans l'organisation de la lutte s'est produit le 17 décembre.**

Tout d'abord, la rituelle assemblée générale des personnels de l'enseignement, qui se tient avant les manifestations bi-hebdomadaires, a été ouverte cette fois-ci à d'autres professions : donc sont intervenus essentiellement des cheminots CGT et quelques hospitaliers. Cette assemblée était cependant toujours dirigée par les chef.fes syndicaux ; mais le représentant du SNUipp s'est fait chahuter pour avoir tracé un tableau trop pessimiste des mobilisations des enseignant.es. Il n'avait pas tort pourtant car très peu se sont engagés dans une grève reconductible, la plupart se contentant, - quand ils sont grévistes ! -, d'un calendrier d'un jour de grève par semaine.

Ensuite, une « assemblée des grévistes » qualifiée de surcroît « interpro/intersyndicale » s'est tenue dans l'après-midi, après la manifestation importante du matin, ou-

verte à tous.tes, syndiqué.es ou non. Elle a réuni de nombreux secteurs en lutte : des cheminot.es, des dockers, des enseignant.es (primaire, secondaire, fac de Bayonne), des territoriaux, des salarié.es du commerce (Carrefour...), du transport aérien, de La Poste, de l'hôpital, de Dassault, des GJ, auxquels se sont ajoutés, le 19-12, des journalistes de Radio France Pays Basque, des salarié.es du secteur santé/social, des lycéens et étudiants... Là s'est exprimée une volonté forte de poursuivre la lutte jusqu'à l'abandon de la « réforme » des retraites ; et ce de façon moins incantatoire que pratique, en cherchant à la fois à faire circuler l'info de secteur à secteur, à s'organiser collectivement et solidairement pour transmettre des explications aux salarié.es et aux habitant.es sur les méfaits graves de cette réforme, et pour les inciter à entrer dans la grève. Outre les discours sur l'importance de frapper vite et fort en adoptant une grève reconductible, des actions quotidiennes ont été proposées et votées par l'AG : dénoncer les députés LREM en déversant 2 tonnes de fumier devant le lieu de l'une de leurs réunions à Anglet ; bloquer le départ du seul TGV circulant le mercredi 18 ; empêcher l'accès de l'usine du patron représentant le Medef au Pays Basque, le 19 ; bloquer le centre de fret près de Bayonne (Mouguerre), le 20 ; puis le magasin Ikea, le 21.

Une nouvelle AG de cette sorte a été organisée après la manifestation du 19-12 pour mettre en place un plan d'actions pour la semaine du 23 décembre. Et une nouvelle AG aura lieu le 23 pour confirmer et affiner ces actions. Des contacts seront pris avec le syndicat des paysans du Pays Basque, ELB, proche de la Confédération paysanne et hostile aux plans du gouvernement en matière de retraites.

Tous.tes les participants à ces AG les ont appréciées et ont reconnu leur importance : elles permettent d'échanger entre secteurs en grève ou en mouvement, de





## Mouvement social : DOSSIER



Biarritz - Les flics bloquent les manifestants qui souhaitent faire une action péages gratuits

proposer des initiatives et des actions et de décider lesquelles mettre en place collectivement.

A partir du 21 décembre, tout le monde est appelé à continuer à donner des coups de main (enseignants ou autres secteurs en vacances, retraité.es, grévistes...) pour faire de l'info, distribuer des tracts, poser des banderoles... et participer aux actions qui ont été décidées.

### **Le contexte de l'initiative de ces AG des grévistes**

L'initiative de cette AG des grévistes est proposée depuis le début du conflit par LAB, par volonté d'apparaître combatif et démocratique et par envie de reconnaissance de la part les autres syndicats, et l'idée a été saisie cette fois-ci, le 17 décembre, par la CGT cheminots.

L'organisation d'une AG des grévistes impulsée par des syndicats est une chose nouvelle au Pays Basque ; jusqu'alors, chaque AG était strictement intersyndicale par secteurs d'activité : enseignant.es, d'un côté, hospitaliers de l'autre, cheminot.es entre eux. Peut-être y a-t-il eu un sursaut de soudaine exigence de démocratie de la CGT cheminots pour mettre en place cette AG d'un genre nouveau. Mais il y a surtout le souci de mesurer le degré de combativité locale.

Au premier plan des luttes depuis plusieurs années et n'ayant pas ménagé leurs efforts, et encore tout récemment l'an dernier, les cheminot.es se montrent prudents dans l'action contre la « réforme des retraites » : ils craignent qu'on leur laisse le rôle de fer de lance de la lutte, et ne veulent pas de combat par procuration. Ils n'ont

aucunement l'intention de servir de « locomotive ». Echaudés par la grève perlée de l'an dernier, ils ont fait le choix de la grève reconductible (18<sup>ème</sup> jour ce 22 décembre) et ne veulent pas, ni ne peuvent s'installer ainsi dans la durée. C'est une des raisons qui les ont amenés à appeler, avec LAB, Solidaires à cette AG des grévistes, qui est convoquée tous les 2 ou 3 jours, afin de s'assurer de la permanence de la combativité et de la volonté partagée de tenir dans la lutte et de l'amplifier.

La prise en main par des syndicats d'une AG des grévistes, appelée « interpro/ intersyndicale » n'est pas vraiment un signe d'autonomisation des grévistes. Des expériences précédentes, aussi bien lors des mouvements contre la réforme des retraites de Sarkozy (en 2010) et contre la loi El Khomry (2016) avaient suscité au Pays Basque la création de comités de grève et de lutte autonomes, non seulement à Bayonne mais aussi dans le Pays Basque intérieur. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Ce qui peut vouloir dire deux choses : l'une, c'est que les syndicats, s'ils veulent garder la main, sont obligés de changer un peu leurs tactiques et de s'efforcer d'écouter davantage « la base » ; l'autre est que les capacités d'autonomie réelle et de dépassement des syndicats pour s'auto-organiser dans les luttes ne sont pas au mieux de leur forme...

### **Pays Basque, le 20 décembre**

## De Poitiers

Au niveau national, la journée du 17 décembre s'est rapprochée de celle du 5 en ce qui concerne la participation aux manifestations - il en a été ainsi à Poitiers -, et elle l'a peut-être même dépassé en certains endroits, mais sans que l'on ait pour autant senti un saut qualitatif dans la force du mouvement...

A Poitiers s'étaient tenues dès le début de novembre des AG interluttes, à l'initiative des gilets jaunes restés actifs. Ces AG avaient réuni une fois par semaine une soixantaine de personnes, parmi lesquelles des militant-e-s de SUD, du NPA, pas mal de communistes libertaires, et d'autres personnes venues là après plusieurs tractages contre la réforme de l'assurance chômage en divers lieux de la ville (en particulier la CAF et Pôle emploi).

LAG du comité interluttes qui a eu lieu à la fin de la manifestation du 5 décembre a rassemblé environ 200 personnes, dont un certain nombre de grévistes (enseignants

de la FSU et de SUD-éducation et cheminots CGT surtout). Deux orientations y ont été débattues, l'une poussant à participer en priorité aux rendez-vous de l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, CNT-SO, CFE-CGC) afin de faire pression sur elle, l'autre souhaitant maintenir des initiatives autonomes. L'intersyndicale appelait en effet tout comme le comité interluttes à une action contre la réforme de l'assurance chômage pour le 7 décembre... mais à un autre endroit ! La seconde option a prévalu (le comité interluttes a rassemblé le 7 décembre 150 personnes au rond-point d'Auchan pour un tractage et un péage gratuit ; l'intersyndicale, une cinquantaine d'autres pour un rassemblement devant le palais de justice).

Cependant, une AG avait aussi été appelée par la CGT le 5 en fin de manifestation, pour en tirer un bilan entre syndiqué-e-s, et les cheminots ont poussé pour qu'il n'y ait plus qu'une AG commune, par la suite,

avec le comité interluttes. C'est ce qui s'est passé le 10 décembre, où environ 350 personnes se sont retrouvées après la manifestation dans un amphitheâtre de la fac pour une AG interprofessionnelle. Beaucoup de personnes y ont fait circuler des informations sur leur secteur, mais peu de propositions d'actions en sont sorties par manque de temps. Et ensuite, d'autres AG uniques ont eu du mal à se tenir, car un fonctionnement commun entre l'intersyndicale et le comité interluttes ne va pas de soi, par méfiance réciproque (désir de contrôler le mouvement pour la première, fort rejet des bureaucraties syndicales dans le second). Des tentatives sont pourtant encore faites en ce sens pour ne pas scinder les personnes mobilisées en deux camps...

Les AG permettent en général, d'une part, aux bureaucraties syndicales de prendre le pouls d'un mouvement, et, d'autre part, aux personnes mobilisées d'arrêter des actions. (A Poitiers, un certain





nombre ont été menées – comme des blocages à la centrale nucléaire de Civaux, au rectorat, au centre de tri, au départ des bus de ville Vitalis, etc.) Ces assemblées sont des expressions de la base. Réunissant les personnes les plus déterminées, elles représentent une certaine forme d'autonomie du mouvement. Or on sait que c'est ce degré d'autonomie qui peut damer le pion aux bureaucraties existantes ou en construction – les AG sont donc un élément déterminant pour faire reculer le retour à l'ordre qui est l'objectif du gouvernement. C'est ainsi cette autonomie, ce refus de faire confiance à des leaders ou de négocier sur des points secondaires quand on veut

tout, c'est-à-dire vivre, qui a permis que le mouvement des gilets jaunes dure plus d'une année.

Pourtant, force est de constater que ces assemblées, si vivantes soient-elles, n'ont pas la main sur le tempo des mobilisations : c'est toujours au niveau confédéral que se décident les choses importantes – en particulier les dates des manifestations.

Pour un certain nombre de personnes mobilisées, la question des retraites n'est qu'un prétexte. Elle cache des revendications plus globales face aux attaques du gouvernement sur tous les terrains – du code du travail aux retraites en passant par

l'assurance chômage et en attendant la « réforme » de la Sécurité sociale –, et ces revendications sous-jacentes traduisent un ras-le-bol de l'exploitation capitaliste.

Qu'est-ce qui s'est le plus dégradé, ces dernières années ? Les conditions de travail, y compris bien sûr dans le secteur public, mais aussi le niveau de vie. Une certaine misère est de plus en plus apparente en France, et on perçoit également que pas mal de gens encore en dehors du gouffre vont y tomber. C'est la prise en compte de cette réalité qui pourrait modifier le rapport de forces actuel et retarder le « retour à la normale ».

### Rappel sur le mouvement de décembre 1995

J'entends ici et là qu'en 1995 « on » aurait gagné sur les retraites. Il faut considérablement nuancer ces propos. En effet si, le 15 décembre 1995, le gouvernement a retiré le « plan Juppé » après avoir annoncé qu'il ne toucherait pas à l'âge du départ à la retraite pour les régimes spéciaux, il n'a cédé en rien sur la Sécurité sociale – second volet de son projet. Le budget de la Sécu a, à partir de là, été voté au Parlement, ce qui l'a transformé en une attribution budgétaire comme une autre, dotée en fonction du choix politique des parlementaires et non plus selon les besoins des bénéficiaires.

Le gouvernement peut, depuis, réformer la Sécu par ordonnances, ce qui lui permet de réduire les dettes accumulées par cet organisme au détriment des besoins des assuré-e-s. De plus, le sommet social qui s'est tenu le 21 décembre 1995 a déclenché un processus de deux années qui a abouti à la mise en place de nombreuses mesures contenues initialement dans le plan Juppé...

On le voit, il y a de quoi relativiser cette « victoire », mise en scène essentiellement par la CGT et FO pour tenter d'enrayer leur lente mais inéluctable perte d'influence.

Il y a néanmoins eu des points positifs dans ce mouvement, mais ils sont apparus sur un versant moins classique et syndical de la lutte des classes :

- La création des Sud, qui s'est inscrite dans la logique des coordinations infirmière, enseignante, cheminote et étudiante des années précédentes, et dans une moindre mesure la création de la CNT, a fissuré le bloc syndical bureaucratique.

- La grève par procuration, autrement dit une grève soutenue par ceux et celles qui sont (ou se croient) dans l'impossibilité de débrayer, mais qui sont présents dans la rue. Et, de fait, ce qui fut au départ une faiblesse du mouvement est devenu positif en transformant les manifestations de 1995 en de solides ensembles festifs de gens qui, malgré la froideur et la neige, étaient heureux de se retrouver ensemble à discuter bien après les dispersions officielles.

## Nantes, une convergence qui se cherche



La préparation de la lutte contre le projet de loi des retraites a commencé au cours de l'automne. Plusieurs réunions « de convergence » rassemblant des syndicalistes (CGT, Solidaires, SUD Éducation, FO, CNT,...), des Gilets Jaunes, des scolarisés proches d'XR (Extinction Rebellion), des zadistes se sont déroulées dans un squat central à Nantes, situé derrière l'opéra dans une ancienne école privée en attente de démolition. Ce lieu, expulsé puis réouvert, nommé la Maison du Peuple (MdP) fonctionne depuis l'été dernier, un peu dans l'idée de la MdP de Saint-Nazaire, installée par les Gilets Jaunes en décembre 18, qui avait accueilli la deuxième Assemblée des Assemblées, en avril 2019. Ces réunions nantaises (une centaine de personnes de cultures très hétérogènes !) n'ont pas vraiment débouché sur une vraie stratégie, l'intersyndicale reprenant rapidement sa centralité. Mais les contacts en

place de longue date (nouées à la base à travers la lutte anti-aéroport de NDDL, puis la mobilisation contre la loi travail, et ce malgré des tiraillements bureaucratiques toujours bien réels) ont été réactivés, facilitant un certain niveau d'échanges sur la ville. Il existe une page d'infos relayant les rendez-vous d'actions :

[nantesinfogrève.data.blog](http://nantesinfogrève.data.blog).

Le soir du 5 décembre, une première AG inter-lutte dans une salle municipale a permis de lancer le lendemain une première opération de filtrage-blocage aux abords du périphérique nantais, à l'ouest de la métropole, suivie les jours suivants d'opérations similaires sur les accès de l'aéroport (près du dernier rond-point tenu par des gilets jaunes : les Lutteurs 44). Comme pour l'occupation des rond-points par les GJ, il s'agit de freiner l'économie à défaut de tout bloquer et rendre visible la



## Mouvement social : DOSSIER



résistance au projet gouvernemental. Il faut constater que ces opérations mobilisaient peu de monde (quasi pas de syndicalistes, investis sur leurs AG de gare ou de boîte), avec un noyau GJ, des étudiant-e-s et des zadistes de la Cagette des terres (collectif intervenant sur les luttes sociales,

avec de la nourriture chaude en soutien aux piquets). Un nouveau lieu de mobilisation et d'assemblées quotidiennes s'est ouvert, le QG, à l'initiative de proches de Nantes en Résistance (cf leur site). Il y eut également un « blocus » d'un centre de tri postal gérant les colis Amazone, pendant trois heures, par la même mouvance à une centaine, suivi d'un morne meeting syndical sur un parking à l'autre bout de la ville (près de 500 participant-e-s dont CGT-FO-Solidaires-FSU) ; par chance la volonté de blocage du périphérique, contrecarrée par des CRS, a rebondi sur l'envahissement à quelques centaines d'une galerie commerciale géante située à proximité, Atlantis, dont les commerces fermèrent une heure face au défilé de drapeaux syndicaux et autres gilets colorés.

La mobilisation du mardi 17 décembre relançait la lutte, avec un cortège de près de 30 000 personnes tournant plusieurs heures en ville malgré les traditionnels lacrymogènes et une dizaine d'arrestations, avec l'apport de quelques UNSA et CFDTistes contre la mesure de l'âge pivot des 64 ans pour une décote des pensions. Ce jour-là

les hospitalier-e-s qui avaient rejoint pour la première fois le cortège unitaire du matin, furent durement gazés (!) pour leur défilé de l'après-midi, au point que des patientes de la maternité voisine durent évacuer leurs chambres, incommodées par des vapeurs insoutenables ! Une nouvelle opération de blocage de dépôt de la TAN (régie nantaise des transports, trams et bus) rassemblait au petit matin le samedi 21 un contingent interpro d'une soixantaine de personnes. Pour le moment, la capacité d'intervention autonome sur la ville ne permet guère à travers l'exemple des initiatives décrites plus haut de peser réellement dans l'actualité de la mobilisation et le rapport de forces contre le projet de loi, la forme « cortège de tête » dans les manifestations est toujours plus « attirante ». Mais la mobilisation des lycées et des enseignant-e-s, à défaut de l'université, semble se renforcer (la Loire-Atlantique a connu le plus fort taux de grévistes dans l'enseignement le 17 décembre)... A suivre.

Nantes le 23/12/19.

## SAINT-NAZAIRE

1. Cette émission a réalisé 3 mini-tours de France de la lutte contre le projet des retraites, les 7, 16 et 23 décembre. Vous pouvez retrouver ces émissions sur le site [oclibertaire.lautre.net](http://oclibertaire.lautre.net) ou sur le blog [lechatnoir51.com](http://lechatnoir51.com).  
2. voir leur Vidéo « Balance ta blouse » <https://www.youtube.com/watch?v=QV-OcN2wrgk>

Extraits de l'interview de Philippe réalisé le 16 décembre par l'Egrogore, « une parole anarchiste-communiste » sur radio primitive à Reims [1]

Il faut déjà planter le décor. Saint-Nazaire est en Loire-Atlantique comme Nantes. Mais, Saint-Nazaire a une tradition intersyndicale assez revendicative sans être pour autant radicale, et localement, l'UL-CGT a un poids incontournable. Dans cette lutte, l'intersyndicale est constituée de 2 pôles importants, la CGT et FO, et de 2 autres minoritaires, Solidaires et la FSU, et travaille en lien avec les décisions de l'intersyndicale départementale.

Saint-Nazaire est sur un cul de ligne ferroviaire (Le Croisic), les gros dépôts SNCF sont Nantes et Savenay. Ici, peu de cheminots mais l'annonce de leur grève reconductible a créé une dynamique bien avant le 5 décembre, et impulsé la stratégie de l'Intersyndicale qui très tôt a posé la nécessité d'une grève reconductible la plus large possible à compter du 5 décembre. Il y a de très grandes disparités dans le niveau de mobilisation suivant les secteurs, depuis les simples débrayages

pour les temps forts à la grève reconductible effective.

Dans l'éducation nationale où je travaille, la grève du 5 décembre avait été activement préparée dans les écoles, collèges et lycées par des réseaux militants, elle a donc été très largement suivie, et avec des reconductions significatives. Au niveau structuration, on a une organisation en AG éducation sur Saint-Nazaire mais c'est en train de faire des petits dans des petites villes alentours (Guérande, Pontchâteau...) qui trouvent leur propre dynamiques d'actions. On se regroupe toutes et tous en AG inter-secteurs éducations lors des temps forts.

Dans ce secteur, il y a une certaine amertume de n'avoir rien gagné l'an dernier contre Blanquer malgré un niveau de mobilisation important. Ce projet de réforme des retraites n'est pas l'essentiel de la colère. Pour l'illustrer, dans une AG éducation, un gréviste déclarait que ce projet « n'est pas la goutte d'eau qui fait déborder le vase, mais le seau versé dans les chiottes bouchées. Soit on débouche les chiottes, soit on passe aux chiottes sèches » ! Dans les débats, une certaine radica-

lité s'exprime sur le fond, avec la consciences que deux modèles de société s'affrontent : l'un basé sur la solidarité, l'autre sur l'individualisme. Cette lutte est aussi vécue comme l'un des derniers moments pour sauvegarder ce qui reste d'Etat providence.

Dimanche 15 décembre nous avons distribué un tract « éducation » sur le marché central où nous revendiquons le retrait pur et simple de ce projet, mais aussi pour l'Ecole et les Services publics. Le secteur qui est en pointe dans la lutte à Saint-Nazaire depuis plusieurs mois est l'hôpital [2] qui est en train de crever du fait d'un partenariat public/privé, véritable gouffre financier puisque l'essentiel du budget passe dans le loyer versé aux promoteurs du projet.

L'après-vacances scolaires est au cœur du débat en AG. Il est certain que la lutte dans notre secteur n'est pas déterminante pour un blocage de l'économie et qu'il faudrait une grève reconductible dans le secteur privé. Mais l'Education nationale est un secteur observé qui peut contribuer à soutenir les cheminot-e-s, et il faut des perspectives pour la rentrée. En janvier, avec le nouveau bac





## Mouvement social : DOSSIER

té d'intervention aux Gilets jaunes, il y a des faits nouveaux. Les AG intersyndicales sont désormais ouvertes aux non-syndiqué-e-s même si ce n'est pas suffisant pour l'autonomie du mouvement. Il y a aussi un rajeunissement militant et l'on voit apparaître des personnes de 30-40 ans qui s'approprient concrètement la lutte. Mais, nous sommes encore loin d'une base capable de peser sur l'agenda syndical. Quant à la FSU, son congrès s'est tenu en décembre et elle appelle nationalement à « poursuivre la mobilisation jusqu'au retrait (...) et à débattre des moyens d'actions dont la grève », soit à pas grand chose ! Localement elle affirme des positions plus radicales en duo avec Solidaires sur la nécessité d'une grève reconductible, mais sans véritables moyens de la mettre en œuvre. Ainsi elle s'aligne en dernier ressort sur la CGT, ou sur la base si finalement ça venait à se durcir.

3. La Coordination nationale revendique la suppression de la première session des E3C en janvier. Elle appelle les collègues de lycée général et technologique à s'organiser dès maintenant pour empêcher leur mise en œuvre. Depuis cette interview, l'AG éducation nationale et l'AG intersyndicale ouverte se sont entendues pour des actions pendant les vacances scolaires : affichages de banderoles, campagnes d'affiches, tractages dans les zones commerciales...  
4. <https://www.jepotcommun.fr/pot/90jts8cs>

Blanquer, les élèves de Première seront en examen avec les Epreuves Communes de Contrôle Continu (E3C). Il y a des velléités de sabotage de ces examens. Cela se discute localement mais aussi au niveau national via la Coordination nationale impulsée par « La Chaîne des bahuts » issue des luttes contre les réformes Blanquer et qui perdure contre le saccage des retraites [3]. Dans l'EN, il n'y a pas que des profs,

mais pleins de personnels à statut précaire ou à très faibles revenus. Les bahuts ont souvent leur caisse de grève. A celles-ci, et pour les écoles primaires, s'ajoute une caisse de grève inter-secteurs qui viendra prioritairement en aide aux grévistes avec les plus petits salaires [4].

Dans cette lutte, malgré des guerres de territoire comme par exemple FO qui dénie toute légitimi-

# Le 17 décembre à Boulogne-sur-mer : grèves, manifestation et actions directes

*A Boulogne-sur-mer, la zone industrielle de Capécure demeure au coeur du rapport de force qui oppose le travail au capital. A la veille des fêtes de fin d'année, plusieurs millions d'euros de marchandises travaillées s'approprient à rejoindre le marché de Rungis où d'autres places commerciales en France et ailleurs.*

Une première action de blocage de poids lourds, rapidement enserrée par la police, a débuté vers 8 heures du matin. Progressivement, le nombre de participants s'est étoffé et le cortège prit la décision de fausser compagnie à la police pour prendre la direction de la gare de marée.

Sur le boulevard longeant les 500 mètres de quais de chargement, plusieurs points de blocages furent promptement dressés. A l'aide de palettes et des pneus enflammés, l'entrée et la sortie de la zone ont été interdits aux camions chargés de marchandises ou en attente de l'être. Le rapport de force a donné lieu à de belles prises d'initiatives collectives. Avec derrière eux les pompiers en attente, la police a tenté à plusieurs fois de repousser les travailleurs afin de reprendre les axes de circulation et éteindre un à un les feux allumés sur la chaussée.

### **Combattre le capital et se réapproprier l'espace**

Ces derniers temps, des hommes ou des

femmes en uniforme nous ont signifié qu'il était admis de manifester mais qu'il était interdit de bloquer la circulation des véhicules et surtout d'enflammer des pneus ou des palettes sur les axes routiers. « Monsieur le préfet ne veut pas ! ». Mardi matin, un ouvrier leur répondit « qu'on n'était pas là pour défilé, qu'on n'était pas des moutons ! » et les actions de se poursuivre ...

Si ces dernières décennies, nombre de luttes furent portées hors de l'entreprise pour déjouer le trop faible nombre de grévistes, on a constaté que, dans la rue aussi, les marges de manoeuvre se réduisaient progressivement.

Le contrôle de l'espace et sa réappropriation sont apparus comme indispensables aux acteurs de la lutte afin de pouvoir réellement bloquer la marchandise et taper au portefeuille du patronat. L'année dernière, les Gilets Jaunes au sein desquels on compte nombre d'ouvriers s'étaient emparés à leurs tours de ces modes d'actions et s'étaient vus empêcher de les

mener à bien. Il y a quelques années, des arrêtés municipaux avaient permis de condamner des grévistes à de lourdes amendes ; raison pour laquelle il est crucial de maintenir ce rapport de force sur le terrain et de marteler que ce sont les travailleurs et eux seuls qui déterminent les modalités d'actions dans le cours de la lutte entre les classes et non « le droit » derrière lequel se dissimule et se retranche la bourgeoisie.

### **Multiplication des actions et jonction avec la manifestation**

Alors que le nombre de camions à l'arrêt augmentait, que les ouvriers de marée en pause assistaient au spectacle ou rejoignaient les points de blocage, les premières coupures de courant frappèrent les entreprises de la zone, parachevant le tableau.

La tension montait à mesure que le temps passait, l'objectif étant de tenir jusqu'à l'arrivée de la manifestation sur les points de blocage. A la mêlée et au gazage, répondaient le contournement et l'invec-







## Mouvement social : DOSSIER

tive ... Enfin la manifestation, imposante avec ses 4000 à 5000 personnes, arriva sur place et stationna de longs moments sur les axes de la zone prenant le relais des bloqueurs du petit matin.

Le 18 décembre sur France Inter, un patron de la zone (JC David, salage et fumage) évoquait justement les blocages et les coupures de courant. Il affirmait avoir perdu une journée de travail, non pas « le sien », faudrait-il lui rappeler, mais celui que lui fournissent ses ouvriers et disait « ne pas comprendre qu'on bloque ainsi l'économie ». Décidément, ces gens là n'entendent rien à rien, ni à l'économie capitaliste, ni à la société qu'elle engendre ...

### **Et de plus belle la nuit suivante !**

A partir de 22 heures, une nouvelle action de blocage de poids lourds débutait à la

périphérie de la zone. Elle s'est déplacée à mesure que la police détournait les camions, les aidant à gagner l'autoroute. Progressivement ce sont plusieurs dizaines de véhicules qui se sont retrouvés à l'arrêt et les chauffeurs invités à gagner leur couchette pour la nuit. Les pompiers une nouvelle fois escortés de la police furent à leur tour invités à regagner leur caserne, ce qui fut fait sans incident.

Vers deux heures du matin, la fatigue se faisant sentir, c'est en groupes que l'on abandonna les camionneurs endormis aux bons soins des policiers et des pompiers rapidement revenus sur les lieux ...

**Boulogne-sur-mer, le 18/12/2019**



### **Taper au porte-feuille du patronat**

Sous le régime de la production capitaliste, trois industries occupent une place de premier plan aux côtés de la fabrication et de la vente de biens manufacturés, ce sont les secteurs de l'énergie, du transport et de la communication.

A Boulogne-sur-mer, premier port de pêche en France avec 36 000 tonnes débarquées à l'année, un mouvement social digne de ce nom permet d'en faire la démonstration. Au coeur des 153 ha de la zone portuaire de Capécure se concentrent 140 entreprises qui travaillent à l'année 380 000 tonnes de produits de la mer. Ainsi, lorsque les axes routiers de la gare de marée sont partiellement paralysés et le courant coupé pendant quelques heures, les patrons dénoncent des pertes colossales. On compte sur eux pour solliciter, comme à chaque fois, leurs assureurs ...

Sans logiciels de commande il leur est impossible de faire partir la marchandise. Les machines sont arrêtées, les ouvriers renvoyés chez eux et des tonnes de marchandises définitivement perdues.

Enedis a condamné ces actions en appelant à la responsabilité et au respect du « service public ». Les patrons annoncent vouloir déposer une plainte collective et le préfet lancer une enquête. De leur côté, les ouvriers ont répondu qu'ils « ont toujours repris leur outil de travail pour faire entendre leurs revendications ».

Ajoutons que le 17 décembre, l'antenne de télé-radio de l'agglomération a également été ciblée. Durant plusieurs heures, les opérateurs de téléphonie n'ont pu émettre et les émissions de télévision et de radio ont été interrompues.

## Le mouvement contre la réforme des retraites à Lille – décembre 2019

### **Des grosses manifestations**

Comme partout en France, le jeudi 5 décembre a été une grosse surprise car de mémoire de lillois cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu autant de monde dans la rue. Cela rappelle les mobilisations de 2003 (déjà contre la réforme des retraites) ou celle du CPE en 2006. Les estimations vont de 20 000 à 30 000 personnes. Des dizaines de cars, venus de toute la région, ont convergé vers la métropole nordiste et les secteurs publics et/ou à statut étaient largement représentés : cheminots, professeurs, pompiers, énergie, collectivités territoriales. Le couvert est remis le mardi 17 décembre avec un nombre de manifestants équivalent. Entre ces deux dates, des manifestations ont eu lieu les

mardis et jeudis, réunissant les grévistes en reconductible de l'éducation, des transports, de l'énergie et des lycéens ! En effet, les jeunes se sont très tôt mobilisés dès le lendemain du 5 décembre. Dans plusieurs établissements de Lille et alentour, les lycéens ont bloqué leur établissement, manière de poser un rapport de force contre une réforme qui va les concerner au premier plan car ce sont eux les sacrifiés de ce système par capitalisation. Mais alors que les jeunes s'initient à la lutte sociale et marque leur premier acte politique, l'État envoie ses chiens de garde.

### **Une police agressive**

Les lycéens et les étudiants ont été les premières victimes de la répression poli-

cière. A la moindre tentative d'action en manifestation ou de blocage, la police est entrée dans le tas. Dans au moins cinq grands lycées lillois et aussi à Science Po très mobilisés, des gazages ont eu lieu ainsi que des arrestations. En méprisant au passage les règles élémentaires de « sécurité » car les boulevards, le long desquels les établissements se situent n'ont même pas été fermés à la circulation pouvant provoquer des accidents graves qui n'ont, heureusement, pas eu lieu. En tout cas, on retrouve la même férocité que le mouvement lycéen de l'année dernière d'un État qui veut mettre à genou la jeunesse de peur que celle-ci s'organise et entre en lutte frontalement contre lui.



Plus généralement, on note une évolution comme partout sur le territoire des tactiques de « maintien de l'ordre » qui sont beaucoup plus offensives et provocatrices depuis la loi travail de 2016 mais surtout depuis le mouvement des gilets jaunes. Pas de voltigeurs à Lille, mais des bacqueux qui rentrent violemment dans les cortèges syndicaux comme ce fut le cas lors de la manifestation du jeudi 12 décembre. Par deux fois, les manifestants ont été attaqués par des hommes en bouclier venus interpellés des jeunes (là encore) qui avaient le malheur de vouloir former un cortège revendicatif et de dissimuler leur visage. Les provocations se sont aussi multipliées à la fin du parcours des manifestations, vers la place de la République qui est maintenant à chaque fois plongée sous les gaz asphyxiants provoquant la colère de nombreux participants mais aussi, et ce n'est pas négligeable qui effraie des personnes qui souhaitent manifester pacifiquement. Mais cette répression ne doit pas occulter la force du mouvement : la grève !

### ***Les cheminots à la pointe, l'éducation nationale en soutien avec l'énergie***

Pas de RATP à Lille, mais comme ailleurs les cheminots tiennent le haut du pavé grâce à leur grève reconductible depuis le 5 décembre. A l'heure de l'écriture de ces lignes (22 décembre) ils tiennent toujours et ne plient pas face au chantage du gouvernement sur la trêve des confiseurs. Dans les deux gares lilloises, très peu de TER et de TGV partent. Chaque matin, les cheminots organisent une assemblée générale où la grève est discutée, votée et reconduite à l'unanimité. La CGT est largement majoritaire et tient l'AG (avec Sud) mais la base est combative et beaucoup de personnes prennent la parole et proposent des actions. Un comité de grève a été créé mais pas plus d'informations dessus.

L'éducation nationale connaît également un mouvement de grève d'ampleur. Pour les journées du 5 et du 17 décembre, tant dans le primaire que dans le second

aire, les taux de grévistes ont été très importants. Nombre de collègues ont fait grève pour la première fois ou refait grève pour ceux qui avait fait et perdu 2003. Il faut dire que les personnels de l'éducation perdent beaucoup dans cette réforme, les syndicats avaient mis en ligne des simulateurs qui ont permis à chacun de se rendre compte des pertes de plusieurs centaines d'euros mensuels pour les pensions. C'est aussi un ras-le-bol des réformes notamment celle du lycée qui plonge les enseignants dans un profond malaise, beaucoup frôlent le burn-out et plus généralement une critique de l'école à Blanquer qui derrière les beaux mots de la Macronie supprime des postes et veut mettre la profession au garde à vous (voir la loi sur l'école de la confiance). Au-delà des deux grosses grèves, des personnels sont partis en reconductible au moins les mardis et jeudis jusqu'aux vacances scolaires, des caisses de grève ont été lancées et une AG inter-établissements à vue le jour sur Lille pour tenter de coordonner les mobilisations et proposer des actions communes. Malheureusement pour l'instant, cette AG ne rassemble pas assez de monde. Autre déception, le manque de soutien massif à destination des lycéens qui sont durement réprimés. Trop peu de profs se sont mobilisés au côté des jeunes devant les établissements et il faut condamner publiquement l'attitude de certains proviseurs qui collaborent avec la police pour arrêter des jeunes et fermer les grilles de l'établissement lors d'un gazage.

Dernier secteur très mobilisé, l'énergie. Pas (encore) de raffinerie bloquée mais le 5 décembre 70 % des personnels de la centrale nucléaire de Gravelines étaient en grève. Aussi, des coupures de courant ont été organisées sur les zones commerciales nombreuses qui enserrant la métropole lilloise.

### ***La difficulté de construire une AG interprofessionnelle***

Tout ce bouillonnement peut donner des ailes mais pour l'instant, le mouvement manque de cohésion au sein d'une vraie AG interpro. Au soir du 5 décembre, nous étions plus de 200 à se réunir à la bourse du travail de Lille, l'heure était au grand discours et gonflée par la mobilisation l'AG s'est proclamée AG interprofessionnelle et de lutte. Peut-être était-ce un moyen de faire la synthèse entre les interpro de 1995 et les AG de lutte qui sont nées pendant le

mouvement contre la loi travail en 2016. Malheureusement, cette AG manque de diversité et ne rassemble pas tous les secteurs en lutte notamment les plus mobilisés du rail et de l'énergie qui ne viennent pas massivement dans ses réunions. La CGT ne vient pas non plus et l'AG reste majoritairement animée par des SUD. Le calendrier des mobilisations reste fixé par l'intersyndicale locale. Au soir du 17 décembre, nous n'étions plus que 50 à nous réunir, il a alors été décidé d'aller voir les cheminots dans leur AG pour leur proposer de revenir dans cette interpro. Mais peut-être que le lieu (la bourse est un peu excentrée du centre-ville) et l'heure (18 h après la manif, les gens sont souvent fatigués) ne convenaient pas. Autre écueil, celui d'un appel des participants d'organiser plein d'actions sans construire la grève ou sans prendre contact avec les secteurs en lutte et/ou les autres syndicats notamment la CGT. Certains évacuent même la question du travail (et de la grève) et veulent mettre l'accent uniquement sur les cortèges énervés en manifestation ou sur des actions coup de poing. Or, dans ce mouvement, il est primordial d'élargir la grève et de soutenir les secteurs en lutte et d'aider d'autres secteurs à se bouger. Quelques initiatives ont été prises dans ce sens : un tractage à destination des travailleurs de la logistique a été organisé à la Redoute et appelle à rejoindre le mouvement et l'interpro, même si les personnes ne peuvent pas se mettre en grève. On peut imaginer un blocage économique en lien avec les travailleurs de l'intérieur. Aussi, les cheminots sont allés tracter les chauffeurs de bus pour dénoncer une ordonnance qui vient de passer qui autorise les chauffeurs à conduire 12 heures d'affilée alors que c'était 9 heures avant.

A la parution de ce texte, difficile de savoir comment va évoluer le mouvement. Pendant les vacances scolaires, l'AG interprofessionnelle est en sommeil (car beaucoup de personnes en vacances) mais devrait reprendre début janvier. Les cheminots sont toujours sur le pont et des manifestations sont organisées à la Noël. Le secteur privé, pour le moment assez absent sur Lille, reste l'inconnu. Il est nécessaire que le mouvement se généralise pour qu'il gagne. Les assemblées sont en cela stratégiques car elles permettent une coordination et un plan d'action commun. Il est urgent de réunir toutes les composantes du mouvement.

**OCL Lille, 23 décembre 2019**



*Blocage devant Science-Po*



# REIMS

Comme partout ailleurs les manifestations du 5 et du 17 décembre ont remporté un franc succès.

Dans une ville plutôt « froide » niveau mouvement social le nombre important de manifestants a renforcé la motivation des plus déterminés malgré des cortèges aux parcours plus que plan-plan et des ambiances de manifs tristes et mornes (même pas une merveillez à se mettre dans le cornet !).

Si les différents groupes de Gilets Jaunes de la ville ont fait une apparition remarquée, on déplore comme d'habitude le peu de présence de salariés du secteur privé.

Coté grévistes, les secteurs les plus en pointes sont la SNCF et l'Education Nationale. Si les cheminots, principalement représentés par la CGT, sont en grève reconductible à plus de 60 % depuis le 5 décembre, ils peinent à sortir des formes de mobilisations habituelles et tout autant que l'aspect pécunier c'est la lassitude d'être « tout seuls » qui pourrait menacer l'avenir de leur grève. Coté profs, des AG quotidiennes se déroulent mais elles rassemblent cependant un nombre trop faible de participant pour impulser une dynamique qui massifierait la grève. Fait no-

table, le syndicat CGT des transports en commun est quasiment absent de la mobilisation, en conséquence bus et tramways circulent quasi normalement. Les étudiants et les lycéens manquent également à l'appel !

La structuration du mouvement officiel est assurée par une intersyndicale composée de l'Union Locale CGT laquelle compte un nombre important de militants de Lutte Ouvrière et de l'Union Départementale Force Ouvrière, elle n'a pas grand chose d'autre à proposer que des diffusions de tracts en centre ville et semble incapable de « gérer » le succès des manifestations et la popularité du mouvement. Si les organisations traditionnelles ont été percutees par le succès des protestations, force est de constater qu'elles sont en grande difficulté de s'impliquer sérieusement dedans. Plutôt que de s'appuyer sur ou avec ce dernier les raideurs des structures, des cultures politiques ou plus simplement des modalités du combat social (par exemple il apparaît ainsi inenvisageable de ne pas déposer une manif !) constituent des freins à l'amplification de la mobilisation rémoise. Les tensions qui existent entre les instances supérieures des syndicats et

l'Union Locale n'arrangeant rien.

Et pourtant quelques jours après le premier défilé la mise en place d'une AG de ville rencontrait une audience inédite. Des gilets jaunes, des syndiqués ou pas se retrouvent chaque matin pour débattre de la situation et proposer des initiatives. Ce moment est aussi l'occasion pour les participants de se connaître autrement que dans les rituels des assemblées générales d'après manif qui s'apparentent désormais soit à des meetings soit à des séances de psychothérapies collectives.

De ces discussions, et avec le patient travail des militants favorables à celle-ci, une auto organisation a émergé. Un embryon de collectif qui a permis de poser enfin l'opportunité d'un blocage de l'économie. Ce fut chose faite avec l'organisation d'une action samedi 21. La cible : la principale plate-forme de livraison de colis de la Poste, le succès de l'opération (blocage réussi, action appréciée des travailleurs de la Poste) et la composition du groupe (cheminots/profs/gilets jaunes et anarchistes) sont ils le début de quelque chose ou s'agit il d'une initiative qui arrive trop tard ?

La suite nous le dira...

## La mobilisation contre la réforme des retraites à Strasbourg

*À l'image du reste de la France, la ville de Strasbourg s'est mobilisée plus qu'à l'accoutumée contre la nouvelle attaque du gouvernement. Pourtant le bilan reste en demi-teinte en l'absence de grèves (hormis les cheminots) et entaché par des guerres de chapelles propres au milieu militant strasbourgeois. Une toute petite lueur d'espoir tout de même pour la suite du mouvement avec l'occupation d'un espace de la ville : le Shadok.*

### Des manifestations inégales

Par chez nous, les chiffres des manifestations sont fluctuants. Ils ont été très impressionnants pour les journées de grosse mobilisation nationale les 5 et 17 décembre. Elles ont rassemblé respectivement plus de 10 000 personnes et 8 000 personnes à Strasbourg. Ce degré de mobilisation n'avait pas été atteint depuis le mouvement contre le Contrat Première Embauche (CPE) en 2006. Entre ces deux dates, les manifestations sont plus timides, 4 000 personnes le mardi 10 et seulement 1 500 le jeudi 12. Mais, il est évidemment difficile de maintenir les gens mobilisés dans la rue tous les 2 jours sans grève ! C'est l'aspect important qu'il faut noter concernant la composition principale de cette mobilisation sur Strasbourg et plus généralement en Alsace : seuls les cheminots sont

en grève (et surtout en grève reconductible). Celle-ci est particulièrement bien suivie, il n'y a pas de train les week-ends et en semaine environ un train aller et un train retour par ligne et par jour. Dans le rail, la grève est reconduite d'AG en AG qui sont quotidiennes et il n'est pas prévu de trêve pendant les vacances. La SNCF est ainsi massivement présente dans les défilés et manifeste la volonté d'aller à la rencontre d'autres secteurs. Concernant les autres secteurs, tout fonctionne : le privé ne bouge pas, les bus et trams circulent (CTS), les lycées se cherchent.

### Mauvaise note pour l'éducation

Ainsi, au niveau de l'éducation nationale, les profs et instits peinent à mobiliser.

Ils sont souvent moins d'une dizaine par bahut à être en grève, ce qui est bien inférieur à la

moyenne nationale. Les trois établissements les plus mobilisés en Alsace étant le lycée Couffignal à Strasbourg (un des plus grands lycées de France, accueillant filières générales, technologiques, BTS, classes préparatoires, CAP...), le lycée Corbusier à Illkirch (accueillant lui aussi des filières professionnelles, technologiques et générales) et le lycée général Schuman de Haguenau, ce qui est une nouveauté pour cette ville peu combative d'ordinaire. Généralement, il n'y a pas d'AG par établissement (tout au plus une heure d'infos syndicales) mais il y a eu des AG-éducation. La première le 6 décembre, plutôt stérile n'a débouché sur rien de concret mais la deuxième du 19 a été plus combative. Il y a été évoqué de ne pas arrêter le mouvement pendant la période des vacances, de rejoindre les actions des autres secteurs, la caisse de grève, décidé de l'envoi de représentants à la coordi-





nation nationale le samedi 21 janvier...

La faible mobilisation des professeurs et surtout des lycéens s'explique par la forte répression dont ils ont été victimes l'année passée (loi sélection, réforme du BAC...). Des sanctions administratives ont eu lieu, le proviseur du lycée Couffignal, entre autres, n'ayant pas hésité à appeler la police dès le moindre signe d'agitation des élèves qui ont été durement réprimés. La situation est telle, qu'aujourd'hui apposer une banderole sur un établissement semble une action impossible à négocier avec les directions.

### **Diversité des secteurs en grève, mais hors de la lutte sur les retraites**

À noter qu'il y a quelques grèves dans le privé, mais pour des revendications souvent corporatistes autre que les retraites.

- Un débrayage de 2h au Crédit Mutuel jeudi 19 décembre. Face à des bénéfiques records (3 milliards pour l'année 2019), les salaires de la direction ont été augmentés de plus de 20 % (soit 150 000 euros) alors que ceux des salariés à peine de 0,7 %.

- L'usine d'équipement automobile Punch Powerglide Strasbourg. Après deux plans de départs volontaires, elle est depuis octobre victime d'un plan de licenciement de 50 personnes (pour rester compétitif !). Fin novembre, les ouvriers conduits par la CGT ont plusieurs fois débrayé. Au chômage technique depuis le 13 décembre, et ce jusqu'au 6 janvier, les travailleurs avec leur syndicat participent activement aux mobilisations contre la réforme des retraites.

- À la CTS (bus et tram sur Strasbourg), l'UNSA a déposé un préavis de grève à partir du 24 décembre, reconductible de jour en jour jusqu'au 5 janvier, pour dénoncer la dégradation des conditions de travail (amplitude horaire augmentée, impossibilité de prendre ses congés...) générée par l'obligation de réaliser 6 millions d'économies en 2 ans.

- A noter l'existence d'un comité de chômeurs et travailleurs précaires particulièrement actif depuis la réforme du chômage du premier novembre. Il tracte énormément, devant les pôles emplois notamment, avec des retours plutôt positifs. On les retrouve aujourd'hui dans les manifestations et les AG.

### **Des AG interpro/inter-secteurs sur les retraites verrouillées**

La première AG interprofessionnelle n'a pas été un succès sur Strasbourg. En effet, après la manifestation du 5 décembre, galvanisés par la foule inédite sur Strasbourg, les participants ont préféré partir en manif sauvage (2 000 personnes environ) plutôt que de faire une AG. Cette manifestation drivée par les totes a mené à l'occupation successive, mais rapide de plusieurs lieux stratégiques (fac de droit, centre commercial...) pour finir par se faire disperser par les gaz au moment d'approcher le centre-ville. L'AG a ainsi été reportée au lendemain, le 6 décembre, et n'a donc été composée presque que de militants historiques et divers bureau-

crates. La leçon ayant été retenue, les AG suivantes ont eu lieu après chaque manifestation dans l'un ou l'autre amphi du campus universitaire central et ont été plus réussies. Elles rassemblent des cheminots, l'éducation, les syndicats, les gilets jaunes, des précaires et des étudiants. Les prises de paroles sont dynamiques : convergence des luttes, propositions d'actions de blocage de l'économie ou des dépôts de tram, question de la précarité (soulevée par les étudiants, la CGT précaire, les GJ). Par contre aucune décision n'est jamais prise, car ces AG interpro. (qui se sont élargies en devenant les AG inter-secteurs) sont l'occasion pour les différentes chapelles politiques de Strasbourg de se quereller et de verrouiller toute décision en occupant la tribune jamais votée. Cela empêche le peu de grévistes à s'emparer de leur propre mobilisation et à l'organiser eux-mêmes et limite considérablement les possibilités d'actions plus concrètes, mais aussi plus largement l'extension du mouvement.

### **De la précarité étudiante vers la réforme des retraites**

La mobilisation étudiante sur Strasbourg, comme partout en France, a commencé en réponse à l'immolation devant le Crous de Lyon d'Anas, militant syndicaliste de Solidaires Étudiant-e-s. Ainsi, le 12 novembre, Solidaires Étudiant-e-s Alsace a organisé une manifestation (100-150 personnes) qui s'est terminée en rassemblement devant le bâtiment du Crous du Gallia.

Suite à cela, des assemblées générales étudiantes ont commencé à être organisées. La première par les militant.e.s de Jeunesse et Révolution et du NPA, peu productive, dont l'axe principal fut de s'organiser pour le 5 décembre contre la réforme des retraites. La seconde AG organisée par plus d'étudiant.e.s non-encarté.e.s de plusieurs filières a rassemblé 150 personnes et 12 revendications concernant la vie étudiante et universitaire ont été votées. Citons entre autres, le salaire étudiant pour tou.te.s, la titularisation des vacataires, le retrait de l'augmenta-

tion des frais d'inscriptions pour les étudiant.e.s étranger.e.s, plus de logements Crous, etc. Par la suite les militants politiques « professionnels » ont repris les rênes des AG étudiantes et les sempiternelles guéguerres entre les différents groupes politiques (npa, jc, toto...) ont progressivement fait fuir les quelques étudiants non-encartés venus se renseigner ou voulant se mobiliser. Les discussions ont également dévié, beaucoup plus axées sur la réforme des retraites et non pas sur la précarité étudiante. Les revendications sur lesquelles les étudiant.e.s et personnels engagé.e.s s'étaient décidé.e.s ont rapidement été oubliées dans la ferveur de la grève contre la réforme des retraites. Par contre point positif, l'ambiance politique générale sur la fac semble toute fois être plus favorable pour une lutte étudiante que pendant la loi sélection.

### **Quand l'extrême droite attaque les mobilisations sociales**

De leur côté, les fachos eux, sont bien implantés sur la fac, bien organisés et occupent abondamment l'espace (tags racistes et néonazis, affiches, stickers...). On dénombre de nombreux groupuscules : Action Française, Cocarde étudiante, UNI, Vent d'Est, manif pour tous, dieudonnistes... Dès la deuxième AG, des membres de l'UNI sont venus bloquer les discussions. Jeudi 12 décembre, l'action française a débarqué cagoulée et a agressé les étudiants mobilisés. Surpris, tous les étudiants ont leur « cocard » et l'une d'entre elles a même eu 7 jours d'ITT. Contrairement aux années précédentes, la présence des fascistes à l'université est préoccupante. Il y a déjà eu des agressions isolées et il y a vraiment nécessité d'installer une lutte antifa active et connectée aux militant.e.s et aux mobilisations sociales avant que les fafs reviennent plus armés. Solidaire a tenté de lancer une lutte antifasciste en conviant les organisations politiques à une réunion de création d'un collectif antifasciste. Mais les organisations politiques n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur leur collaboration, les tensions étant telles que le collectif n'a jamais été créé !

### **Les gilets jaunes, grands gagnants de ce mouvement ?**

La mobilisation des gilets jaunes (GJ) en Alsace est très divisée selon leur QG d'appartenance. Une grosse partie des GJ de Strasbourg sont drivés par la Fraction L'Étincelle (NPA), c'est le QG dit Strasbourg-République. Les autres QG de Strasbourg sont plus autonomes. En dehors de Strasbourg, les QG ont une composante nettement plus ouvrière et agricole avec une présence de syndiqués de base. Certains syndiqués à la CFDT ont d'ailleurs quitté leur syndicat le 5 décembre, car celui-ci n'appelait pas à se mobiliser. Les samedis lors des manifestations des gilets jaunes, le bilan est plutôt positif puisqu'on est passé de 60 gilets jaunes à 200 environ (venant de toute l'Alsace) avec un regain de détermination. Les gens proposent plus facilement une action après la manifestation (même si elles ne sont pas toujours réali-





## Mouvement social : DOSSIER

sées). Le samedi 15 décembre, une centaine de syndicalistes s'est jointe aux gilets jaunes. La convergence n'est pas encore totale, car il y a eu du chahut pour savoir qui prendrait la tête du cortège (syndicats ou gilets jaunes) et lorsque les gilets jaunes ont pris l'initiative de dévier du parcours déclaré en préfecture (une habitude maintenant), les syndicats ont refusé de suivre scindant la manifestation en deux. Fait notable, le samedi 15 décembre les gilets jaunes ont réussi à entrer dans le centre-ville de Strasbourg. C'est une première depuis le début du marché de Noël qui bunkerise complètement le centre-ville (fouilles, fermeture des ponts, déviation des bus pour qu'ils n'entrent plus dans le centre, arrêts de tram non desservis, présence de policiers en armes...). Une action-chorale a été menée, en détournant des chants de Noël et en scandant des slogans anticapitalistes et contre la consommation. A chaque fois que le petit groupe d'une soixantaine de personnes était délogé par la police (lacrymo, charge, contrôle d'identité...), il se reformait quelques rues plus loin. Le bilan de cette action dans les quartiers bourgeois est tout de même mitigé puisqu'elle n'a pas rencontré de soutien de la part des passants qui au contraire ont signifié leur joie qu'on se fasse gazer. C'est une action qu'il est plus judicieux de refaire dans des quartiers plus populaires où les gens pourront venir à notre rencontre.

### **Le Shadok : la nouvelle « maison du peuple » ?**

Depuis le 17 décembre, suite à une action post-manif, un espace de la ville de Strasbourg, nommé le Shadok est occupé par des militants qui l'ont immédiatement rebaptisé le «Zad-ok» et présenté comme « la maison du peuple et de la grève, féministe, anticapitaliste, écologiste et antiraciste ». Le Shadok ou la Fabrique du numérique est un espace culturel ou

vert en 2015 par la ville de Strasbourg et l'Eurométropole et dédié au numérique. Lieu « bobo »/classe moyenne, il accueille des expositions, des espaces de coworking branchés, etc. Pour le moment (20 décembre) la situation est difficile à cerner. Le lieu mélange une population très disparate qui ne partage clairement pas les mêmes objectifs. Dès le premier jour, une AG s'y est tenue, agrégeant des autonomes de toute sorte : certains politisés, d'autres du milieu associatif culturel. Face à l'enthousiasme de posséder un lieu, chacun est venu avec son projet : squat d'habitation, lieu d'organisation de la lutte, lieu artistique, etc. Tout reste à organiser et c'est une bonne chose que les gens soient force de propositions, même s'il ne sera probablement pas possible de cumuler toutes les options. Il y a tout de même des points, que nous jugeons très obscurs pour le moment et qui n'augurent pas forcément le meilleur pour l'avenir. Ce lieu a été pris et occupé parce que les clefs (un passe avec une puce) ont été récupérées ! Ces « clefs » représentent d'ailleurs un véritable problème concernant la gouvernance du lieu, car rien n'a été tranché en AG et celui qui possède les « clefs » est de fait le vrai « dépositaire » des lieux. Dès le deuxième jour d'occupation (18 décembre), un vigile a été mis en place (probablement par la ville). On n'est donc pas vraiment chez nous ! Où est l'autonomie là dedans ? Malgré une AG par jour, la logique et la dynamique du Zad-ok restent opaques. Les discussions sont très embrouillées mélangeant les problèmes de genre, la lutte contre le projet de retraite, les activités des classes moyennes. Dans l'ensemble il y a une impression de repli sur soi plutôt que d'inclusion. A noter que l'étage du bâtiment réservé au coworking n'est pas occupé permettant ou jeunes « startups » dynamiques de venir travailler sans encombre !

Pour le moment, on est loin de la maison du

peuple et du contenu politique initialement annoncé, on est plutôt proche du culturel et de l'associatif. Cela semble apporter de l'eau au moulin des sociaux-démocrates préparant déjà les prochaines élections. Mais il ne tient qu'à nous de faire entendre notre voix et d'imposer notre vision du lieu pour qu'il puisse réellement servir à la lutte et qu'il soit autogéré par les personnes mobilisées et non par la ville et son vigile !

### **En guise de conclusion**

Localement, le contexte politique au sein des mobilisations contre la réforme des retraites n'est pas vraiment propice à la densification des luttes. On est certes nombreux les jours de grosses mobilisations, mais il n'y a pas vraiment de velléités de grèves reconductibles. Les secteurs ou personnes les plus concernés ne se mettront probablement pas en grève car ce sont aussi les plus précaires : intérimaires, prestataires de services dans le secteur du nettoyage, les structures sociales ouvertes 7 jours 7 et 365 jours par an avec des équipes de travailleurs sociaux travaillant à flux tendu, etc. De plus à Strasbourg les querelles ancestrales de chapelles politiques pour conduire le mouvement sclérosent l'ensemble des luttes. Espérons que le mouvement social reprendra de plus belle à la rentrée pour déborder cette situation, les étudiants n'auront plus d'exams et tout le monde aura bien profité des fêtes, peut-être au « Zad-ok » (?), pour se remettre d'aplomb moralement.

### **le groupe de l'OCL-Strasbourg, 21/12/2019.**

*Dernière minute : Nous venons d'apprendre au moment de boucler cet article que le « Zadok » a été évacué le samedi 21 décembre dans la journée suite à l'action de la mairie socialiste avec le soutien d'LREM (Fontanel) qui aime le dialogue à coups de flics et de matraques.*

# Dans le sillage des Gilets Jaunes, l'Assemblée de lutte du Mantois

***Cela faisait depuis 1995 que les AG décisionnelles de travailleurs en lutte dans un mouvement social n'étaient plus apparues dans le Mantois (Mantes-la-Jolie et alentours). Le mouvement des Gilets Jaunes (GJ), dynamique localement, a clairement eu un effet sur les méthodes d'organisation. L'Assemblée de lutte du Mantois est née dans cette lignée.***

L'Assemblée de lutte du Mantois a vu le jour un mois avant la date du 5 décembre, sous l'impulsion de travailleurs (principalement du rail et de l'éducation) s'étant déjà retrouvés ensemble pour lutter au sein du groupe GJ local <sup>[1]</sup>. Dès le début, c'est la préparation de la grève reconductible à partir du 5 décembre qui a occupé les réunions. La ligne que l'assemblée s'est donnée - décider localement de la direction à donner au mouvement, compter sur nous-mêmes, sortir de l'agenda syndical classique et aller au delà de la retraite à points - montre la

filiation avec les GJ. Une partie du groupe local a rejoint cette assemblée, y voyant un nouveau souffle à donner au mouvement. L'organisation à la base était une évidence après un an de lutte ayant déjà mobilisé une bonne partie des futurs membres de l'assemblée en tant que GJ. Dès le début, la composition de l'assemblée est très diversifiée : cheminots, travailleurs de l'éducation ayant lutté ensemble l'année passée contre les réformes Blanquer - enseignants, AESH, et plus tard pôle médico-social - Gilets Jaunes, hospitaliers, retrai-

tés, syndicalistes, militants de gauche...

Toutefois, tous les GJ locaux ne se sont pas retrouvés dans cet appel, en particulier les plus demandeurs d'action immédiate. Également, des collectifs locaux (Collectif de Défense des Jeunes du Mantois et plusieurs collectifs écologistes locaux) se sont associés à l'appel, mais n'ont fait guère plus qu'être signataires fantômes formels. Un gros travail de tractage / collages a été fait en amont du 5 décembre, dans les gares, établisse-





## Mouvement social : DOSSIER

ments scolaires, marchés, centres commerciaux, parfois en lien avec l'intersyndicale 78 (un peu fantôme), avec également des heures d'infos syndicales conjointes cheminots / éducation. Malgré les appels du pied répétés de l'assemblée à l'intersyndicale, les invitations sont globalement restées lettres mortes. A la veille du 5 décembre, même si l'incertitude domine, le fait d'avoir réussi à lancer un collectif de lutte qui a pour objectif de « gilet-jauniser » les futures luttes sociales est une satisfaction.

### Du 5 au 17 décembre : la montée en puissance

Le 5 au matin, à l'AG, peu de monde (80 personnes), c'est un peu la douche froide. Des cheminots, des personnels de l'éducation, des GJ grévistes ou pas, quelques grévistes de boîtes du coin, mais pas le raz-de-marée espéré. On sent plusieurs choses : une bonne partie des gens n'est pas dans une logique de grève active et ne vient pas à l'AG ; beaucoup sont partis ou iront seulement à Paris ; et les syndicats locaux n'ont pour la plupart pas diffusé l'info. La manif sauvage qui suit rejoint le cortège déclaré de la FSU (surprise !). Malgré le manque de préparation et la sensation d'inconnu qui règne, la manif a quand même une bonne énergie et la FSU est débordée : contre son gré, les deux cortèges fusionnés iront au-delà du parcours déclaré (dans le centre ville interdit de fait aux GJ). Au moins, le mot est passé et certains se sont reconnus dans l'appel de l'assemblée. La sensation de flottement à la fin de la manif fait cependant se poser des questions sur les suites.

A part à la SNCF, pendant les jours qui suivent le nombre de grévistes chute : dans le privé, pas de reconduction et dans l'éducation, des collègues isolés dans les bahuts. L'attitude des UL est variable : FO et les SUD-Solidaires sont membres actifs de l'AG (et amènent un nombre variable de personnes), pour la FSU et la CGT ça va de participation timide et méfiante, à rejet viscéral. Des AG

reconduction et qui trouvent donc un espace d'organisation pour essayer de généraliser la grève, avec des effectifs encourageants. L'AG de lutte (rebaptisée AG interpro en fonction de la participation des syndicats) participe aux actions et manifs des UL et organise également les siennes, mais on sent que le « tous ensemble » se fera sans certaines de ces UL. Le faible nombre de grévistes pousse à organiser des manifs le soir. Toutes les manifs, sauvages ou pas, le matin ou le soir, sont vraiment de bons moments de cohésions interprofessionnelles et avec les GJ, mais rassemblent peu de personnes, si on compare au nombre d'habitants de la région (au maximum 300 pour 80 000 habitants). Les tractages s'orientent plutôt vers un renforcement de la grève là où elle existe (éducation) ou vers un appel aux manifs du soir que vers le privé. A noter que le syndicat CGT de Renault Flins (la grosse boîte du coin avec 4300 salariés), opte pour les manifs parisiennes et est peu présent sur place.

Les effectifs vont croissant jusqu'à la manif sauvage du lundi 16 (hors agenda des confédérations donc) et à la « journée d'action » intersyndicale du lendemain, très réussie localement, avec notamment une plus grande participation des signataires associatifs. Ce jour là, l'AG éducation ira retrouver celle des cheminots (au total au bas mot 130 travailleurs), et un rassemblement de soutien aux hospitaliers de Mantes en grève aura lieu dans la foulée, avant que tout le monde parte en manif (Évreux, Paris, Versailles).

### Avant les congés, bilan provisoire

La suite de la semaine est plus mitigée. Dans l'éducation, la grève ne repartira pas à la hausse, les cheminots reconduisent tous les jours mais commencent à fatiguer, et la préfecture se met à montrer les muscles après les quelques belles manifs hors des clous. Il y a toujours du monde aux AG, mais avec des tensions qui ressortent, en particulier entre GJ et syndicats (parfois avec des

syndiqués) à propos des déclarations de manifs, et cela risque de dégoûter certains nouveaux venus dans la lutte. A cela s'ajoute la dispersion fréquente des effectifs : pour les manifs et les actions, cheminots et GJ vont majoritairement à Paris, d'autres participants vont à Evreux, et il reste assez peu de monde à Mantes. Les grévistes étant peu nombreux hors de ces journées d'action, les actions de blocage sont difficiles à lancer, et certains GJ se lassent du manque d'actions plus sportives. Plusieurs temps hors journée d'action ont quand même eu lieu, comme des manifs, péages gratuits et une action de mise de pression sur le ministre du logement lors de sa « déambulation » au Val Fourré.

Nous tirons globalement un bilan provisoire très positif de la situation locale : malgré les bâtons dans les roues réguliers que nous mettent certaines UL, l'AG de lutte est le principal espace local de lutte contre la réforme des retraites. Une bonne dynamique interprofessionnelle (principalement rail-éducation-hôpital) avec des objectifs communs a permis de créer et de souder un collectif de lutte auto-organisé sur des bases claires, ouvert à la coordination avec les autres AG - comme celle des Mureaux, avec qui des actions communes sont régulières - ainsi qu'aux cercles militants locaux préexistants. Face aux UL, l'assemblée défend clairement son autonomie. Après des mois de tâtonnement <sup>[1]</sup>, une première vraie jonction entre GJ et luttes sur le lieu de travail a enfin pu se faire à travers l'AG. Cela permet d'envisager des perspectives intéressantes pour la poursuite des luttes sociales sur le Mantois.

La dernière AG en date (jeudi 19) et les actions de la fin de semaine témoignent d'une volonté de ne pas lâcher et de rester soudés pendant les congés scolaires. Par exemple, l'idée de coordination entre l'alimentation de la caisse de grève des cheminots et la solidarité face à la répression chez les GJ locaux commence à prendre. Le combat continue et des actions sont prévues pour le début de semaine. La tendance pro-assemblée de lutte au sein de l'intersyndicale ressuscitée a réussi à s'imposer, et il faut voir quelle tournure ce rapprochement prendra dans les actions, car le passif des relations n'est pas enthousiasmant. La poursuite et l'extension de la lutte sont vitales pour ne pas laisser les divisions et les basses manœuvres défaire ce qui a été construit.

1. Voir CA n°289 et 292

## A Lyon, un mouvement en pleine forme !

Dès le matin du 5 décembre, des piquets de grève sont mis en place chez les étudiants, le postiers de la poste centrale et l'hôpital du Vinaïer (centre psychiatrique). Pour ce dernier, il ne s'agit pas d'un blocage total, mais plutôt d'un point de rassemblement et d'information pour les grévistes. Les soignants en grève se rassemblent devant l'hôpital de Grange Blanche, avant qu'une bonne partie d'entre eux aillent re-

joindre le début de manif plus loin sur le boulevard. Côté étudiants, des blocages sont réalisés sur les deux campus de l'université Lyon II (sciences humaines), qui conduiront à la fermeture de la fac pour la journée. Des lycées de Lyon et des environs sont également bloqués avec des poubelles. La manif hétérogène (avec bien sûr beaucoup de salariés mais aussi des étudiants, lycéens, et un cortège de tête plutôt

massif) a rassemblé environ 30 000 à 40 000 personnes (20 000 d'après la préfecture). Quelques banques décorées à la peinture ont apparemment servi de prétexte aux flics pour gazer abondamment le cortège et effectuer des arrestations ; mais leur présence fut très oppressante tout le long du défilé et les canons à eau sont de sorite (et le resteront pour les grosses journées de mobilisation). A l'issue de







## Mouvement social : DOSSIER/HÔPITAL

ce succès, l'assemblée générale de l'éducation vote massivement la reconduction de la grève, et l'assemblée étudiante (plusieurs centaines de personnes) vote le blocage de la fac le lendemain. Pendant ce temps, une manif sauvage a déambulé dans les pentes de la Croix-Rousse, bloquant quelques minutes le tunnel passant sous cette colline. Au final, la mobilisation est du même ordre de grandeur qu'en 2010, avec quelques variations : moins de lycéens, des salariés plus déterminés dans les cortèges et les lieux de lutte.

La mobilisation étudiante ayant continué le lendemain, les campus de Lyon II furent fermés à nouveau. Le même jour, un blocage de lycée a lieu. L'utilisation d'un pétard par un élève entraîne une attaque violente de la police qui gazoie et tire au LBD dans le visage d'un lycéen.

Puis la semaine suivante, du 9 au 15, la mobilisation a continué au quotidien. Les mardi et jeudi ont vu des manifs conséquentes (environ 20 000 personnes le mardi d'après les syndicats) et les grévistes multiplièrent les actions : piquets de grève, dénonciation publique de la réforme, envahissement d'un siège de la SNCF pour les cheminots (occupé plusieurs heures) ; une coupure de courant et le passage de 80 000

personnes en heures creuses de la part des électriciens. Des étudiants furent présents dans les manifs de la semaine, bien que leur blocus ait été dégagé par les flics le lundi matin. Chaque manif voit hélas sont lot de gazages et tirs de LBD, et un lycéen s'est fait tabasser en fin de manif le mardi 10, heureusement devant plein de monde. Après que la vidéo ait été abondamment relayée, la police se fera moins agressive et la bac sera mise plus en retrait, ce qui amènera les manifestations à être moins « tendues ». Les brutalités policières ne cesseront évidemment pas complètement, et des lycéens en ont fait les frais lors de leurs manifestations devant le rectorat ua cours de la semaine.

Et c'est reparti le mardi 17 décembre, avec une manif de même ampleur que le premier jours: environ 40 000 personnes selon les syndicats (la préfecture, elle en comptera 19 000, sans doute pour donner un chiffre inférieur au 5/12, alors qu'il est visible que cette journée est autant réussie!). De nombreux blocages ont également eu lieu depuis le matin : rectorat, des ly-



cées et campus, un dépôt de bus vite dégagé par les flics, ainsi que le port Edouard Herriot au sud de Lyon (port de marchandises important pour la région). L'électricité est coupée à nouveau, cette fois pour un campus et un centre commercial. Même si la manif du 19 ne fut pas aussi suivie (quelques milliers de personnes), la mobilisation reste forte, notamment chez les cheminots. La grève est par ailleurs bien suivie dans la région Rhône-Alpes, et très peu de trains régionaux circulent. Il faut dire que chaque jour les grévistes cheminots ont quelque action à proposer, et il y a toujours du monde pour se mobiliser (et éventuellement faire autre chose). Espérons que ça dure !

# Hôpitaux ça pète... la Santé.

**Après le succès de la manifestation du 14 novembre, après les annonces du gouvernement le 20 novembre [1] et les divergences autour d'une participation aux manifestations du 5 décembre, le mouvement des personnels hospitaliers résiste et poursuit la lutte.**

### Une poursuite de la lutte incertaine

Depuis 8 mois, le gouvernement ignorait la colère et les revendications des hospitaliers pour n'y voir « qu'un problème d'organisation ». Puis, devant l'ampleur du mouvement, l'urgence de la situation, et surtout la crainte que les personnels et leurs coordinations, ragillardies par le succès de leur journée d'action, ne rejoignent et ne gonflent les rangs des manifestants du 5 décembre, E. Philippe et A. Buzyn sa ministre de la Santé se sont donc empressés de faire des annonces pour « sauver l'hôpital ».



### Être ou ne pas être dans la rue 5 décembre

Tous et toutes avaient ressenti avec fierté le succès du 14 novembre et sur l'agenda du collectif inter-hôpitaux était noté d'autres mobilisations avec la population, pour le 30 novembre et le 17 décembre. Pendant ce temps, les fédérations syndicales Santé restaient enkystées sur la seule date du 5 décembre, appelée par leurs chefs un mois plus tôt. Les discussions autour de cette date furent animées. Quelle décision prendre, qui fasse consensus pour la participation ou non à cette journée interprofessionnelle contre les retraites ? Les plus réticents pointaient que le « Collectif inter hôpital » n'avait de mandat et de légitimité que dans le cadre de la défense de l'hôpital public. Il ne pouvait donc se situer sur les problèmes de retraites ou autres : position portée par les représentants du collectif notamment. Le collectif inter-urgences, dès sa création rejetait la généralisation de la lutte à tout les personnels par crainte de dissoudre leurs revendications spécifiques parmi d'autres. De plus, leur méfiance et rejet des syndicats était grands. Les autres : militants syndicaux et non syndiqués, voulaient profiter de l'élan suscité par le succès du 14 novembre pour appeler tous les hospitaliers dans la rue ce

5 décembre. Il s'agissait de faire bloc et redonner une visibilité au mouvement. D'autant plus que cette attaque contre les régimes de retraites concerne évidemment aussi les hospitaliers : 70 % de femmes aux salaires bas agrémentés de primes dont certaines non comptabilisées dans le calcul la retraite, ainsi que des carrières incomplètes, des contrats précaires renouvelés pendant des années entrecoupés de périodes de chômage.

Cette différence d'approche est logique tant la composition du mouvement est multiple : médecins et soignants, syndiqués ou non syndiqués... Si tous s'accordent sur le désastre qui frappe l'hôpital public et luttent ensemble, médecins, internes et soignants ne portent pas les mêmes revendications ni les mêmes mots d'ordre. C'est conscients de ces clivages, que le collectif inter urgences a appelé à « se coaguler » aux autres. « Face au degré d'urgence, face au degré de surdité du gouvernement, face au manque d'action concrète... nous appelons les soignants à se rassembler le 5 décembre pour faire face aux politiques mortifères issues de la même logique de destruction de nos bien communs ». Il en sera de même pour l'appel à manifester le 17 décembre avec les centrales syndicales. Une visibilité autonome d'abord, puis une liberté à chacun chacune de faire ce





## Mouvement social : HÔPITAL

dage des actes, ce qui provoque la baisse des ressources de l'hôpital. A terme, l'établissement peut se retrouver sans recette financière...

### **Garder le « cap » envers et contre tout**

« Il faut qu'on réponde à la souffrance des personnels de Santé » dit le président Macron et en même temps, son gouvernement et sa ministre de la Santé et de la solidarité, maintiennent le « cap » de la politique tracée par leurs prédécesseurs. Une politique chère à Bruxelles, et aux fonds de pensions : démanteler, détruire les services publics et privatiser.

Malgré l'immobilisme des fédérations syndicales Santé, alors que nombre de leurs militants et adhérents sont dans la lutte, les personnels et leurs collectifs ont su créer un rapport de force favorable et s'attacher la sympathie de plus de 70 % de la population. Pourtant, il reste à convaincre l'ensemble des personnels hospitaliers qu'ils peuvent gagner et faire échec au gouvernement. Pour cela les collectifs se doivent d'oublier cette crainte sectaire que leurs revendications pourraient être dissoutes dans celles plus larges des autres catégories de personnels. Cette réticence de la part du collectif inter-urgence sera sa faiblesse. L'embauche de personnels, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail concerne malgré tout l'ensemble des salarié-e-s. Et, seule une grève générale dans les hôpitaux, avec la mise en place de comités de grève où les salarié-es décideraient, sans inféodation syndicale, de leurs actions et revendications spécifiques et communes offre la perspective de gagner. Cela concerne tous les personnels de santé des hôpitaux généraux ou de psychiatrie, des EPAHD et autres lieux de soins où la politique de la « calcullette tarifaire » broie les personnels et oublie le soin et le bien être à apporter à la population.

### **MZ Caen le 10 12 2019.**

1- C.A N°295- décembre 2019 « Hôpitaux ! Après le succès de la journée du 14 novembre. »

que bon lui semble après la jonction avec la manifestation interprofessionnelle. Ainsi à Caen, le rassemblement des hospitaliers se fit devant la Mairie avant de partir ensemble rejoindre la manifestation inter- professionnelle. Après la jonction, chaque boutique syndicale présente, à rejoint sa « Maison mère » et les hospitaliers ont manifesté comme bon leur semblait.

### **Les effets des annonces gouvernementales**

L'autre danger résultait des annonces faites par le gouvernement le 20 novembre. Date qui rappelons-le ne devait rien au hasard, juste entre le succès du 14 novembre et la redoutée journée du 5 décembre. Loin des louanges médiatiques, les annonces d'E. Philippe et d'A. Buzyn ont suscité peu d'enthousiasme parmi les personnels. Des assemblées générales, aux réunions dans des services, chacun, chacune constatait que l'équipe gouvernementale n'avait pas répondu aux revendications directes des salarié-e-s. Rien sur l'embauche d'effectifs, qui est pourtant une revendication centrale pour les personnels soignants. Rien non plus sur l'augmentation de 300 euros réclamée depuis les huit mois de grève, mais des primes. L'une réservée aux seuls soignant d'Île de France et l'autre pour tous et toutes mais tributaire du bon vouloir des directeurs ou des cadres. Rien non plus sur les réouvertures de lits demandés depuis le début du mouvement.

Malgré l'annonce des 750 millions débloqués, la reprise d'une partie de la dette et autres annonces techniques... la déception prenait le dessus dans les services d'urgences.

La manœuvre de division du gouvernement s'effiloçait, dénoncée par les personnels et leurs collectifs. Même les médecins impliqués dans la lutte dénonçaient l'insuffisance de ces mesures avec le sentiment de ne pas avoir été écouté dans leur « appel à sauver l'hôpital public ». Certes 10 milliards de dette (sur les 30 milliards) ont été repris par l'état, mais ce dernier n'augmente les budgets généraux de fonctionnement des hôpitaux que de 2,45 % au lieu des 4 % annuels nécessaires pour un fonctionnement normal. Ce qui a conduit, ensemble, organisations syndicales Santé, et collectifs en lutte à déclarer que si pour la « première fois le gouvernement réagit à son plus haut niveau... ces annonces sont très loin de répondre aux attentes des personnels et ne répondent en aucun cas aux problématiques du secteur ».

Ainsi, les mesures proposées par E. Philippe et A. Buzyn n'ont pas réussi à fissurer le mouvement. Cette crainte était légitime tant les revendications sont multiples et semblent disparates entre internes et médecins, soignants, para-médicaux, techniques etc. Mais la solidarité construite depuis 8 mois, certes fragile, demeure plus forte que jamais. Aujourd'hui, d'autres modes d'actions voient le jour et se répandent. A l'appel du collectif inter-hôpitaux parisien, des services se mettent en grève de co-

Le 12 septembre dans une commune proche de Belfort, une femme décède d'un infarctus après avoir appelé 5 fois le SAMU. Hélas les secours n'arriveront qu'une heure trop tard. Ce drame n'est pas sans rappeler celui de Naomi Mussenga à Strasbourg en 2017 ou bien d'autres hélas.

Quand on appelle le 15, un agent régulateur médical décroche, écoute, note puis après, transmet vers un médecin régulateur, seul habilité à décider d'envoyer les secours les plus adaptés.

Or depuis 2015, il n'y a plus de centre d'appel sur Belfort/Montbéliard. Les deux hôpitaux ont été « mutualisés » pour n'en faire qu'un. Les appels du 15 atterrissent dorénavant à Besançon distant de 100 km de là. Cette distance n'est pas un problème avec deux clics sur internet et les progrès de la télé-médecine me dira t-on ! Sans doute ! A savoir aussi, qu'à 5 minutes du lieu du drame, à Giromagny, voir à Belfort se

trouve des centres des pompiers...

De 2005 à 2015, la région Franche Comté, « pilote en ce domaine », a vu fusionner ses services de régulation pour en améliorer la « qualité ». A Belfort, il y avait 9 régulateurs en 2015. Si le numéro d'appel, avec la charge de travail supplémentaire, a bien été sur Besançon, les 9 postes de Belfort n'ont pas suivi. Sans dédouaner quiconque de ses responsabilités, lors de drames, régulateurs et médecins en nombre insuffisants voient les heures supplémentaires et les arrêts maladie défilier avec le stress et l'épuisement professionnel que cela induit dans l'erreur ou la faute.

C'est : « une question d'organisation » nous redira la ministre A. Buzyn !

Si la Santé à un coût, il est de plus en plus chèrement payé par ceux qui en ont besoin.





# chroniques du contrôle et de la répression **Big**

## La reconnaissance faciale en Chine mais aussi en France !

Rappelons que la reconnaissance faciale est un procédé biométrique qui sert à vérifier qu'un individu est bien celui qu'il prétend être, en analysant les traits de son visage. Elle est particulièrement développée en Chine, puisque la police s'en sert via des lunettes high tech, mais aussi dans les transports comme le métro, les aéroports et même dans certains restaurants. Depuis le 1er décembre, tous les chinois achetant un nouveau smartphone ou souscrivant à un nouveau forfait téléphonique ont l'obligation de se soumettre à un scan du visage. La généralisation de la reconnaissance faciale est la dernière manifestation de la volonté du parti communiste chinois de savoir toujours plus précisément ce que fait sa population. Elle s'inscrit dans une logique de lutte contre l'anonymat, qui n'est pas récente. Ces dernières années, le pays a pris des mesures successives pour forcer les internautes à s'identifier, que ce soit lors du partage de vidéos ou pour publier un commentaire sur Internet.

Mais ce qui se passe en Chine ne doit pas masquer le fait que la reconnaissance faciale continue à se déployer en France sous la pression combinée du gouvernement, d'élus et d'industriels. Cette technologie est d'ores et

déjà largement déployée en France. Outre les portiques d'authentification par reconnaissance faciale « PARAFE » (pour « passage automatisé rapide des frontières extérieures », présents dans cinq aéroports français, deux gares et au départ d'Eurotunnel pour les bus), le fichier de traitement des antécédents judiciaires (dit « TAJ ») permet depuis 2012 à la police et à la gendarmerie (entre autres) de faire de la reconnaissance faciale à partir de photographies de personnes « mises en cause » lors d'une enquête. D'autres expérimentations ont été réalisées ou sont en cours de réalisation : par la société Aéroports de Paris, pendant plusieurs mois à Orly-Ouest en salles d'embarquement ou dans des zones délimitées dans des terminaux de Roissy-Charles-de-Gaulle et Orly-Sud. À Nice, en 2019, un test a été mené pour la première fois en France sur la voie publique, pendant trois jours lors du Carnaval. L'application d'identité numérique du gouvernement Alicem (voir CA 293 et 295 sous cette rubrique), qui devrait être lancée en janvier 2020, comporte elle aussi un dispositif de reconnaissance faciale. Enfin, si le projet de portiques de reconnaissance faciale prévu dans deux lycées de la Région Sud, à Nice et Marseille est pour l'instant à l'arrêt depuis l'avis négatif de la CNIL, Christian Estrosi et Renaud

Muselier ont déjà affirmé qu'ils reviendraient à la charge.

La multiplicité de ces dispositifs, à titre expérimental ou pérenne, n'empêche pourtant pas nombre d'acteurs publics et d'industriels de considérer que l'on ne va encore pas assez loin, ni assez vite. Le discours est toujours le même, fondé sur le caractère « inéluctable » de la technologie : en raison du cadre juridique actuel, qui serait selon eux trop strict, les industriels français ne pourraient pas expérimenter la reconnaissance faciale aussi facilement qu'ils le voudraient, prenant alors du retard sur leurs concurrents étasuniens ou chinois. Une « loi d'expérimentation » serait alors nécessaire pour faciliter le développement de ces dispositifs et créer une « reconnaissance faciale éthique » à la française.

La reconnaissance faciale est une technologie exceptionnellement invasive, déshumanisante et élaborée à terme pour la surveillance et le contrôle permanente de l'espace public. Il n'existe pas de « reconnaissance faciale éthique » ou d'usage raisonné d'une surveillance biométrique intrinsèquement totalitaire. Seule l'interdiction est envisageable et doit être imposée à l'Etat !

Sources : [numérama.com](http://numérama.com) et surtout la *Quadrature du Net* qui se démène actuellement juridiquement contre cette reconnaissance faciale.

## Colloque « rapprochement jeunes-polices »

La première édition de ce type de colloque s'est tenue le 4 octobre 2019 au Conseil Régional d'Île-de-France. Organisé à l'instigation de Raid Aventure Organisation et de son Président, Bruno Pomart, ancien membre du RAID, cet événement a été conçu en partenariat étroit avec la Région et Patrick Karam, Vice-Président de la Région Île-de-France chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative, avec le soutien de Jean-Michel Fauvergue, patron du RAID de 2013 à 2017 et actuel député de la 8<sup>ème</sup> circonscription de Seine-et-Marne.

L'idée d'un tel événement est née de la volonté de créer un espace de réflexion à long terme, où imaginer des solutions d'avenir pour un rapprochement entre jeunes et police. Il s'agit ni plus ni moins d'enrayer le malaise entre la jeunesse française et les forces de l'ordre !

D'après ses organisateurs, ce 1<sup>er</sup> colloque aurait constitué un véritable succès rassemblant une soixantaine de jeunes suivis par la Fondation des Apprentis d'Auteuil, une trentaine d'associations, et

une centaine de responsables institutionnels (élus de collectivités, ministère de l'Intérieur, délégués du préfet et sous-préfets) touchés par le sujet. Trois tables rondes y ont été organisées :

- Les forces de l'ordre dans les quartiers sensibles : un profond malaise
- La police vue par la jeunesse : stéréotypes et amalgames réciproques
- Politique de la Ville : 40 ans après, quels résultats ?

Rappelons ici ce qu'est la fondation des apprentis d'Auteuil. C'est une fondation catholique reconnue d'utilité publique, une œuvre sociale qui se consacre à l'accueil, la formation et l'aide à l'insertion de jeunes en difficulté sociale. Cette fondation est sous tutelle du ministère de l'Intérieur, de l'archevêché de Paris et de la congrégation du Saint-Esprit. Elle est constituée en France (mais existe aussi à l'étranger) de 200 établissements accueillant plus de 31 000 jeunes et familles !

Source : [raid-aventure.org](http://raid-aventure.org)

## Savoir-faire : La France va former la police chilienne

Après avoir connu un mois de soulèvement populaire, le gouvernement chilien a annoncé la collaboration de professionnels du maintien de l'ordre étrangers pour guider la répression chilienne. Qui sont les pays participants ? L'Angleterre, l'Espagne et... la France ! Il s'agit pour le pouvoir chilien de réprimer mieux et plus efficacement les mouvements sociaux, avec l'aide de spécialistes occidentaux. Des réunions de formation seraient programmées pour « échanger » sur les expériences

respectives et analyser les tactiques de maintien de l'ordre. Il faut dire qu'avec l'écrasement du mouvement des Gilets Jaunes et l'expérience de la France en matière de répression violente des mobilisations, les experts français sont bien placés pour donner des conseils. Les images de manifestants éborgnés dans nos rues rappellent celles des mutilés du Chili, pays dans lequel le fait de se cacher un œil est devenu un signe de protestation. La répression en Catalogne par la police espagnole est aussi une la marque d'une « expérience » certaine !

La coopération entre la France et le

Chili en matière de répression n'est malheureusement pas nouvelle. Lorsque le général Pinochet installe sa dictature dans ce pays en 1973, des militaires français partent enseigner les techniques de « contre insurrection » utilisées lors de la Guerre d'Algérie aux autorités latino-américaines. La France aide aussi la célèbre DINA : la police politique de la dictature chilienne, qui pratique la torture et les enlèvements de masse. La collaboration qui s'annonce est donc un rappel douloureux de l'histoire.

Source (en espagnol) : [elmostrador.cl/dia/](http://elmostrador.cl/dia/) 2019/11/24.

Big Brother







## chroniques du contrôle et de la répression **Big**

### Siphonnage des données stockées sur n'importe quel terminal mobile

La mallette spéciale de l'entreprise Cellebrite, muni du logiciel UFED-InField, est un système capable d'aspirer et de traiter toutes les données d'un téléphone portable en moins de dix minutes. Actuellement, en France, les téléphones saisis doivent être envoyés dans un des 35 centres spécialisés de la police technique et scientifique, qui sont souvent embouteillés. Avec ce système, qui sera installé dans les commissariats de premier niveau, il suffira de brancher le téléphone et toutes les données seront extraites pendant la garde à vue : SMS, photos géolocalisées... Le système est en cours de déploiement dans le nord de la France. L'an prochain, cent nouveaux systèmes seront installés en Île-de-France et dans le Sud. En tout, cinq cents systèmes doivent être installés d'ici 2024, pour un coût de quatre millions d'euros. Il a déjà été testé lors du G7, pour traiter les téléphones des personnes gardées à vue, avec des résultats jugés "très positifs"...

La société Cellebrite d'origine israélienne se targue de pouvoir siphonner plus de 11 500 terminaux mobiles différents : smartphones mais aussi tablettes et GPS.

Il y a néanmoins un hic : cette extraction ne fonctionne que si le téléphone est déverrouillé. Ce qui suppose donc que le propriétaire donne son mot de passe ou que l'enquêteur fasse appel à un professionnel du hacking. Rappelons encore et toujours qu'une personne placée en garde à vue qui refuse de révéler le code de déverrouillage de son téléphone portable n'a pas à être poursuivie devant la justice. La cour d'appel de Paris, dans un arrêt rendu le 16 avril 2019, l'a rappelé !

Sources : 01net.net et scoursrouge.org

### Embrigadement de la jeunesse

Le vendredi 22 novembre, 25 policiers venus des commissariats de Saint-Brieuc et Lannion et 15 de leurs collègues de Rennes ont une journée de formation à Plougrafan (Côtes d'Armor). Casqués, ils portent la tenue du maintien de l'ordre : boucliers, jambières, matraques, fusils lance-grenades...

« C'est un entraînement interzone comme il y en a désormais depuis le mouvement des Gilets jaunes, il y a un an, précise le brigadier-chef Stéphane, du commissariat de Saint-Brieuc. L'objectif est de professionnaliser les fonctionnaires dans ce type d'interventions qu'ils sont appelés à faire, et d'apprendre à exercer ensemble. » Dans les rangs, on rencontre aussi des policiers de la BAC que de l'escorte et du transfèrement judiciaire. « Les professionnels du maintien

de l'ordre sont les CRS, mais dans les commissariats, nous en faisons de plus en plus », poursuit le brigadier-chef Stéphane.

Avec eux, 18 adolescents, garçons et filles, dont la plupart arborent un sweat-shirt à capuche. Ce sont des élèves en bac pro métiers de la sécurité, au lycée Rosa-Parks de Rostrenen (Côte d'Armor-22), qui vont jouer le rôle des manifestants. « Le mois dernier, nous avons fait la même chose en zone gendarmerie, note le professeur principal, Jean-Baptiste Le Picard. Nous sommes de plus en plus sollicités... »

Dans l'après-midi, cela se poursuivra avec les pompiers, sur la thématique des violences urbaines. Le scénario : des jeunes incendient un scooter puis agressent les pompiers venus éteindre le feu, sous protection des policiers.

Source : ouestfrance.fr

### Les mutilations par des lanceurs LBD 40 seront 100% « Made in France »

Le 26 décembre 2018 le ministère de l'intérieur avait décidé de lancer un appel d'offre pour l'acquisition de nouveaux lanceurs de balles de gomme. Cette demande concernait 180 lanceurs 6 coups, 270 lanceurs 4 coups et 1280 lanceurs mono-coups (type LBD 40).

Le 19 novembre 2019, soit près d'un an plus tard, l'avis d'attribution de ce marché a été rendu public par le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics sous l'intitulé succinct "LBD\_40".

Aucun contrat n'a été signé dans le cadre de cet appel d'offre pour l'attribution de lanceurs 4 coups. Mais pour les 6 coups, la firme américaine CTS ne remporte pas le contrat pour la fourniture de ses lanceurs multicoups Penn Arms que pourtant les CRS expérimentaient depuis 2016 avec les grenades lacrymogènes de 40 mm des fabricants français Alsetex et

Nobel Sécurité. Finalement, le contrat pour ces fusils multicoups (qui tire 6 cartouches en 4 secondes) est attribué au distributeur d'armes RIVOLIER alors que cette entreprise ne produit plus ses propres armes, mais se contente de distribuer celles d'autres fabricants. Dans cette catégorie d'armes, Rivolier distribue la panoplie des Flash Ball de Verney Carron, le plus grand et le plus ancien fabricant d'armes de chasse français de St Etienne.

Ce contrat est signé pour une valeur de 727 450 euros TTC, soit environ 4000 euros l'arme et son équipement associé.

Enfin, 1280 nouveaux lanceurs de balles de défense monocoup de type LBD 40 seront vendus au ministère de l'Intérieur par l'entreprise française ALSETEX, qui fournit déjà les nouvelles balles de LBD depuis 2016, des grenades de désencerclement et les grenades lacrymogènes instantanées (assourdissantes) GLI F4, les lanceurs de grenades de 56 mm Cougar, des grenades lacrymogènes

de 40 et 56 mm...

Ce contrat est signé pour une valeur de 1 638 400 euros TTC, soit environ 1280 euros l'arme et son équipement associé. Le modèle concerné pourrait être le Cougar MS de 40 mm, seul lanceur connu fabriqué par Alsetex, qui semble avoir une portée de... 400 mètres !

L'entreprise suisse Brüger & Thomet vient de perdre son contrat avec la France pour la vente de nouveaux LBD 40, ce qui n'empêchera évidemment pas les forces de l'ordre d'utiliser les milliers en dotations pendant encore de longues années... Mais bientôt, les tirs seront made in France. Il y a plusieurs mois, une polémique avait eu lieu en Suisse autour de la fourniture de ces armes à la France. Un député suisse avait même proposé d'empêcher de vendre ces lanceurs au gouvernement Macron. Est-ce la raison de ce choix 100% français avec un fabricant ALSETEX très lié au ministère de l'intérieur ?

Source : desarmons.net

# Big Brother



(Quatrième et dernière partie)



Manifestation contre le viol en Inde, décembre 2019.

# L'oppression féminine n'est pas une donnée culturelle

**Scénario connu : des adversaires d'une communauté rejettent sa culture en affirmant que la soumission exigée des femmes est inhérente à elle, et des défenseurs de cette communauté revendiquent cette soumission comme faisant partie de leur culture. Les deux camps se rejoignent donc en raisonnant à partir de l'idée que les cultures forment des ensembles homogènes et immuables. Or, dans une perspective émancipatrice, elles ne sont ni à accepter globalement ni à considérer comme intouchables.**

En France, on le sait, le « débat » médiatique récurrent sur culture et condition féminine concerne le plus souvent les personnes venues des anciennes colonies du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne ou leur descendance, et il répond à divers objectifs – notamment la volonté d'établir une hiérarchie entre les cultures pour valoriser, volontairement ou non, celle de la « civilisation occidentale ». Sous prétexte de lutter contre le terrorisme, les gouvernements de droite et de gauche stigmatisent en effet depuis une quinzaine d'années, à des fins électorales (pour ratisser jusqu'à l'extrême droite), cette partie de la population, musulmane ou supposée l'être. Après plusieurs « affaires » du voile islamique, le Président Chirac a fait voter en 2004 la loi interdisant les « signes religieux » (surtout musulmans, les croix catholiques étant invisibilisées par leur estampillage « tradition française ») dans les écoles publiques. Sarkozy, qui lui a succédé en 2007, a multiplié les déclarations du type : « On a quand même un problème d'intégration des musulmans qui pose la question de l'islam en Europe », tout en encensant la civilisation occidentale et en valorisant l'histoire coloniale française. En 2015, le Premier ministre Valls a parlé d'une « guerre de civilisation » contre l'islam...

L'amalgame très grossier opéré par gouvernants et médias entre «Arabes<sup>(1)</sup>» et « musulmans », dans le dessein de désigner un bouc émissaire à la vindicte populaire, a été dénoncé pour le racisme qu'il recelait (le terme d'islamophobie, introduit dans le Petit

Robert de 2005, traduit cette « hostilité envers l'islam, les musulmans »). Et, de même, la politique coercitive qui frappe en premier lieu les « jeunes des cités/banlieues/quartiers » issu-e-s de l'immigration. Ou encore l'emprise persistante de l'Etat français sur la France et les visées néocoloniales sous-tendant ses interventions militaires au Mali et ailleurs.

Aujourd'hui encore, les polémiques font rage dès que l'actualité met sur le devant de la scène une femme voilée accompagnant une sortie scolaire, ou en burkini sur la plage – en particulier dans la gauche, l'extrême gauche et chez les féministes. Une partie de ces courants s'insurge contre des images dégradantes pour les femmes ou contre l'intrusion de signes religieux dans un espace public réputé laïc, en pointant des dérives « communautaristes », tandis qu'une autre partie se refuse à user de tels arguments et à critiquer l'islam pour ne pas faire le jeu des racistes, ou du gouvernement.

De plus, des militant-e-s adoptent le discours d'universitaires spécialisé-e-s dans les questions de minorités et de « race » pour se focaliser sur la discrimination que subissent les « racisé-e-s<sup>(2)</sup> ». L'importance accordée par les Lumières à l'individu les conduit (à l'instar d'une Houria Bouteldja, porte-parole du Parti des indigènes de la République) à lui opposer le groupe ou la famille en tant qu'éléments prédominants dans le reste du monde. Dans la même veine, ils et elles voient le féminisme comme un produit ethnocentrique et impérialiste de « Blanches appartenant aux classes moyennes » et défendant, à travers un

prétendu universalisme, leurs privilèges et les intérêts de l'Occident. Pourtant, en Occident non plus l'individu ne valait pas grand-chose il y a quelques siècles, dès lors que sa famille avait du bien : pour transmettre celui-ci, conclure des alliances ou entretenir des rapports de bon voisinage, on mariait les filles sans leur demander leur avis ; quant aux garçons qui n'étaient pas l'aîné d'une fratrie, ils avaient pour seuls choix de partir défricher d'autre terres, d'entrer dans la prêtrise ou de s'engager dans un corps militaire...

## Quelques positions de principe concernant l'individu et la culture

1/ *L'identité culturelle de chaque personne est un bien précieux à défendre car elle fait sa richesse. Sans elle, les sociétés ne seraient pas composées d'êtres humains, mais de clones. Voilà pourquoi, contre l'uniformisation recherchée par l'américan way of life par exemple, il faut se battre pour maintenir une variété culturelle sur Terre.*

Car les cultures peuvent aussi être des instruments de domination : l'Etat français s'est ainsi constitué peu à peu, et a étendu son influence dans le monde, en imposant la langue et les mœurs d'un territoire bien plus réduit que l'« hexagone » actuel à la fois aux peuples corse, breton ou basque et aux peuples de ses colonies, quand il n'en venait pas à bout par les armes. Et, de nos jours, c'est en réaction aux attaques répétées de ce même Etat contre la culture de leur famille, ou par provocation face à la « norme culturelle fran-

1. Un mot totalement inapproprié : non seulement tou-te-s les « Arabes » ne sont pas musulman-e-s, mais tou-te-s les musulman-e-s ne sont pas « arabes ».  
2. En sociologie, ce sont les personnes susceptibles d'être assignées à une catégorie raciale, c'est-à-dire perçues comme appartenant à un groupe altérisé, distinct du groupe majoritaire. Mais, dans sa nouvelle acception, le mot ne renvoie plus au processus de racisation, il réduit la personne qui en fait l'objet à une identité fixe : on ne se fait pas raciser, on est un-e racisé-e.





## DOSSIER : Où va le féminisme ?

caise », que des jeunes issu-e-s de l'immigration et n'ayant pas reçu d'éducation religieuse en viennent à afficher des signes d'appartenance à l'islam.

2/ *Tout être humain a le droit de disposer de son corps, et donc de se vêtir à sa guise.* Il est, certes, difficile voire impossible de savoir si, en mettant un voile ou un burkini, une femme ne se conforme pas seulement au désir de son mari ou de ses parents. Mais il n'empêche : on doit lui laisser le bénéfice du doute, et non décider à sa place de ce qui serait le mieux pour elle parce qu'on la tient pour une victime incapable de se déterminer – aujourd'hui comme hier, c'est aux femmes de se libérer, non à d'autres de « s'en charger ».

3/ *La soumission à quelque divinité que ce soit demeure contraire à l'émancipation humaine, et les religions sont autant d'idéologies véhiculant une vision rétrograde des femmes.* Ainsi, dans ce catholicisme qui imprègne toujours la « culture française », les rapports sexuels continuent d'avoir pour seule finalité la procréation (et la mère de Jésus est pure... parce qu'elle est restée vierge tout en accouchant). La misogynie du Vatican comme sa fonction d'actif propagandiste du patriarcat ne sont plus à démontrer : c'est par Eve que le péché est arrivé sur le monde, et les femmes en sont punies par les douleurs de l'enfantement ; ces « créatures » que souillent leurs menstruations doivent être placées par le mariage sous le contrôle des hommes (ou de Dieu dans les couvents), et leur époux a le droit de les battre « raisonnablement », etc. La religion catholique ne se démarque donc guère de l'islam, question préjugés haineux envers les femmes – de même que le foulard catholique des innombrables « Vierges à l'enfant » ne se distingue pas d'un *hidjab*.

Cette fonction idéologique et coercitive de toutes les religions incite à refuser de se placer sur le terrain de l'« anti-islamophobie ». Quoique l'islam soit dans le collimateur du gouvernement <sup>(3)</sup>, et bien moins en position de

force que ne l'a été le catholicisme en France avant la loi de 1905 sur la laïcité, il n'y a pas lieu de le ménager, voire de l'« excuser » – plus que n'importe quelle autre religion – pour le peu de cas qu'il fait des femmes. Pareil choix reviendrait à justifier et pérenniser de fait l'oppression féminine. En revanche, il faut bien évidemment détricoter la propagande étatique contre les personnes ostracisé-e-s et criminalisé-e-s du fait de leur croyance, quelle qu'elle soit, et se solidariser avec elles.

### **Toutes les cultures ont des aspects critiquables... et ce sont en général les mêmes !**

La critique des religions incite également à contester l'existence de cultures « progressistes » et de cultures « conservatrices » qui est souvent affirmée... pour nous vanter les mérites de l'Occident.

Les cultures sont composées de multiples éléments (langue, histoire, us et coutumes, etc.) caractéristiques d'un groupe social, mais ces éléments sont loin de former un tout cohérent et qu'il s'agirait de garder globalement en l'état – une tentation qu'ont facilement les opprimé-e-s quand leur culture est mise à mal par celle des dominant-e-s. Chaque culture a des aspects réactionnaires – en particulier par rapport aux femmes et à l'Autre – et des aspects émancipateurs.

Pareil constat débouche sur trois idées :

- *Il y a mieux à promouvoir, dans les cultures menacées de normalisation, que la religion ou certains de ses signes – même si ces signes sont plus visibles que d'autres et si cette religion est plus attaquée que d'autres.*

- *Les cultures ne vivent que si elles sont libres d'évoluer.* De ce fait, en cherchant à imposer un retour à leurs sources (sous prétexte d'authenticité et face à une menace extérieure) et en voulant les figer dans le passé, on les tue. Il faut donc chercher plutôt à ce que les cultures ne se referment pas sur elles-mêmes et continuent au

contraire de s'enrichir par des apports extérieurs.

- *La tâche d'appuyer sur les aspects émancipateurs d'une culture et d'en écarter les aspects réactionnaires revient aux personnes qui la partagent, et à nul autre.* Personne n'a à intervenir à la place des Africaines à propos de l'excision, par exemple : c'est à elles de la combattre si elles le veulent ; on peut les soutenir, mais pas se substituer à elles en leur enjoignant de se révolter et en leur servant pour modèle une autre culture.

En conclusion, l'universalisme est à critiquer fortement puisqu'il a coexisté avec l'exclusion, la domination et le colonialisme – l'Histoire le prouve –, et l'Occident n'a à l'évidence aucune leçon à donner aux autres parties du monde sur ses bases. Mais les luttes contre l'esclavagisme et contre l'oppression des femmes aussi bien que la lutte des classes ont découlé de cet universalisme – c'est en se référant à lui, pour en prendre le contre-pied ou non, que les peuples réduits en esclavage ou colonisés, les femmes ou le prolétariat se sont dressés et ont revendiqué leur libération ou la fin de leur exploitation.

Qui plus est, est-ce que l'égalité ou la dignité humaine sont seulement des valeurs occidentales, héritées des Lumières ? Ne serait-ce pas plutôt des valeurs universelles, et à défendre en tant que telles ?

Le combat contre l'oppression patriarcale n'est pas plus « une affaire de féministes occidentales » que la lutte contre l'exploitation capitaliste n'est celle de la classe ouvrière occidentale. Enfin, estimer qu'aucun projet émancipateur pour l'humanité ne peut naître en Occident revient à signer la mort de l'internationalisme...

En ce qui concerne la domination patriarcale, rappelons que, bien avant les mouvements de femmes apparus au cours des années 1970 dans de nombreux pays, il a existé de par le monde des femmes de toutes les cultures qui refusaient le rôle social attendu d'elles. Leur rébellion, qu'elles ont fréquemment payée cher – enfermées, lobotomisées, battues, lapidées, etc. –, n'était pas le produit de l'individualisme décollant des Lumières. Et nombre de femmes qui se révoltent contre leur sort, aujourd'hui encore, ne s'étiquent sans doute pas féministes et ignorent même le sens de ce qualificatif ; confrontées à un collectif oppressant, elles ont en revanche envie de se libérer de leurs entraves, comme dit la chanson, et c'est juste sacrément bien !

**Vanina**

3. Ou qu'elle paraisse l'être, car le gouvernement français s'appuie sur des représentants de l'islam pour assurer un contrôle social dans les « banlieues ».

Religieuses à Ostie, 2016.







## Pas de libération des femmes sans révolution sociale !



1. De même, dans la vie courante, une solidarité féministe s'organise pour maîtriser les « tâches d'homme » (et, pour capter cette nouvelle clientèle, les boutiques de bricolage en ligne multiplient les vidéos explicatives).

2. Selon un tract diffusé le 29 novembre par l'intersyndicale du Monde, par exemple, « l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est passé depuis 2016 de 9 % à 3 % chez les journalistes » de ce quotidien.

3. D'après l'Insee, en 2015 les femmes consacraient 2,5 fois plus de temps que les hommes aux tâches domestiques. Micro-ondes et machines à laver la vaisselle ne garantissent donc pas un partage équitable.

4. Elles s'investissent aussi dans les conflits sociaux avec une détermination et une opiniâtreté souvent remarquables – que l'on nous vend comme découlant de leur « instinct maternel » : elles font ça pour leurs enfants... même quand elles n'en ont pas.

Dans le bouillonnant après-68, le slogan « Pas de révolution sociale sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans révolution sociale » visait surtout à souligner qu'en finir avec le capitalisme ne libérerait pas « automatiquement » les femmes. Aujourd'hui où la révolution paraît à beaucoup synonyme d'utopie, c'est plutôt sur la seconde partie de ce slogan qu'il faut insister : l'oppression féminine ne disparaîtra pas sans un renversement de l'ordre capitaliste.

### *S'agit-il, pour « les femmes », d'être calife à la place du calife ?*

Depuis les énormes réactions féminines apparues sur internet, en 2017, contre le harcèlement dans les entreprises et les lieux publics, médias et gouvernants font chorus pour condamner les comportements sexistes ou les violences faites aux femmes. De leur côté, nombre de féministes aux idées libérales ou progressistes veulent gagner les sphères supérieures de la société pour avoir la même part de gâteau que les hommes appartenant à ces sphères. Leur objectif, c'est l'empowerment, en premier lieu pour ce qui concerne leur propre ascension sociale. Au grand jeu de l'individualisme et de l'intégration, des femmes vont l'emporter, mais il restera une majorité de perdantes – l'appartenance sociale établissant la frontière entre les deux.

*Les questions de genre sont de nos jours en France (avec l'écologie) l'un des thèmes favoris des « élites » (politiques, universitaires, journalistes) et des milieux militants (de gauche, d'extrême gauche, libertaires, « radicaux » et bien sûr féministes). Pareille convergence n'a cependant rien de très réjouissant puisque, en l'absence d'une contestation conséquente de l'ordre établi, elle débouche avant tout sur l'insertion de femmes dans la hiérarchie sociale.*

Présenter par secteurs économiques l'écart de rémunération entre les sexes, comme l'a fait la secrétaire d'Etat (chargée de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la lutte contre les discriminations) Marlène Schiappa en 2015, n'a aucun sens. Ce n'est pas les 39,5 % de cet écart dans le milieu de la finance et des assurances et son 1,5 % dans la construction que l'on doit retenir, mais évidemment son importance dans l'encadrement des entreprises et sa quasi-inexistence dans les postes à bas salaires.

Le terme de « carrière » est révélateur de la classe à laquelle appartient, ou que visent, les personnes qui l'emploient. En effet, il indique qu'on s'investit dans son travail et qu'on en attend une reconnaissance sociale. Tandis que les classes populaires voient avant tout le « boulot » comme un moyen de survie alimentaire (en essayant quand même de faire le plus plaisant), dans la bourgeoisie marchande et intellectuelle on cherche la « réussite », ce signe qu'on a atteint le plus haut niveau professionnel possible. Bref, une femme fait carrière quand elle est universitaire, cheffe d'entreprise ou ingénieure – pas serveuse, ouvrière ou caissière.

De nos jours, la taille du cerveau féminin ne fait plus débattre doctement les scientifiques sur l'intelligence du « sexe faible », et les statistiques officielles donnent les femmes pour plus diplômées en moyenne que les hommes. Guère désireuses de rester cantonnées aux « emplois féminins » si révélateurs de la domination patriarcale, elles investissent peu à peu les secteurs réputés masculins, ainsi que la hiérarchie des entreprises et des

institutions <sup>(1)</sup>, en dépit de tous les barrages mis en travers de leur chemin (avis parental, services d'orientation professionnelle, misogynie fréquente des employeurs, etc.). Quand elles le peuvent, elles fuient en particulier les « services à la personne » vantés comme une abondante source d'embauche pour le futur. Elles savent cette version salariale du travail domestique dévalorisée à la fois parce qu'elle est pour l'essentiel manuelle et parce qu'elle est tenue pour une occupation féminine « naturelle ». Les emplois de services aux pires conditions de travail et de rémunération sont le lot des femmes immigrées ou issues de l'immigration, on le sait...

Si on veut raisonner en termes de compétition entre les sexes, on peut donc estimer que les hommes ont du souci à se faire <sup>(2)</sup>, mais pas tant en raison de quotas ou d'une parité s'exerçant à leur détriment que par un effet boomerang du rôle social imposé aux femmes. Aucun « grand homme », ou même petit, ne serait là où il est sans sa « précieuse » secrétaire ou assistante – maire, député, chirurgien, PDG de multinationale ou artisan, tous sont perdus en son absence, devant les innombrables et incontournables tâches matérielles et organisationnelles liées à leur fonction ou métier. Et comment les femmes ne sauraient-elles pas, dans leur grande majorité, jongler avec ce genre de « détails » ? N'ont-elles pas été conditionnées à être, dès leur enfance, à la fois fées du logis <sup>(3)</sup> et subalternes efficaces à l'extérieur ? Elles ont appris à concilier les deux, et la gymnastique que leur impose cette double journée est un excellent exercice pour « performer » en constance, persévérance et élasticité <sup>(4)</sup>.



C'est la fameuse « charge mentale » mise en BD par Emma, et consistant à devoir constamment gérer dans sa tête la sphère privée en plus du travail salarié. Dès lors, à connaissances ou savoir-faire équivalent, « les femmes » ont des chances de l'emporter sur « les hommes ».

Néanmoins, l'origine sociale des cadres supérieures leur a souvent épargné de passer la serpillière dans leur jeunesse, des domestiques sont là pour s'occuper de leur ménage et de leurs enfants... et elles aussi ont leur « précieuse » secrétaire ou assistante. Ce constat conduit à se demander s'il vaut mieux être dirigé-e par une femme que par un homme. On le voit partout dans le monde, les dames (de fer ou non) qui accèdent aux plus hautes fonctions politiques et économiques participent sans état d'âme à l'exploitation capitaliste et la confortent par leur présence, tout comme la domination patriarcale. Car, dans le même temps où le discours dominant nous vante « gagnantes » et « gagnants » pour leur « prise de risques », il tente de dissuader les citoyen-ne-s lambda de sortir des clous pour chercher à s'autonomiser. Dans cette société hypersécuritaire, c'est vers l'Etat, sa justice ou sa police que ceux et celles-là doivent se tourner afin d'obtenir leur prise en charge quand elles sont victimes d'accident ou de traumatisme (mais pas d'abus de pouvoir) – par exemple, un « meilleur accueil » dans les commissariats pour les femmes violées ou battues...

### Porter une jupe ne fait pas une femme

Dans la troisième partie de ce dossier, on a tenté de mettre en relief les effets des théories postmodernes sur le degré de conflictualité sociale. La présentation de la réalité comme étant une multitude de formes de pouvoir<sup>(5)</sup> et le rejet de toute vision globale de l'Histoire et de toute analyse générale, au prétexte qu'elles conduiraient fatalement à un nouveau totalitarisme, ont renforcé la propagande « libérale » assurant que le monde est devenu trop complexe pour que sa marche puisse être modifiée. L'introduction du postmodernisme dans le champ social a ainsi contribué à ôter l'envie de se battre pour un réel changement de société. Elle a produit, dans certains milieux militants ou marginaux, une multitude de pratiques individuelles déconnectées des conflits de classe, privilégiant l'émo-

tion et le ressenti plutôt que l'analyse rationnelle. Une interprétation « queer » du genre s'est répandue : ce ne serait pas, comme on le pensait jusqu'à récemment, un rôle social imposé aux femmes et sur lequel s'établit une hiérarchie au profit des hommes, mais une forme d'identité, un simple rôle que l'on pourrait choisir librement et subvertir. Pourtant, la vie quotidienne dans un pays comme la Birmanie, où la jupe est un élément des costumes traditionnels à la fois féminin et masculin (seule la couleur de ses carreaux différenciant les sexes), permet de dire qu'en porter une avec une barbe ou des moustaches ne trouble en rien l'organisation patriarcale.

Au bout du compte, on comprend sans mal combien les théories postmodernes servent les gouvernants : non seulement elles cadrent avec le libéralisme politique et économique (car elles critiquent l'universalisme, pas la mondialisation d'un système qui procure chaussure à n'importe quel pied dès l'instant où on la paie), mais elles incitent les classes populaires à abandonner tout espoir de changement social.

### Débusquons partout l'idéologie dominante

Si le féminisme en est là en France, c'est pour partie parce que les institutions patriarcales, secouées par Mai 68 et les mobilisations suivantes, ont vite retrouvé leur position hégémonique. Mais aussi parce que la critique de l'« intelligentsia de gauche » par les

« nouveaux philosophes » et autres bouffons médiatiques a fait des universitaires une nouvelle avant-garde intellectuelle, qui s'est entre autres emparée du genre et a aidé les gouvernements successifs à recycler les revendications féministes vers du tolérable pour eux (voir le 1<sup>er</sup> encadré).

Rien d'étonnant à ce que ces maîtres à penser défendent leurs privilèges et l'ordre établi ; en revanche, que l'Université serve aujourd'hui de référence jusque dans les rangs de l'extrême gauche et des libertaires devrait questionner. Certes, l'origine souvent petite-bourgeoise des militantes les pousse plus sur les bancs de la fac, sinon des grandes écoles, que sur ceux d'un lycée professionnel agricole (et moins encore en apprentissage dans une boucherie ou sur une chaîne à l'usine), ce qui les rend perméables aux discours de « spécialistes » proclamant par exemple la disparition du prolétariat. Naguère, l'acquisition des valeurs et références du mouvement ouvrier et la conscience de classe aidaient à rejeter les discours conformistes et les contre-vérités assénées par l'idéologie dominante. Mais, l'air du temps jouant, pas mal de militant-e-s ont enterré la lutte des classes et délaissé l'action sur le terrain social au profit d'initiatives contre-culturelles style « mode de vie » ou d'espaces culturels libertaires, avec en conséquence leur éloignement croissant des classes populaires.

Dans ce contexte, la solidarité de l'extrême gauche et des libertaires envers le mouvement des gilets jaunes

5. Il y a là un dérivé de deux idées courantes dans les années 1970 : que « le privé est politique » et que les relations de pouvoir sont partout, les institutions imposant des règles et les rapports sociaux diffusant des normes.

### ENCADRE 1

#### Les limites du militantisme intellectuel

Dans un article intitulé « Réflexions sur "la gauche identitaire" » et mis sur son blog fin 2018, Gérard Noiriel pointe à juste titre ces « universitaires critiques » qui interviennent dans l'espace public au nom de leur compétence savante pour y « débattre » à partir d'entités collectives (minorités, gauche, droite, classe ouvrière, etc.), parce que l'expression de leurs désaccords prend la forme d'une dénonciation politique de l'adversaire qui répond aux attentes des médias. Il considère aussi le concept d'« intersectionnalité », censé « penser l'articulation du sexe, de la race et de la classe », comme « une régression par rapport aux principes fondateurs de la sociologie » : il s'agit pour celle-ci de « déconstruire les entités collectives qui peuplent la scène publique afin de retrouver les individus et les liens qu'ils tissent entre eux », et non de construire un raisonnement sur la base de ces entités.

Combiner celles de sexe, race et classe pour rendre compte de la complexité des réalités sociales ne suffit pas, estime Noiriel. «Lorsqu'on s'intéresse aux individus et non aux entités réifiées, on voit tout de suite que les classes et les minorités ne forment pas des blocs séparés, car la majorité des personnes qui font partie des minorités appartiennent aussi aux classes populaires. La conclusion que l'on peut tirer de ces constats, c'est que les individus de milieux populaires qui sont issus des minorités subissent les discriminations les plus fortes car ils cumulent les formes de rejet liées à leur classe et à leur origine. Elargir la définition des discriminations pour y inclure le critère de classe serait beaucoup plus efficace que les leçons de morale pour créer de la solidarité entre les différentes catégories d'exclus. (...) La classe sociale est un facteur plus déterminant que le genre ou l'origine pour comprendre le fonctionnement de nos sociétés. »

## DOSSIER : Où va le féminisme ?

6. La « révolte des banlieues » de 2005 avait déjà suscité de fortes réticences du côté de l'extrême gauche et des libertaires ; les militant-e-s de ces courants ont à l'inverse fortement soutenu l'année suivante une jeunesse plus proche d'eux, avec le mouvement anti-CPE.

n'a pas été spontanée, et elle s'est plutôt effectuée sur les modes de démocratie directe qu'il pratiquait (notamment les assemblées des assemblées) que sur ses revendications<sup>(6)</sup>. Cependant, comme les gilets jaunes ont remis sur le devant de la scène cette fameuse conscience de classe, on peut espérer que leur mobilisation aura quelques répercussions intéressantes pour la conflictualité sociale à venir...

Dans l'après-68, l'Eglise catholique avait également été contestée par une bonne partie de la société pour sa ligne réactionnaire en matière de contraception, d'avortement ou d'homosexualité ; et, récemment, les multiples scandales liés à la pédophilie de son clergé lui ont fait perdre de sa superbe en s'étalant enfin au grand jour. On n'en assiste pas moins à un retour du religieux, avec le postmodernisme qui soumet l'homme à une fatalité inscrite dans l'Histoire (en le « condamnant » au capitalisme) ; ou encore avec l'écoféminisme qui prône d'honorer des déesses pour contrebalancer l'image des dieux. C'est pourquoi il n'est pas inutile de rappeler, y compris dans les cercles militants, que les religions, mais aussi tout ce qui fait peu ou prou appel à une transcendance, sont incompatibles avec l'émanicipation humaine.

Enfin, on constate que la science et la médecine ont acquis une place prépondérante dans les esprits. Voici cinquante ans, l'ordre des médecins était dénoncé par les femmes en mouvement pour ses positions réactionnaires, sa profonde misogynie et son mépris de classe. Elles revendiquaient le droit à disposer de leur corps par l'accès à la contraception et à l'avortement, mais cela ne les empêchait pas de s'insurger contre les substances chimiques qu'elles ingurgitaient avec la pilule ou de pointer le business lucratif représenté par cette dernière pour les laboratoires pharmaceutiques. A présent, le moindre questionnement concernant le pouvoir des médecins sur le corps des femmes et la moindre objection concernant la marchandisation de ce corps devraient, selon certains partisan-e-s de la PMA et de la GPA, être interdits pour ne pas faire le jeu de leurs opposant-e-s. Quant à la science, elle est encensée sans le moindre recul par rapport aux « vérités » qu'elle établit, même si elle se contredit périodiquement – encore une victoire de la pensée constructiviste si « moderne ».



### *A la base du patriarcat, l'appropriation des femmes*

Dans la décennie 1970, la « révolution sexuelle » a été rêvée comme un moyen de chambouler l'ordre patriarcal : en gageant qu'il y avait en chaque être humain une part de masculin et une part de féminin, on ouvrait les portes à toutes les sexualités ; en contestant la possessivité dans les couples, on s'attaquait plus largement à toutes les structures de pouvoir. L'obéissance aux normes sexuelles et aux rôles sociaux imposés a longuement été débattue au sein du MLF, de milieux libertaires et de communautés, mais aussi dans beaucoup de couples jusque-là « classiques ». Mais tout cela n'a malheureusement pas suffi : tandis que le système s'accommodait maintenant sans peine des revendications féministes exprimées, l'hétérosexualité demeure la règle, et les rapports entre les sexes continuent d'être basés sur l'appropriation du corps de l'Autre et sur un acte de mariage (ou de PACS, depuis sa création en 1999), donc sur la propriété privée – avec sans doute pour conséquence, dans les couples hétéros, une bonne part des 117 féminicides enregistrés du 1<sup>er</sup> janvier au 23 novembre 2019.

Quoique le mariage impose la fidélité aux deux époux, le message semble toujours adressé en priorité aux femmes ; mais les femmes, qui d'après les études demandent plus le divorce que les hommes, motivent fréquemment leur démarche par la découverte d'un adultère.

Avec la forte extension du concubi-

nage et du PACS, on remarque que l'exigence de fidélité n'est pas conditionnée à un contrat de mariage, et pas davantage à l'hétérosexualité. En dépit d'une liberté sexuelle facilement claironnée, cette fidélité érigée en principe persiste. Et elle sert aussi largement au maintien de l'ordre. C'est bien pourquoi le PS au pouvoir a fait voter en 2013 « le mariage pour tous » que réclamait une partie de la clientèle électorale homosexuelle ; la légalisation du couple homo a ainsi contribué au renforcement du contrôle social.

La norme hétérosexuelle reste bien sûr à combattre. Néanmoins, sa disparition ne « garantirait » pas une libération sexuelle, non seulement en raison des multiples barrages dressés par les institutions patriarcales pour brider l'aspiration à la libre disposition des corps selon les classes, les sexes, les âges, mais également parce que chacun-e a dans le crâne des valeurs asseignées depuis la naissance par tous les canaux de la société et qui forment son socle idéologique. Jouent donc également des blocages d'ordre psychologique qui, en suscitant frustrations, aliénation, manque de confiance en soi et en sa propre valeur conduisent à s'enfermer dans des relations exclusives – ou en général plutôt à vouloir y enfermer l'Autre, par besoin de sécurité. Les crises qui surgissent fréquemment dans un couple autour des actes sexuels accomplis « à l'extérieur » s'expliquent par là : en subissant le choix de l'Autre, « sujet actif » au moins pour l'occasion, la





Manifestation contre les féminicides, 23 novembre 2019.

## DOSSIER : Où va le féminisme ?

personne qui se vit comme « objet passif » éprouve un insupportable sentiment de dépossession.

### Alors, on en finit avec le système patriarcal et capitaliste ?

On l'aura compris, la vision pessimiste des sociétés que répandent les théories postmodernes est à combattre : s'il n'existait pas de sujet capable d'agir de manière rationnelle, avec un certain degré d'autonomie par rapport aux structures sociales et à la propagande du pouvoir, il n'y aurait plus qu'à se suicider !

Pour renverser l'ordre établi, il ne suffit pas de détricoter les diverses oppressions individuelles (on multiplie surtout par là, en fait, des minorités qui s'opposent les unes aux autres) et de suivre en milieu clos quelque code de conduite « politiquement correct » radical. On n'y parviendra pas non plus par des stratégies alterna-

tives ou des réseaux de micro-résistances – comme les zones de gratuité ou d'autonomie temporaire, les ZAD, ou encore des squats « insurrectionnalistes ». S'attaquer fondamentalement aux rôles sociaux imposés, aux normes hétérosexuelles, aux féminicides, à la discrimination des trans ou à l'homophobie implique de redonner toute sa place à la classe, afin de pouvoir mener des analyses globales <sup>(7)</sup> et multiplier les pratiques de terrain contre notre ennemi, qui est le système patriarcal et capitaliste – et non juste les politiques néolibérales ou les comportements sexistes qu'il produit et alimente.

Dans son article paru en 1989 où elle a défini l'intersectionnalité, la juriste Kimberlé Crenshaw a présenté plusieurs poursuites en justice engagées par des Noires et rejetées par l'institution judiciaire aux Etats-Unis, afin de faire ressortir la double discrimination (liée à leur sexe et à la couleur de leur peau) dont elles étaient victimes (voir le 2<sup>e</sup> encadré). Cette discrimination (aujourd'hui plus facilement reconnue par les tribunaux américains qu'ailleurs) est bien sûr réelle ; mais c'est en tout premier lieu leur situation de salariées, donc leur

exploitation économique, qui a mis ces femmes à la merci de leur employeur.

En France, le collectif Féministes révolutionnaires (apparu en 2017) reflète bien, à travers son texte fondateur, les dérives théoriques et militantes actuelles (voir le 3<sup>e</sup> encadré). Dans l'intention de rassembler sur les bases le plus larges possible, il surfe là un patchwork en prenant d'abord les « minorités de genre » puis les étudiantes et lycéennes, seulement ensuite les « femmes travailleuses, au foyer, précaires, chômeuses », et enfin les « structures sociales » à détruire.

Si on veut toujours en finir avec l'exploitation économique et l'oppression féminine, si on ne considère toujours pas la « démocratie libérale » comme le moins mauvais des systèmes, c'est pourtant un véritable rapport de forces contre le patronat et l'Etat qu'il faut construire. Face à eux, la classe ouvrière d'il y a un siècle ne pesait pas plus lourd que les prolétaires, hommes et femmes, d'aujourd'hui, mais ses efforts pour renverser l'ordre établi n'ont pas manqué. Imitons-la, et concrétisons l'utopie !

Vanina  
(Fin du dossier)

7. Raisonner en termes de globalité permet par exemple de comprendre que les « féministes institutionnelles » ne sont pas des « traîtresses » à la cause, comme on l'entend parfois : elles jouent simplement leur partie, qui est celle de la bourgeoisie.

### ENCADRE 2

#### L'affaire DeGraffenreid contre General Motors

En 1976, General Motors a été attaqué en justice par cinq de ses employées noires pour discrimination au travail car elles ne bénéficiaient d'aucune promotion : la division du travail dans cette multinationale étant implicitement basée sur une ségrégation par la race et le sexe, les emplois de bureau étaient réservés aux Blanches et les tâches les plus physiques aux Noires. Elles ont été déboutées au motif que les Noires ne constituaient pas un groupe soumis à une discrimination prévue par la loi. Le tribunal a estimé qu'il n'y avait pas de ségrégation raciale dans l'entreprise puisqu'elle embauchait des Noires, et pas de discrimination sexiste puisqu'elle recrutait des femmes (blanches).

### RECTIFICATIF

Nous avons publié par erreur, dans le CA de décembre, une mauvaise version de l'article sur le genre. (Figurent ainsi, dans la 2e colonne p. 19, deux erreurs quant à la double oppression pour les Noires analysée par Kimberlé Crenshaw : son texte est paru en 1989, et non en 1991 ; et elle y parle du genre et de la « race », non du genre et de la classe.) On trouvera la bonne version de cet article, intitulée « Toujours nécessaire, l'abolition des genres ! », sur le site [oclibertaire.lautre.net](http://oclibertaire.lautre.net).

### ENCADRE 3

#### L'improbable discours consensuel des Féministes révolutionnaires

Créé dans la dynamique de la lutte contre la loi travail, le collectif Féministes révolutionnaires est membre du Front social <sup>(1)</sup> ; selon ses dires, il est composé de « deux tiers d'étudiant-e-s et un tiers de salarié-e-s, précaires, chômeur-se-s », ainsi qu'aux « trois quarts de Blanc-he-s et un quart de racisé-e-s ». Voici des extraits de sa charte <sup>(2)</sup> :

« (...) Nous nous voulons inclusifEs de toutes les personnes qui veulent militer à nos côtés, notamment les personnes trans, les personnes qui portent le voile, les travailleuses du sexe, etc. [pour lutter] au niveau structurel davantage qu'individuel. C'est pour cela que nous nous définissons comme "révolutionnaires" : nous pensons que seul un renversement complet des structures sociales permettra de mettre fin aux différentes dominations sociales. (...) nous développerons donc une intervention étudiante/lycéenne, mais aussi une intervention salariée, auprès des femmes travailleuses, au foyer, précaires, chômeuses. Nous souhaitons créer un collectif qui réunisse différentes générations de féministes. (...) Nous voulons prendre en charge tous les aspects de la domination, dont ses aspects économiques qui tendent à être délaissés. Nous réaffirmons l'importance du travail pour penser l'exploitation des femmes et minorités de genre. Nous ne concevons une politique féministe qu'en lien avec les questions LGBTI. C'est pourquoi nous œuvrons à recomposer les liens entre mouvement féministe et mouvement LGBTI, et souhaitons prendre les deux en compte dans notre collectif.

Etre féministe c'est aussi être antiraciste. Au vu du contexte actuel de déferlantes racistes et islamophobes, nous voulons participer à la lutte contre le racisme et l'islamophobie d'Etat, que nous croisons à nos perspectives féministes et LGBTI. Nous voulons construire un collectif féministe qui soit indépendant des institutions, du gouvernement et de l'Etat. Enfin, nous défendons fermement l'auto-organisation comme principe de fonctionnement de notre collectif, et la démocratie interne. (...) »

1. Egalement issu de cette mobilisation, il regroupe de nombreuses sections d'organisations de gauche et d'extrême gauche : Attac, CGT, SUD, FSU, LDH, UNEF, CNT...  
2. On la trouve dans son intégralité sur le site du collectif et celui du Front social, mais il en existe diverses versions – le collectif parle par exemple maintenant des LGBTIQ et non plus des LGBTI ; et il précise : « Détruire le capitalisme ne réglera pas tout, mais c'est la première condition d'une réelle émancipation. »





## Fête des Lumières, tourisme et métropole : un cocktail toxique

*J'étais tranquille, j'étais peinard...*

Un mal pernicieux frappe depuis une vingtaine d'années les habitants de La Métropole et de la ville de Lyon : la « Fête des Lumières ».

Cette fête trouve ses origines cléricalo-populaires dans la « fête de la Lumière » inventée vers 1850 par le clergé lyonnais, en pleine période d'expansion du culte marial (Immaculée Conception et tout le bazar).

Jusqu'aux années 90 elle se déroulait le 8 décembre. Les familles déambulaient dans des rues illuminées pour l'occasion, certaines mettaient des lumignons sur leur rebord de fenêtre, les ensoutannés et leurs ouailles bêlaient en montant les pentes de Fourvière. Les bistros étaient ouverts toute la nuit, le vin chaud coulait à flots, les gens se parlaient dans la rue, s'amusait, se bastonnaient parfois et tout le monde allait se coucher assez content de sa soirée.

### Michel Noir apporte la lumière...

Les choses se sont mises à changer progressivement quand les décideurs et la mairie ont commencé à vouloir jouer dans la cour féroce-ment compétitive des grandes métropoles. Pour cela ils essaient d'attirer sur « leur » territoire, plus d'entreprises et de sièges sociaux, plus de capitaux et de bons habitants (CSP+++), professions intellectuelles, créateurs, artistes), et toujours plus de touristes qui sont à la fois une manne financière et un moyen de faire « rayonner » la ville à l'international.

Le premier à avoir flairé le bon filon, c'est Michel Noir <sup>(1)</sup>. En 1989, il fait passer l'organisation de la fête dans le périmètre de l'adjoint chargé du rayonnement international de Lyon et met en place le « plan lumières » (un plan d'éclairage urbain), tous les deux destinés à vendre Lyon à l'international : « greffant à la tradition de la célébration chrétienne une célébration de la ville elle-même, afin de développer son rayonnement et le tourisme. » <sup>(2)</sup>

Le rôle de Raymond Barre est lui aussi fondamental entre 1995 et 2001 : construction de la Cité Internationale, inscription du Vieux-Lyon (un quartier historique) au patrimoine mondial de l'Unesco, accueil de G7 en 1996...

**«Moi, mon Collomb, cell' que j'préfère, C'est la guerr' de quatorz'-dix-huit !»**

Mais c'est avec Gégé Collomb que l'on passe de l'amateurisme au professionnalisme. À partir de 2001, il transforme la fête qui devient rapidement « Fête des Lumières ». Elle dure désormais 4 jours « afin d'en faire un véritable élément marketing pour la ville. Alors qu'en 1999 le budget dédié au 8 décembre est d'un peu plus de 500 000 €, il triple dès 2002 et atteint 2,6 millions d'euros en 2012. ». Depuis les attentats de 2015 il faut encore y ajouter 1 million d'euros pour la sécurité.

Touristes italiens, espagnols, allemands, chinois, japonais, touristes religieux se ruent sur la ville. La fréquentation explose : 1 million en 2002, 4 millions (?) en 2008, en baisse après 2015. En 2018 et 2019 la fréquentation est stable à 1,8 million. Quand on sait que Lyon accueille 6 millions de touristes par an, on voit le poids de la FDL (fête des lumières) dans cette stratégie touristique.

Le savoir-faire lyonnais en matière d'illuminations urbaines s'exporte et des techniciens de la ville et des entrepreneurs partenaires avisés vont illuminer Saint-Petersbourg, Singapour, Shanghai, Berlin, Glasgow... Ils participent ainsi à deux choses : l'augmentation de l'attractivité planétaire de la ville et l'uniformisation mondialisée des produits culturels de distraction offerts aux habitants comme aux touristes.

Selon le géographe G. Faburel « ... entre le mouvement incessant du tourisme planétaire et le divertissement permanent de la marchandise... nous sommes ici en présence de recettes devenues classiques dans toutes les villes qui veulent compter. Celles qui, par la patrimonialisation des centres-villes... par la MacDonaldisation, la Disneylandisation, la Guggenheimisation, uniformisent les paysages urbains... excluent toujours plus les subalternes et détruisent toujours plus la planète par la concurrence expansionniste et extractiviste. » <sup>(3)</sup>

### Lyon uber alles

Gérard Collomb est très business-friendly, et avec les lois sur la métropolisation de 2015, taillées sur mesure pour Lyon, il est devenu le PDG d'une ville-entreprise jouant de toutes les cartes du néo-libéralisme car « les décideurs du capitalisme 'liquide' précarisent les territoires comme ils ont précarisé les emplois. Dorénavant, tous les territoires se valent, ils sont interchangeables, ce sont des plateaux techniques sur lesquels on branche une gare TGV, un aéroport, un CHU, une université... des logements 'sociaux', des lieux de distraction, etc. On débranche aussi vite... » <sup>(4)</sup>

La valeur ajoutée est donc dans une course perpétuelle pour être le mieux placé, le mieux disant, le plus attractif. Pour cela les recettes de la publicité et du marketing sont poussées au maximum.

À Lyon, le « city branding », a conduit à inventer la marque de la ville, « OnlyLyon » qui s'affiche partout.

Car comme les spécialiste du marketing territorial l'on dit : « Dans notre nouveau contexte économique, l'amélioration du "produit territoire" est nécessaire mais ne suffit pas ! Il faut également travailler son marketing et informer le marché ! » <sup>(5)</sup>

La marque a été créée par « la plateforme de gouvernance 'Grand Lyon, l'Esprit d'Entreprise', réunissant six acteurs économiques majeurs du territoire, qui a initié la démarche. Ils ont fait appel à d'autres interlocuteurs locaux de poids (l'aéroport Saint Exupéry, les sites d'exposition

lyonnais, l'office du tourisme, l'ADERLY -Agence pour le Développement Economique de la Région Lyonnaise-, etc) pour discuter ensemble de la meilleure manière de développer la notoriété de Lyon en France et à l'étranger... Elle promeut désormais l'attractivité de la ville au sens large auprès des touristes, étudiants et voyageurs. » <sup>(6)</sup>

Résultat : comme il faut se vendre à tout prix villes, territoires, communautés de communes, pays, se livrent des batailles féroces pour gagner en « attractivité » afin de séduire leurs « clients »... Ces clients sont de plus en plus exigeants : « fiscalité audacieuse, exonérations, via des zones de développement prioritaires ; investissements en infrastructure aux petits oignons, routes, lignes de TGV, transports urbains, pôles d'innovation et/ou de compétitivité. »

De fait, cette politique renforce les inégalités entre espaces métropolitains et espaces ruraux, entre grandes firmes et PME...

Cette politique globale est hypocritement vendue par les maires-entrepreneurs comme écologique, vertueuse, solidaire.

Les murs végétalisés, la lutte contre des îlots de chaleur, les voies vertes, les mobilité forcément douces, les composteurs urbains et citoyens, les injonctions à bien trier ses déchets, les jardins partagés et solidaires, l'agriculture urbaine sous cloche, les startup citoyennes ne changeront pas grand-chose au fait que si 55 % des habitants de la planète vivent dans des villes, celles-ci consomment 65 % de l'énergie et produisent 70 % des gaz à effet de serre et des déchets, et que la machine capitaliste y prospère au détriment de besoins réels des habitants.

### Freux et Eugene the Jeep

1. Michel Noir : politicien français se rêvant un grand destin national. Membre du RPR il ambitionnait avec son acolyte Carignon de « rénover » la droite. Hélas, affairisme, abus de biens sociaux (affaire Botton), liasses d'argent liquide, comptes en Suisse et condamnations auront raison de sa petite entreprise.

2. La Fête des Lumières : entre événement culturel et célébration religieuse. Coline Palacin-Jacquelin. 2013. Disponible sur <<http://www.cultures-et-croyances.com>>

3. Interview de S. Faburel In la Décroissance, n°161, juillet-août 2019.

Lire aussi : « Les Métropoles barbares, démondialiser la ville, désurbaniser la terre ». Éd Le Passager clandestin, 2018

Sans oublier pour le cas spécifique de Lyon : « Lyon, la production de la ville ». Sous la direction de Paul Boino. Éd Parenthèses, 2009

4. Interview de Thierry Paquot In la Décroissance, n°161, juillet-août 2019

5. Les villes européennes et leurs audacieux managers. Julie Morange. [dessousdebruxell.es/spip](http://dessousdebruxell.es/spip)

6. Quand les villes deviennent des marques... Cinq questions à Emmanuelle Sysoyev, chargée des relations presse de l'ADERLY (Agence pour le Développement Économique de la Région Lyonnaise). Avril 2011







### Fête des Lumières, non merci

Le collectif créé par la NINA de Lyon avec divers individus pour lutter contre le tourisme, la fête des Lumières et les politiques de la métropole de Lyon a permis la réalisation de plusieurs initiatives.

La NINA a organisé le 22 novembre une conférence-débat sur le thème « Fête des Lumières, tourisme et métropole » afin de dénoncer l'aliénation touristique, la gentrification, les politiques d'expulsions des pauvres du centre-ville, les ravages d'Airbnb, le tout au service de la ville-entreprise.

Cette réunion animée par l'Office d'antitourisme de Grenoble et Paul Boino (géographe et militant anarchiste) a réuni plus de 40 personnes.



Avec (entre autres)  
l'Office d'Antitourisme de Grenoble  
et un géographe spécialiste de la métropole

CONTACT: NINA-LYON @RISEUP.NET

**VENDREDI 22/11/19 À 19H00**  
À L'ATELIER DES CANULARS, 91 RUE MONTESQUIEU, LYON 7

Puis une manifestation carnavalesque fut appelée pour le samedi 07 décembre, dont voici le flyer d'appel :

La « fête des lumières » est la grand'messe de la consommation touristique et de la destruction de la planète. C'est la fête à Air BNB et aux spéculateurs immobiliers. C'est la fierté de la Métropole de Lyon qui rêve de devenir une métropole mondiale en méprisant et chassant ses habitants actuels.

C'est la fête de l'argent, des inégalités et de la ville-entreprise gérée par les pdg Collomb-Kimelfeld. [maires successifs de Lyon]

À cette occasion, après le 5 décembre, manifestons nos mécontentements, nos rages, nos espoirs.

À toutes celles et ceux qui luttent pour un monde meilleur, pour la justice sociale, pour la solidarité, contre la marchandisation de tout ce qui constitue nos vies...

**Venez avec vos banderoles, pancartes, colères et couleurs chants, instruments et musiques.**

Créons un vaste front vert, jaune, noir et rouge... contre tout ce qui pourrait nos vies.

**À bas toutes les oppressions ! Éteignons la fête des Lumières !**

Ici mettre l'affiche du carnaval

**Pas de quartier pour le tourisme. Compte-rendu du carnaval du 7 Décembre à Lyon**

Nous nous sommes rapidement retrouvés deux bonnes centaines à proximité de la zone où se déroulent les festivités. Celle-ci est interdite à la circulation. Toutes les rues sont barrées (barrières de protection, plots anti-intrusion, voitures de flics) et surveillées (filtrage et fouille des sacs) par les flics et les vigiles d'une entreprise de sécurité.

Après avoir déployé la banderole « Tout le monde déteste la Fête des Lumières » et lancé quelques slogans comme « Et tout le monde déteste le 8 décembre » ou « Pas de tourisme dans les quartiers, pas de quartier pour le tourisme », le cortège a traversé le pont Lafayette pour rejoindre le périmètre interdit à toute manif en scandant « Gérard Collomb c'est dégueulasse » et autres slogans à l'image de l'année écoulée : gilets jaunes, anti-flics, antifas, anticapitalistes...

Devant le premier barrage, une halte était prévue mais des manifestant-e-s en décidèrent autrement et le franchirent allègrement. La banderole reprit la tête de manifestation pour se ruer sur le second barrage de contrôle/filtrage, qui commençait, nous voyant arriver, à se refermer.

Las, le cortège bien groupé et décidé bouscula vigiles et keufs médusés, força joyeusement le passage puis renversa les barrières de protection.

Enfin libre, la manif allègre et dynamique, s'élança Rue de la République (grande rue du centre-ville de Lyon) et s'enfla d'un certain nombre de visiteurs de la « fête », rigolant comme des bossus. Nous étions alors plus de 400 personnes.

Et on entendit des « Travaille, consomme et ferme ta gueule », « Macron même si tu ne le veux pas, nous on est là » du plus bel effet ou encore quelques « À bas la calotte » pour rappeler l'origine cléricale de ces obscures Lumières.

Le défilé progressa ensuite dans diverses rues, suivi par un troupeau de « robocops » mal à l'aise. Les flics ayant eu pour ordre de « n'utiliser aucun moyen lacrymogène » (sans doute le gazage d'un bébé de 30 jours et de sa mère en fin d'après-midi, flottait-il dans leurs cerveaux reptiliens) réussirent à nasser une partie de la manif pour la repousser sur les quais du Rhône. Cela marqua la fin du carnaval et stoppa le charivari, malgré deux nouvelles tentatives de rassemblement.

Pendant près de deux heures nous avons joyeusement, collectivement et solidairement réussi à manifester dans la « zone interdite »

Venez illuminer Lyon de vos révoltes lors d'un

## CARNAVAL

*À toutes celles et ceux qui luttent pour un monde meilleur, pour la justice sociale, pour la solidarité, contre la marchandisation de tout*

**VENEZ AVEC VOS BANDEROLES, PANCARTES, COLÈRES ET COULEURS !  
CRÉONS UN VASTE FRONT VERT, JAUNE ET NOIR !**

**SAMEDI 7 DÉCEMBRE, 19H  
PONT LAFAYETTE, CÔTÉ 6ÈME ARR.**

*À bas toutes les oppressions !  
Éteignons la fête des lumières !*

décrétée par le préfet et le maire (Gérard Collomb, qui fut aussi ministre de l'intérieur de Macron) pour dénoncer tourisme et capitalisme.

Toujours aussi déterminés, nous donnons rendez-vous l'année prochaine pour manifester contre cette fête dispendieuse, polluante, gentrificatrice, prosélyte d'un catholicisme sclérosant et contre le tourisme qui marchandise tout ce qu'il touche.

Collectif Fête des Lumières non merci

Et voici le texte contre la FDL et le 7 décembre diffusé dans les manifs du 5 et 7 décembre à Lyon :

### Fête des Lumières, non merci !

L'industrie du tourisme représente à elle seule 10 % du PIB mondial, plus que l'automobile, l'agro-alimentaire et l'industrie pétrolière. Elle participe activement à la destruction de la planète en produisant 8 % des émissions de gaz à effet de serre.

Le tourisme transforme notre monde en un gigantesque parc d'attractions en dévastant la nature, nos lieux et nos modes de vie. Les touristes sont cantonnés au rôle de consommateurs passifs, tout juste bons à payer. Les





habitants, eux, sont réduits aux rôles de figurants dans leur propre ville ou territoire.

**La "Fête Des Lumières" est la vitrine joyeusement hypocrite d'une politique qui :**

- Transforme la ville en objet publicitaire, disponible sur un marché mondial de l'événementiel pour attirer touristes et investissements soi-disant rentables ;
- Favorise le tout-tourisme, alors que les besoins et les demandes des habitants sont méprisées et ignorées ;
- Entraîne la captation des logements au profit d'Air BNB et des gros propriétaires immobiliers et chasse les foyers les plus pauvres du centre ville pour ne conserver que les « bons habitants » ;
- Accentue la métropolisation en aggravant les inégalités par la mise en concurrence des territoires pour attirer toujours plus de touristes, d'investisseurs et d'entreprises high tech.

**Du rêve au cauchemar**

Le 8 décembre nous est présenté comme une fête gratuite, lumineuse et populaire :

« la fête du rêve et de la poésie ». La réalité est tout autre.

Nous nous verrons imposer au quotidien :



- Une ville invivable où nos déplacements vont tourner au cauchemar ;
- Un contrôle sécuritaire maximal ;

- Une « fête » qui se résume à se laisser diriger et canaliser, consommer et à nous taire ;

- un slogan religieux, cul-béni partout présent dans l'espace public et qui masque la réalité du catholicisme : répression sexuelle permanente, pédophilie et viols, alliance avec les réacs de tout poil.

**Fausse gratuité et destruction de la planète**

La Fête des Lumières n'est PAS une fête gratuite. Par nos impôts, nous en payons au moins 50 %.

Et les généreux partenaires qui financent le reste, soignent leur image de marque, alors qu'ils comptent parmi les plus grands destructeurs de l'environnement (chimie, énergie, publicité, aviation, autoroutes, banques, BPT).

Tout le monde contre la Fête de Lumières.

Carnaval, samedi 7 décembre, à 19 h.

RDV pont Lafayette, côté 6e arr. Venez avec vos pancartes, déguisements, banderoles, musiques, bruits...

**Collectif fête des lumières non merci**

**Nucléaire**

**Gros lot pour Bure en attendant Cigéo**

1. Conseillère référendaire à la Cour des comptes, elle a fait des allers-retours entre son corps d'origine et les cabinets ministériels. Elle quitte la fonction publique en 2015 pour rejoindre le groupe Danone en tant que « directrice de la communication et des affaires publiques », c'est-à-dire lobbyiste en chef du groupe agroalimentaire en matière environnementale, ce qui l'a amenée à défendre l'huile de palme ou les OGM.

**Dix collectivités, les opérateurs nucléaires et la secrétaire d'Etat à la Transition écologique Emmanuelle Wargon [1] ont signé à Bure (Meuse) le 4 octobre un projet de territoire (PDT) autour du projet de centre d'enfouissement des déchets nucléaires. Une grosse cagnotte pour le secteur.**

**Des fonds d'accompagnement depuis 1999**

Depuis 1999, les départements de la Meuse et de la Haute-Marne bénéficient des fonds d'accompagnement du Laboratoire souterrain que l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs exploite à Bure (Meuse) dans le cadre des recherches sur le stockage profond des déchets de haute activité et de moyenne activité à vie longue.

Le GIP (Groupement d'Intérêt Public) « objectif Meuse » et le GIP « Haute-Marne » sont des établissements publics ayant pour objet de gérer un dispositif d'accompagnement économique. Un GIP a vocation à faciliter l'implantation et le développement du laboratoire, à soutenir, dans les limites de son département, des actions d'aménagement du territoire, de

développement économique, et de développement des connaissances scientifiques et technologiques.

Chaque groupement associe autour du conseil départemental et de l'Etat, le conseil régional, les communes proches des installations de l'ANDRA, la chambre de commerce et d'industrie territoriale, la chambre de l'artisanat et des métiers, la chambre d'agriculture, AREVA, le commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, EDF et l'ANDRA.

Le GIP reçoit des fonds issus de la fiscalité nationale, venant de la taxe additionnelle sur la taxe des entreprises nucléaires de base (EDF, AREVA, CEA...).

Ces fonds d'accompagnement économique s'élèvent à 30 millions d'euros par an pour chacun des départements. « Arrêtons de nous faire acheter par le GIP et d'en réclamer

« encore plus » », déclarait ainsi le 18 mars 2011 le futur maire de Saint-Mihiel

**Paroles de lobbyiste**

L'enfouissement des déchets nucléaires, en projet à Bure (Meuse), est « la meilleure solution », a assuré la secrétaire d'Etat à la Transition écologique, Emmanuelle Wargon, lors d'un déplacement en janvier 2019 sur le site. « Le stockage géologique en couche profonde est la meilleure solution pour faire face à des déchets qu'il faut stocker, de façon satisfaisante sur une longue période ». La secrétaire d'Etat a relevé « l'importance et la diversité des recherches conduites (à Bure) pour assurer la sécurité à moyen, long terme et même très long terme ». [###]

Le 6 mars dernier, sous la présidence d'Emmanuelle Wargon, le





2. Ce CHN réunit Etat, acteurs de la filière électronucléaire, dix collectivités locales, les élus, ainsi que les groupements d'intérêts publics des deux départements.

3. Ce CDT vise en outre à arroser plus largement que les GIP. Le comité de haut-niveau se « donne encore un an » pour établir une fiscalité spécifique aux deux départements, a dit Mme Wargon. Ce CDT a été voté le 19 septembre 2019 par le Conseil départemental de la Meuse.

CHN pour le projet Cigéo (ou Comité de Haut Niveau, qui se réunit deux fois par an, au ministère de la Transition écologique et dans la Meuse [2]) s'est réuni pour faire le point sur l'avancement du projet, le contrat développement du territoire (CDT [3]) et annoncer la prorogation des financements destinés à soutenir la croissance du territoire de la Meuse et de la Haute-Marne pour les trois prochaines années.

Lors du CHN qu'elle présidait à Bure le 4 octobre 2019, Emmanuelle Wargon indiquait que « L'idée est que le projet Cigéo soit une opportunité de développement à la fois de qualité de vie pour les habitants, mais aussi de développement économique. On en profite pour réfléchir à comment on projette ce territoire pour les 10, 15, 20 années qui viennent. Quels types d'activités, d'emplois, de formation, d'attractivité mettre en place ».

### **Arroser toujours plus pour une meilleure acceptabilité**

En annonçant « 500 millions d'investissements publics sur 5 ans » (financés par l'Andra à hauteur de 200 millions, État, et les collectivités territoriales) articulés autour de quatre axes stratégiques visant 64 actions, Emmanuelle Wargon a gravé dans le marbre toute une série de chantiers à même de redynamiser ce territoire très rural et en grande souffrance sociale.

Le PDT s'articule autour de quatre axes. Les deux premiers, qui regroupent 38 actions, visent à « créer les conditions les plus favorables pour l'accueil du projet Cigéo

et à dynamiser le territoire de proximité » : dessertes routières et ferroviaires, fibre optique, services de santé, formation professionnelle... Certaines actions pourront être mises en œuvre avant la validation de la déclaration d'utilité publique du projet.

Les troisième et quatrième axes, qui contiennent 26 projets complémentaires, s'inscrivent dans une perspective de plus long terme et ne font pas partie du périmètre de cette première contractualisation. Ils doivent « être encore complétés » autour du développement économique de la Meuse et de la Haute-Marne, avec notamment la question de la consolidation des filières métallurgique, agricole ou d'ingénierie civile, a développé Emmanuelle Wargon. Le tout étant accompagné par un package de formations pour une montée en gamme à la fois des entreprises et en compétences pour les salariés ou demandeurs d'emploi (avec des clauses d'insertions) afin de faire converger sur le territoire l'offre et la demande.

La construction du centre de stockage des déchets radioactifs créera jusqu'à 3 000 emplois directs et son exploitation nécessitera 500 emplois, a rappelé le préfet de la Meuse, Alexandre Rochatte.

La secrétaire d'État a également confirmé la poursuite, pour la période 2020-2022, du financement des groupements d'intérêt public (GIP) de la Meuse et de la Haute-Marne, destinés à accompagner le développement économique du ter-

ritoire en lien avec l'implantation de Cigéo.

Autant d'éléments concrets à même de faire progresser durablement l'acceptabilité de ce projet par la population des deux départements concernés.

Alors que l'opposition à Cigéo s'est encore bruyamment fait entendre ces derniers jours jusqu'au centre-ville de Nancy avec l'opération « Vent de Bure », la signature du projet de développement de territoire par la secrétaire d'État et toutes les parties prenantes marque en tout cas une nouvelle étape décisive pour tous les promoteurs de ce projet.

« Ce projet de développement du territoire est au service unique de l'annexion nucléaire de tout un bassin de vie », a réagi dans un communiqué Bure 55, un collectif d'associations opposées à Cigéo. Il regrette que ne soit pas abordée « l'incohérence politique du futur chantier des infrastructures lourdes de Cigéo » alors même que la demande d'autorisation de construction n'a pas été déposée. Il pointe aussi les « inconnues technologiques majeures que l'Andra n'arrive pas à résoudre », « l'impossible anticipation du financement du projet dans sa globalité » et les « risques insensés caractérisant Cigéo », à savoir « incendie, explosion, rejets contaminants dans l'air et l'eau potable ».

**Camille, octobre 2019**



# SAN FRONT

## Série de victoires de travailleurs sans-papiers

On le sait, les sans-papiers arrangent bien les patrons qui peuvent embaucher (illégalement !) pour pas cher, sans protection ni contestation. Sauf que parfois, la colère est plus forte que la précarité et des luttes émergent et gagnent.

Ainsi, 25 travailleurs maliens, sans-papiers ont été employés sur un chantier du très chic VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris en 2016 par une société qui a fait faillite depuis et donc qui n'a pas payé tous les salaires. Aussi, lors de deux accidents graves dont une chute d'un échafaudage non sécurisé, l'employeur avait refusé d'appeler les pompiers. Cet accident a provoqué la grève des ouvriers avec le soutien de la CGT. Ils ont porté l'affaire aux prud'hommes pour travail dissimulé et « discrimination raciale systémique ». Mardi 17 décembre, les 25 plaignants ont obtenu gain de cause avec 34 000 euros de dommages et intérêts et près de 3 000 euros de salaires en retard chacun. Le concept de discrimination raciale systémique a été reconnu pour la 1<sup>ère</sup> fois par la justice et s'appuie sur le fait que la société employait volontairement des équipes uniquement formées de sans-papiers comme manœuvre pour des tâches dures et dangereuses. Cette décision de justice pourrait dorénavant être appliquée dans bien d'autres domaines comme le nettoyage, la restauration... etc

et offre de nouvelles opportunités d'attaques judiciaires.

Autre victoire, celle des sans-papiers grévistes de Chronopost, dont on avait déjà parlé dans ses colonnes. Pour rappel, depuis le 11 juin, plus de 150 travailleurs sans-papiers, dont une vingtaine de Chronopost, dorment sur place afin de réclamer leur régularisation. En effet, une des filiales du groupe « Laposte » les employait frauduleusement pour mieux les exploiter. « On travaille de 2h ou 3h à 7h30 du matin, sans pause et sans être rémunérés en heures de nuit pour un salaire d'environ 500/600 euros par mois », dit une personne originaire du Mali, « si le travail n'est pas terminé et qu'on doit faire des heures supplémentaires, elles ne nous sont pas payées ». Ces travailleurs sans-papiers avaient alors entamé une grève et un piquet de grève devant l'agence Chronopost d'Alfortville en banlieue parisienne. Sous la pression de la mobilisation, des rencontres avec la préfecture ont été organisées et début décembre, 5 travailleurs sans-papiers ont été régularisés. Mais le piquet de grève reste car une vingtaine d'autres grévistes attendent la même décision. Ils sont épaulés dans leur lutte par le collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry-sur-Seine (CTSPV94) dont on peut consulter le blog pour suivre la mobilisation.

Source : *Infomigrants et communiqué du CTSPV94*



## Les aménageurs expulsent !

2024 en région parisienne sonne comme une grande échéance pour les capitalistes du béton car à l'occasion des Jeux Olympiques, les projets immobiliers fleurissent et vont rapporter gros. Mais cela a son lot de perdants, et ce sont les populations les plus fragilisées qui sont en première ligne car l'essentiel des travaux ont lieu en Seine-Saint-Denis (département le plus pauvre de France). Ainsi, 300 résidents du foyer de migrants Adef (association d'aide au logement) de Saint-Ouen vont être expulsés pour la construction du village olympique. La Solideo, société de livraison des installations des jeux, leur propose un relogement à côté du chantier, dans des alécos (des conteneurs aménagés) empilés sur 4 étages. La perte de place et de confort (relatif) est énorme car les studios qui sont prévus pour deux personnes, feront à peine 18 m<sup>2</sup> sans réel rangement. Les résidents se sont constitués en collectif et ont rencontré la préfecture pour négocier un meilleur relogement. Voici leur revendication : « nous refusons le projet qui consiste à entasser presque 300 résidents dans des logements collectifs entouré du chantier de construction du village olympique,

dans un espace trop exigu, à 2 par chambre, sans espaces de vie ou espaces collectifs, sans aucun espace pour ranger nos voitures. Nous demandons notre relogement dans des sites permettant des studios autonomes pour chaque résident y compris pendant le relogement provisoire. Nous demandons des sites ayant la place nécessaire pour les espaces de parking et les salles collectives en nombre et de taille équivalent à ce dont nous bénéficions dans notre ancien foyer. Nous voulons être consultés sur l'emplacement et la conception des nouvelles résidences qui doivent être réalisées pour nous accueillir après les travaux. ». Le préfet, la mairie de Saint-Ouen et les constructeurs leur ont répondu qu'ils étaient des anti JO et le président du comité de résidents a été vilipendé. La lutte continue.

A Montreuil, toujours en banlieue parisienne, c'est un centre AFPA abandonné (agence pour la formation professionnelle) qui s'est fait expulser dans la nuit du 28 et 29 octobre, à deux jours de la trêve hivernale ! C'est la préfecture de Seine-Saint-Denis qui a réquisitionné les lieux pour y installer un futur tribunal administratif, prévu en 2024 et la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). Pour les ha-

bitants et le maire Front de gauche de la ville, c'est un acte scandaleux. Cela faisait plus d'un an, que des personnes sans-papiers avait été logées dans cet ancien centre de formation professionnelle, abandonné depuis 2 ans. Avant cela, ils logeaient au foyer de travailleurs Bara. Quelques jours après l'expulsion, les personnes sont restées dehors et ont reçu de l'aide d'associations et d'individus puis elles se sont installées dans un squat à Paris. Il y a au total 275 personnes, elles réclament la restitution de leurs affaires, saisies lors de l'expulsion policière.

Enfin, dernière grande expulsion en date en région parisienne. Un important campement de migrants tibétains (600 personnes) a été évacué mardi 3 décembre en bordure de la forêt de Saint-Germain-en-Laye, dans les Yvelines. Le campement avait commencé à se former durant l'été, après le démantèlement d'autres campements sauvages dans la région. Depuis 2009, le Tibet est secoué de vagues de tentatives de suicide et d'immolations par le feu perpétrées, notamment, par des moines bouddhistes, pour protester contre la domination chinoise sur le plateau de l'Himalaya.







# ANS TIERES



## Des nouvelles des gilets noirs

Il s'agit d'un collectif parisien regroupant des sans-papiers et des soutiens qui lutte pour obtenir des régularisations. Nous en avons déjà parlé dans le numéro de septembre lorsqu'ils avaient organisé, au début de l'été, une occupation du Panthéon qui s'était soldée par une forte répression policière et par la hargne d'Édouard Philippe qui avait refusé toute rencontre et discussion. Début décembre, une nouvelle occupation a eu lieu dans une boutique Nespresso cette fois, en plein quartier de l'Opéra. Les 200 personnes présentes reprochent à la grande marque de sous-traiter le nettoyage de leur boutique à la société Elior. Or cette multinationale de la restauration collective et du nettoyage, embauche massivement de la main d'œuvre sans papier, tout en refusant de donner les documents

qui permettent la régularisation par le travail (le patron peut remplir un document Cerfa, très utile pour le dossier administratif). Avant cette occupation, des négociations ont eu lieu mais la direction et la préfecture jouent l'intimidation en licenciant des travailleurs sans-papiers et en arrêtant des militants. Nespresso est un exemple, parmi d'autres, de ces entreprises qui bâtissent des empires sur la misère : on pille les matières premières en Afrique, on y détruit l'économie et l'environnement, on exporte sur des cargos polluants et finalement on profite des migrants pour nettoyer des boutiques où seront vendus à prix d'or des capsules en plastique pour de riches occidentaux. Depuis, les gilets noirs ont appelé à rejoindre le mouvement contre la réforme des retraites.

Source : communiqué des gilets noirs

## Traverser les mers

C'est l'objectif des migrants qui veulent fuir la guerre et la misère et aller trouver un hypothétique Eldorado mais ils butent sur les frontières de l'Union Européenne toujours plus fermées et dangereuses. Dans le détroit du Pas de Calais, hiver ou pas, les traversées clandestines se poursuivent et visiblement une nouvelle stratégie voit le jour. Elle consiste à organiser des départs massifs sur une journée et ainsi tenter de passer entre les mailles de la surveillance maritime, très intense dans l'un des détroits les plus surveillés du monde. Mardi 17 décembre, en une journée, plus de 80 migrants pour la plupart Iraniens, Irakiens et Ouzbeks ont tenté leur chance et début décembre, c'était aussi plus de 80 personnes qui avait essayé de traverser. Ils sont tous rattrapés par les patrouilleurs mais les personnes arrêtées par la marine anglaise sont débarquées au Royaume-Uni et peuvent déposer une demande d'asile au Home Office (le ministère de l'intérieur anglais). Avec les remous du Brexit et face à ces nouvelles traversées, la députée de Douvres Natalie Elphicke refait du Thatcher : « Les Français ont reçu des dizaines de millions de livres de l'argent durement gagné par les contribuables britanniques pour arrêter les départs illégaux depuis leurs côtes. Je veux savoir où est passé

l'argent ». Depuis janvier 2019, Londres et Paris ont renforcé la surveillance de la Manche. Le Royaume-Uni s'est engagé notamment à financer l'achat de drones, de caméras à vision nocturne et de véhicules pour sept millions d'euros. En plus du matériel, la coopération et les échanges d'informations sont renforcés via le Centre conjoint d'information et de coordination (CCIC), qui fonctionne depuis le 23 novembre 2018. Le CCIC permet un échange d'information 24h/24 entre services de police britannique et français, en particulier entre la police aux frontières et la Border Force britannique.

En Méditerranée, les départs de la Lybie se poursuivent et face à l'inaction des gouvernements de l'UE, le secours se fait par des associations humanitaires. Pour cette fin d'année, les navires Open Arms, Ocean Viking et Alan Kurdi (ONG allemande Sea Eye) sont en mer. Quant au navire Sea-Watch 3, qui avait été saisi en juin par le gouvernement Salvini suite à la désobéissance de sa capitaine, il vient d'être relâché par la justice italienne. L'ONG allemande annonce vouloir reprendre la mer très rapidement. Actuellement le navire mouille dans le port de Licata en Sicile.

## Réfugiés climatiques en hausse

En marge de la COP 25 qui s'est soldée par un échec des négociations, un porte-parole du HCR (haut-commissariat aux réfugiés) a alerté sur la hausse des réfugiés climatiques notamment dans les régions sahéliennes. Outre les catastrophes naturelles (ouragans, inondations), il faut aussi prendre en compte l'épuisement des ressources naturelles, la diminution des rendements agricoles ou encore la pénurie de bétail qui deviennent des multiplicateurs de menaces. Un des pays les plus touchés est la Somalie où plus de 746 000 personnes ont été déplacées cette année à cause de l'intensification de la sécheresse, mais aussi des inondations monstres et des conflits qui découlent en partie de cette pénurie.

Dans son dernier rapport sur la paix dans le monde paru en juin, l'Institute for Economics and Peace, un think-tank australien, estimait à 18 millions le nombre de personnes forcées à quitter leur foyer à cause d'une catastrophe naturelle. Cela correspond à plus de 60 % de l'intégralité des déplacements dans le monde en 2017. Les auteurs du même rapport notent également qu'actuellement, près d'un milliard de personnes vivent dans des zones « hautement à très hautement » exposées aux aléas climatiques. Ainsi, des millions de personnes risquent de se déplacer ou migrer dans un futur proche. La Banque mondiale estime que d'ici 2050, on dénombre 143 millions de migrants climatiques originaires d'Afrique sub-saharienne, d'Asie du sud-est et d'Amérique latine. Au total, ils pourraient même dépasser les 250 millions à

l'échelle de la planète, selon les prévisions de l'ONU.

Quid de la protection ? À ce jour, les catastrophes naturelles et autres événements dus au réchauffement de la planète ne constituent pas un argument permettant de demander l'asile, les déplacés environnementaux n'ont d'ailleurs aucun statut juridique défini comme c'est le cas pour les réfugiés. La Suède fait toutefois figure de pionnière en la matière en reconnaissant depuis 2005, le droit à la protection pour les personnes victimes de catastrophes environnementales. Depuis 2009, une quarantaine de pays africains a également ratifié la Convention de Kampala sur la protection et l'assistance des déplacés environnementaux inter-Afrique.

Source : Infomigrants





# L'opération "Shikandra", c'est quoi ?

**Avec 48% d'étrangers au sein de sa population, Mayotte subit une forte pression migratoire, généralement des îles voisines des Comores, dont la plus proche, Anjouan, est à 70 km de ses côtes. Mais depuis quelque temps, on y rencontre des migrants venus de bien plus loin : Burundi, Tanzanie, Rwanda, Yémen, Burkina Faso, Cameroun, RDC, Syrie et même Sri Lanka.**

### Situation des demandeurs d'asile

« Aujourd'hui, nous traitons en cinq mois l'équivalent de tous les dossiers de l'année dernière. Il s'agit majoritairement de personnes issues de l'Afrique des Grands Lacs, et notamment du Congo. Nos moyens sont calculés pour une estimation de 900 à 1 000 personnes. Or nous en traitons aujourd'hui presque le double. », indique Solidarité Mayotte. Financée majoritairement par le ministère de l'Intérieur, cette structure est la seule dédiée à l'assistance des demandeurs d'asile. Sa mission première : assurer les démarches administratives en transmettant les demandes de régularisation. Un passage obligatoire pour les nouveaux arrivants. « Contrairement à la métropole, ici, il n'y a pas d'aide d'attente, pas d'aide médicale d'Etat, pas de place en foyer d'accueil hormis le nôtre... C'est un parcours du combattant ».

Avec la fermeture des routes migratoires traditionnelles, Mayotte est perçue comme une porte d'entrée plus sûre pour rejoindre la France métropolitaine. Environ 95 % des demandeurs d'asile s'y rendent une fois leur situation régularisée.

### Les reconduites à la frontière

En 2018, année marquée par un fort mouvement social contre l'insécurité et l'immigration clandestine, qui avait paralysé l'île pendant plusieurs semaines au premier semestre, le nombre de reconduites à la frontière s'était établi à 15 000.

Le nombre d'interpellations a augmenté de + 150 %, entre 2018 et 2019. Entre le 1er janvier et le 15 août 2019, 17 736 reconduites ont été effectuées. Au premier semestre 2019, les reconduites ont augmenté de 122 % par rapport au 1er semestre 2018 : 80 personnes ont été reconduites par jour en moyenne, contre 36 au premier semestre 2018 et pour la première fois, six mois consécutifs ont enregistré plus de 2 000 éloignements mensuels. L'objectif visé est d'atteindre 25 000 reconduites d'ici la fin de l'année 2019.

### Accord de partenariat entre la France et les Comores.

Avant la mise en place d'un Plan de renforcement et d'approfondissement de la lutte contre l'immigration clandestine (PRALIC), il fallait d'abord signer un accord avec les Comores. Un accord de partenariat a donc été signé le 22 juillet entre la France et les Comores. Dans le document-cadre, la France s'engage à verser 150 millions d'euros aux

Comores entre 2019 et 2021. Une part importante de cette somme sera dédiée à l'île d'Anjouan. Parmi les objectifs affichés dans la convention, les deux parties ont fixé comme priorités d'œuvrer :

- « en faveur d'une gestion rationnelle de la circulation des personnes » et convenir à « un cadre propice à une circulation légale des personnes en toute sécurité »,
- de relancer « la coopération bilatérale entre la France et l'Union des Comores avec un projet ambitieux de développement axé sur la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, l'éducation, l'emploi, l'agriculture et la santé »,
- de signer « un accord intergouvernemental permettant une refonte de la coopération sanitaire ».

Dans cette convention l'Union des Comores s'engage à « contrôler les mouvements en direction de Mayotte » mais aussi à contrôler les ateliers de fabrication de kwassas et à démanteler ceux dont l'activité concourt à l'immigration illégale. Le document évoque aussi la création d'une structure comorienne de lutte contre les trafiquants d'êtres humains en se coordonnant avec les autorités françaises.

Cependant plus d'un tiers des députés comoriens ont dénoncé l'accord.

### Plan de renforcement et d'approfondissement de la lutte contre l'immigration clandestine (PRALIC),

Ce PRALIC est également appelé « opération Shikandra ». Cette « approche globale, civilo-militaire » visant à « relever durablement le défi migratoire à Mayotte », prévoit la protection des frontières, la réaffirmation de la présence à terre, l'approfondissement du travail judiciaire et la coopération internationale.

La première étape de l'opération Shikandra implique une augmentation des effectifs embarqués en mer avec 22 personnels supplémentaires : 12 fonctionnaires de plus pour la brigade nautique de la Police aux frontières (PAF), et 10 militaires pour la brigade de gendarmerie. L'opération prévoit également « des intercepteurs en plus grand nombre ». Actuellement au nombre de cinq, ceux-ci devront passer à huit d'ici janvier 2020, dont quatre neufs, et quatre rénovés. Leur action sera par ailleurs renforcée par la création d'une unité littorale des affaires maritimes (dédiée au contrôle des pêches et à la lutte contre l'immigration clan-

destine) et par une surveillance aérienne accrue permettant la détection des embarcations illégales, le guidage des intercepteurs, mais aussi la judiciarisation des passeurs d'immigrés clandestins.

À terre, 35 fonctionnaires supplémentaires de la PAF, dédiés à la lutte contre l'immigration clandestine, et 26 gendarmes départementaux, dédiés à la sécurité publique, seront déployés sur le territoire. Shikandra prévoit également la « présence accrue des légionnaires, intégrée au dispositif global de la LIC pour des missions d'observation, d'information et d'appui aux interpellations conduites par les forces de sécurité intérieure. »

Une cellule de lutte contre le travail illégal sera mise en place, mobilisant ainsi la PAF, la gendarmerie, l'inspection du travail, le GELIC (groupe d'enquête et de lutte contre l'immigration clandestine) et le CODAF (comité opérationnel départemental anti-fraude) afin d'accroître la pression sur l'ensemble de l'archipel. L'opération évoque aussi une stratégie renouvelée de lutte contre l'habitat illégal grâce à la création d'une cellule interministérielle, mais aussi contre les impacts environnementaux de l'immigration clandestine avec l'action de la mission inter-service de l'eau et de la nature. La cellule dédiée à la lutte anti-fraude au sein de la préfecture sera renforcée par un expert de la PAF spécialisé dans la fraude documentaire. Habitat illégal, attestations frauduleuses de résidence, marchands de sommeil et coopération entre polices municipales et forces de l'ordre seront au cœur d'un travail partenarial avec les collectivités. Le greffe du TGI de Mamoudzou sera, lui, renforcé de sept effectifs supplémentaires, permettant un renforcement complet de la chaîne judiciaire.

« Pour continuer à accueillir tout le monde dignement, on ne doit pas être un pays trop attractif », « et ensuite on doit reconduire beaucoup plus efficacement les personnes qui n'ont pas vocation à rester sur le territoire parce qu'elles y sont entrées illégalement » a déclaré depuis New-York Emmanuel Macron le 24 septembre, ceci à quelques jours du débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale et au Sénat. Mayotte serait-il le terrain d'expérimentation des nouvelles politiques anti-migratoires ?

Camille, OCL Reims



# L'économie en brèves

## Retraites : haro sur le magot !

L'argumentaire contre la réforme des retraites serait trop long pour tenir en une simple page, même en réduisant. Avec le système des points, tout le monde y perd puisque c'est l'intégralité de la carrière qui est concernée et plus les meilleures périodes. Le malus repousse la retraite à 64 ans. Le minimum tant claironné pour les carrières pleines était déjà prévu dans les lois précédentes... Tout ceci est sûrement déjà largement connu de tous les lecteurs de ce journal. Il faut y rajouter plusieurs lièvres.

Premièrement, le système des points permet une rupture avec le système fondé sur la solidarité. Actuellement, les cotisations des actifs payent les retraités. Mais le système des points relève de la logique du système de capitalisation. Les points ont un certain rendement. Le fait que ce rendement sera décidé par le gouvernement et pourra changer a déjà été dénoncé. Mais l'argent ne fait pas de petits naturellement. Pour garantir un rendement du point, il faut des placements financiers. On passe donc d'un système de solidarité à un système dépendant de la finance. Nous reviendrons là-dessus.

Rappelons que si l'espérance de vie des femmes est de 85 ans et celle des hommes de presque 80 ans, l'espérance de vie sans incapacité des femmes n'est que de 65 ans, et stagne depuis 2005, et celle des hommes de 64 ans, et stagne elle aussi. Les 5 % de personnes les plus aisées ont une espérance de vie supérieure de 13 ans pour les hommes et 8 ans pour les femmes à celles des 5 % de personnes les plus modestes.

Deuxièmement, actuellement la loi permet (difficilement car c'est un véritable maquis) de calculer à quelle retraite on aura droit en partant. Avec un système de points dont la valeur peut changer tous les ans, ceci devient impossible. Il n'y a plus de garantie sur le montant de la retraite.

Troisièmement, à terme, c'est le sort de ceux/celles qui ne sont officiellement pas touchés par la réforme qui va en subir les répercussions. En effet, Les deux systèmes vont coexister à partir de 2037. Mais les nouvelles cotisations concerneront le nouveau système, l'ancien ne sera alors pas financé par de nouvelles rentrées. Et donc,

le déficit va ressortir à ce moment là du chapeau, les « nanti.e.s » seront à nouveau stigmatisés et lorsqu'on est à la retraite, les moyens de peser sur le rapport de forces sont pour le moins limités.

La démission de Delevoye ne va pas changer grand chose. Mais le scandale qui l'a précédée met en lumière le véritable enjeu de cette réforme. Blackrock, le groupe pour lequel il jouait le rôle de lobbyiste, pèse entre 6000 et 7000 milliards de dollars. Et le gros reproche fait par les marchés financiers au système de retraite de français, c'est qu'il les empêche de mettre la main sur le magot. En effet, le budget des retraites, c'est environ 150 milliards d'euros par an, ce qui correspond à des placements qui dépassent largement les 1000 milliards d'euros si on était dans un système par capitalisation. L'enjeu principal des réformes de la retraite est là. Bien sûr, ce ne sont pas les précaires qui vont financer l'épargne retraite. Mais si les retraites de ceux/celles qui ont un revenu décent ou sont riches sont remises en cause, ces populations là seront poussées dans les bras des assurances privées. Et des accords d'entreprise ou de branches pourraient permettre un financement des mêmes assurances pris partiellement en charge par les employeurs. Les salariés se mettraient à financer leurs patrons par le biais des marchés financiers pour percevoir leur retraite. Et cet enjeu financier est énorme.

C'est pourquoi il faudrait un très gros rapport de forces pour gagner.

## A partir de combien est-on riche ?

Vaste débat auquel je ne répondrai pas. L'I.N.S.E.E. publie par contre quelques données statistiques. Avec 3 767 euros par personne et par mois avant impôts (3 133€ après impôts), on entre dans le club des 10% les plus riches. Avec 8 850€ (6 660 après impôts), des 1% les plus riches. Pour faire partie des 0,1 % les plus riches, il faut gagner 58 000€ par mois et par personne (38 500 après impôts).

Source : Observatoire des inégalités. Données 2015

Globalement, d'après l'I.N.S.E.E., les inégalités dans la société sont restées stables en 2017. Le niveau de vie médian

était de 1735€ par mois pour une personne seule, 3644 pour un couple avec deux enfants. Il stagne quasiment (hausse de 0,7 %). On quittait les 10 % les plus pauvres à partir de 933€ par mois. 14 % de la population était en dessous du seuil de pauvreté (1041€ pour une personne seule, 2186 pour un couple avec deux enfants). La moitié des personnes pauvres ont un niveau de vie inférieur à 837€ par mois. L'intensité de la pauvreté est elle aussi restée stable. 1/5 des moins de 18 ans vivent sous le seuil de pauvreté. Le taux de pauvreté des chômeurs a diminué, et celui des salariés a augmenté.

Source : INSEE première n°1772, septembre 2019

## Quelques données sur les diplômes

Actuellement, quasi 80 % des jeunes deviennent bacheliers, à comparer aux 5 % de 1950 et aux 15 % de la fin des années 60. Ils étaient environ 20 % en 1986 à obtenir un bac général. Mais attention, il y a trois bacs : professionnel, technologique et général. Moins de 40 % des jeunes obtiennent un bac général, plus de 30 % un bac professionnel.

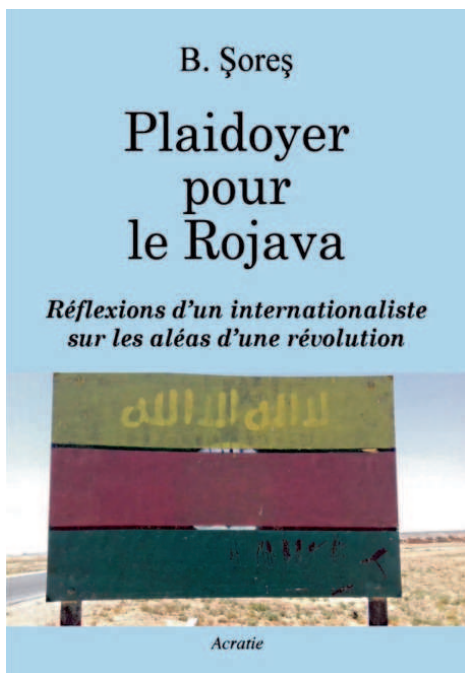
Source : la massification scolaire sous la Vème république, Florence Defresne, Jérôme Korp

## Concentration des emplois dans les métropoles

Les emplois ont tendance à se concentrer sur neuf métropoles : Paris, Toulouse, Lyon, Nantes, Bordeaux, Montpellier, Marseille, Rennes et Lille. Il y a en effet, de moins en moins d'emplois agricole ou de fabrication industrielle, et de plus en plus d'emplois de production immatérielle. Attention, ce sont les emplois qui se concentrent, les salariés, elles et eux, ne rêvent pas forcément d'habiter dans ces villes. Conséquence : les trajets domicile-travail ont tendance à augmenter. Un quart des personnes travaillent à moins de 20 km de chez elles, 10 % à plus de 80 km.

Source : INSEE première n°1771, septembre 2019





LIVRE

**B. Sores**  
**Plaidoyer pour le Rojava**  
*Réflexions d'un internationaliste sur les aléas d'une révolution*

Fin 2014, alors que la bataille de Kobané faisait rage, les YPG-YPJ lançaient un appel aux volontaires internationalistes. Tout étranger se voyait offrir, sans conditions de formation ou d'expérience, la possibilité de rejoindre les rangs des YPG-YPJ, sous le statut de « combattant internationaliste ».

Plus d'un millier répondirent présent. Parmi eux se trouvaient des profils variés. Parmi eux se compte l'auteur de ces lignes. Parmi eux, hélas, peu de ceux qui étaient les premiers destinataires de cet appel : les révolutionnaires. Continuateurs des Brigades Internationales pour les uns, avatars modernes des mercenaires « katangais » pour d'autres, les internationalistes engagés dans les rangs des YPG-YPJ ont depuis pris leur place dans l'imaginaire politique des militants européens.

Le manque d'informations fiables quant à la réalité sur place est toutefois criant. De fait, il n'y a pas carence mais surabondance en la matière. Quiconque se propose de démontrer l'échec du processus révolutionnaire trouvera des « preuves » à foison sur

Internet. Qui, à l'inverse, entend établir l'exemplarité du même processus n'aura, lui aussi, que l'embarras du choix de ses « preuves ». Toutes, hélas, émanant de sources éminemment « fiables » car de première main.

Les récits d'anciens volontaires, notamment, ne sont pas parole d'évangile et tous doivent être abordés avec un minimum de circonspection. La quête délibérée d'auto-promotion a pu pousser quelques uns à prendre certaines distances avec la vérité. D'autres ont pu se tromper en toute bonne foi, rapporter des rumeurs qu'ils pensaient exactes. La sincérité d'un témoin ne garantit jamais la véracité de ses propos. Il faut ajouter à ces altérations « primaires », les déformations, malentendus ou exagérations de la part des médias, puis la sélection, le tronquement voire la manipulation opérée par ceux qui interprètent ou mettent en perspective ces « faits ».

Wikipédia, point de départ malheureux de quiconque amorce une recherche, n'est, en ce qui concerne les internationalistes, qu'un ramassis de rumeurs plus ou moins fondées. Plusieurs unités « internationales » n'ayant jamais existé y disposent de leurs pages dûment sourcées, ainsi que de comptes Facebook alimentés plus ou moins régulièrement. Ne s'agit-il pas là d'une « preuve » suffisante ? À la vérité, non.

Le cas des volontaires internationalistes n'est que la partie émergée de l'iceberg. Les différentes facettes de la Révolution du Rojava ont souffert des mêmes travers. Et le cas de cette révolution n'est, sans doute, qu'un parmi beaucoup d'autres. Je dois avouer que je n'envie pas le travail de ceux qui, pris d'intérêt pour ce sujet, ont entrepris de se faire une idée exacte de la réalité du terrain sur la base de ce qui peut être glané sur Internet.

Les échanges que j'ai pu avoir à mon retour ont été instructifs. Il était très choquant d'entendre certaines questions. Non que leurs auteurs eussent été mal intentionnés, mais des faits simples, évidents, connus de tous étaient, en Europe, toujours sujets à caution. Les femmes combattantes se battaient-elles vraiment, ou ne s'agissait-il que d'une opération de propagande à visée des médias occidentaux ? Les YPG ont-ils vraiment « nettoyé » certaines zones majoritairement arabes pour les repeupler de Kurdes ? Le système en place au Rojava ne serait-il pas, sous ses prétentions démocratiques affichées, un « petit totalitarisme » ?

Les militants politiques restaient, quant à eux, souvent fixés sur leurs marottes : S'agit-il vraiment d'une révolution

anarchiste ? S'agit-il vraiment d'une révolution communiste ? L'exercice de la critique dans une organisation armée ne limite-t-elle son efficacité militaire ? La propriété privée est-elle garantie au Rojava ? Etc.

Pour le mouvement révolutionnaire de gauche, la guerre civile syrienne aura été une épreuve. Objet de leurs débats et, comme souvent, de leurs divisions, celle-ci s'est peu à peu imposée à nous. Par leur appel, les YPG-YPJ plaçaient les militants européens face à un choix inédit : participer à un conflit armé, passer du statut de commentateur de la guerre civile syrienne à celui d'acteur. Ceux qui refusèrent net se virent rappeler en novembre 2015, un peu brutalement, qu'il était vain d'espérer se protéger des conflits modernes en se reliant derrière une frontière.

Faute de les avoir attirés sur place, la Révolution du Rojava aura donné aux militants révolutionnaires européens un nouveau prétexte de se déchirer. Ceux-ci ont porté sur le terrain syrien leurs divergences européennes. Certains ont soutenu les YPG-YPJ quand d'autres, pour s'opposer aux premiers, se sont sentis obligés de déployer bien du zèle dans le dénigrement de ce territoire et de son administration.

Les uns voudraient voir dans le Rojava le parangon de leurs idéaux. Le Rojava serait, à les en croire, un pays où tous les conflits sociaux se régleraient sans heurts par le miracle de l'autogestion, un havre paisible et festif, dépourvu de toute trace de nationalisme, où les femmes se seraient débarrassées de l'oppression plurimillénaire par le seul exercice de la « non-mixité ».

À l'extrême opposé, certains ne voudraient voir dans cette révolution qu'un non-événement. Un épiphénomène de la guerre civile syrienne, porté au rang de « révolution » par la grâce de la propagande des YPG et de leurs relais européens.

Sans cesse, ces mêmes questions revenaient. Toujours les mêmes interrogations, portant sur les mêmes aspects de la révolution. Ces questions récurrentes appellent plus que des réponses improvisées ou à l'emporte-pièce. Ce sont elles qui ont motivé l'écriture de ce livre.

